

77-E-64

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

15

## DU MÊME AUTEUR

- La Basse-Normandie.* Paris, J. de Gigord, 1937.  
*Villes et Paysages d'Amérique.* Paris, J. de Gigord, 1938.  
*Les Anglais chez eux.* Paris, J. de Gigord, 1939.  
*Les Américains chez eux.* Paris, J. de Gigord, 1941.  
*Louis XIII et Richelieu.* Paris, Fayard, 1944.  
*Barbey d'Aurevilly.* Paris, Laffont, 1946.  
*Flaubert, auteur dramatique.* Paris, Écrits de France, 1946.  
*Histoire de la Nation américaine.* Paris, Éditions du Chêne, 1946.  
 Collaboration à *Une Sainte parmi nous*, au *Mystère animal*,  
*L'Homme de couleur.* Paris, Plon, 1937-1939.

## EN PRÉPARATION

- Littérature et Géographie.* Paris, Écrits de France.  
*États-Unis, terre de vie intense.* Paris, Renaissance du Livre.

# HISTOIRE

## DES

# ÉTATS-UNIS

par

Jean CANU

*Agrégé de l'Université*

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE  
 108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1946

SEIZIÈME MILLE

ÚSTŘEDNÍ KNIHOVNA  
PRÁVNICKÉ FAKULTY UJEP  
STARÝ FOND  
Č. inv.: 01303

A MA CHÈRE MAMAN

Koupl od *Barricé - Moravský*  
Darem od \_\_\_\_\_  
v. *Barricé* za Kčs *31'50*  
Inv. čís.: *6.583*  
Sign:

DÉPOT LÉGAL

1<sup>re</sup> édition . . . . . 21 novembre 1941  
2<sup>e</sup> — . . . . . 28 février 1942  
3<sup>e</sup> — . . . . . 2<sup>e</sup> trimestre 1946

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays

COPYRIGHT

by Presses Universitaires de France, 1941

CHAPITRE PREMIER

LA TERRE DE LA LIBERTÉ (1607-1820)

Un continent-refuge. — A la fin du xv<sup>e</sup> siècle, les trois caravelles de Christophe Colomb firent sortir du néant une île, une autre encore, quelques îles, des bouts de terres et de côtes éparses, que d'autres caravelles, au hasard des caprices des hommes et des tempêtes, raccordèrent peu à peu. Des golfes, des caps, des péninsules, des estuaires, petit à petit se dessinèrent. De l'autre côté des montagnes, une mer immense apparut, égale au moins à celle qu'il avait fallu traverser. Vers 1520, navigateurs et savants durent se convaincre qu'ils étaient en présence, non pas de vagues archipels gardant les approches des Indes, mais bien d'un continent jusqu'alors insoupçonné.

Le nouveau venu, aux formes encore enveloppées de mystère, fut baptisé Amérique, du nom d'Americo Vespucci qui eut le premier l'idée de son indépendance par rapport au Vieux Monde. Mais déjà ses habitants avaient reçu cette appellation d'Indiens qui leur est restée fixée, aussi fidèlement et aussi mal à propos que le sobriquet de Peaux-Rouges sous lequel ils sont toujours connus. Sans doute aimaient-ils à s'enduire de carmin le visage pour effrayer les dieux et les tribus hostiles : par tous leurs traits caractéristiques, ils ne s'en rattachaient pas moins aux jaunes d'Asie, d'où ils étaient venus, Dieu sait quand ! vraisemblablement par le détroit

de Béring. De la pointe extrême de l'Alaska, se coulant entre les rives du Pacifique et les Montagnes Rocheuses, la plupart d'entre eux avaient gagné les hauts plateaux du Mexique, aux hivers tièdes, aux étés frais, au sol riche en métaux rougeoyants, et ils y avaient développé une civilisation puissante, qui attira de bonne heure l'intérêt et la cupidité des *conquistadores* espagnols.

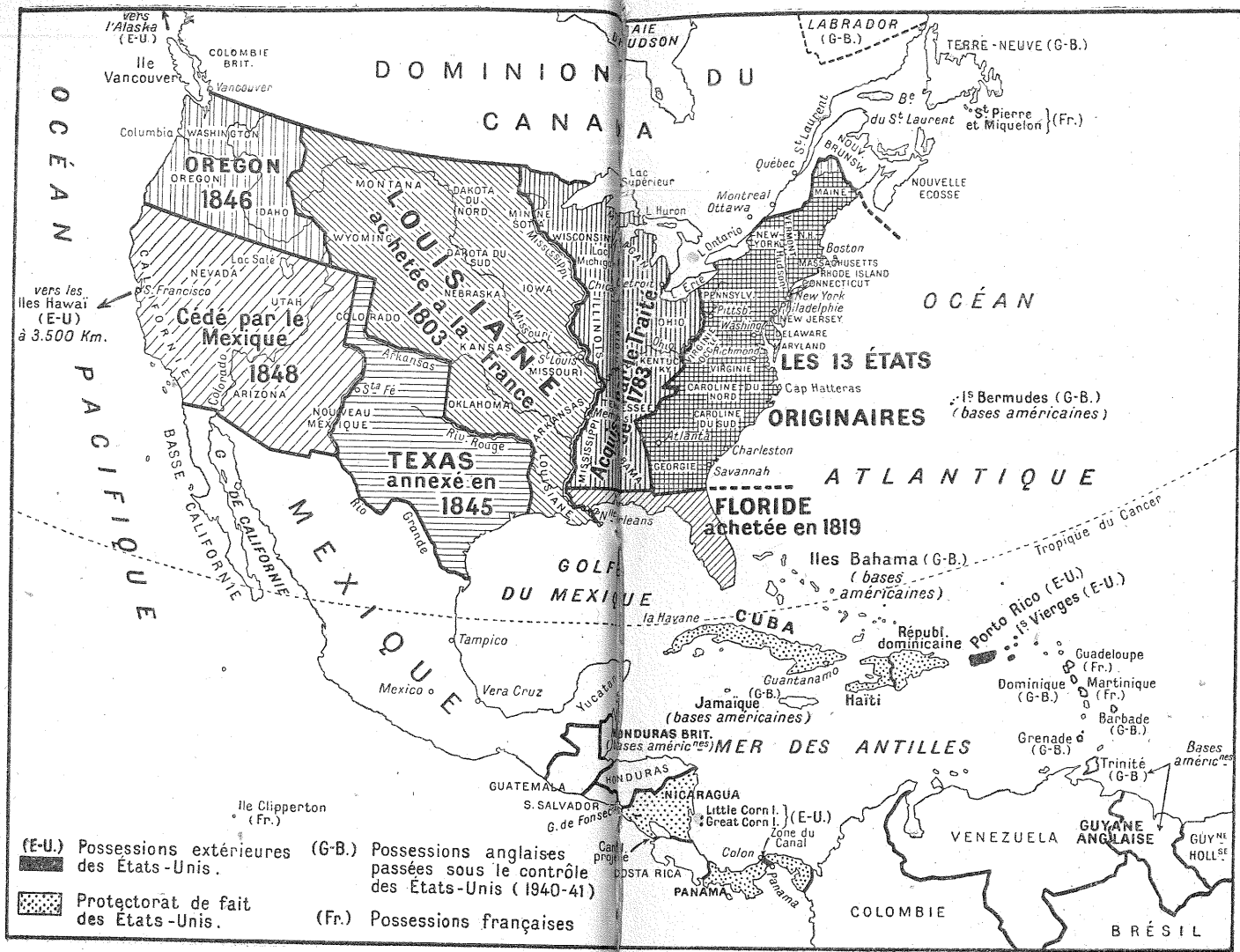
Qu'aller faire plus au Nord, où, aux étés étouffants secoués par les tornades, succédaient des hivers rigoureux, des tempêtes de neige soufflant des solitudes glacées du Nord et de l'Ouest ? Une côte le plus souvent basse, marécageuse, malsaine. Aussi loin que le regard pouvait porter, des forêts et des forêts encore, et presque aucun de ces arbres nourriciers qui aux rives tropicales apaisaient à peu de frais la soif et la faim. A peine quelques sauvages, timides, misérables, vivant mal d'une chasse et d'une pêche précaires, ignorant l'usage du fer, ignorant tout — et c'était le plus grave — de la proximité de l'or ou des Indes, les deux Paradis terrestres que recherchaient les navigateurs tenaces en remontant vers le pôle Nord les côtes du continent entrevu. Mieux valait tenter fortune dans la mer des Antilles, au voisinage de l'isthme de Panama et de l'Eldorado mystérieux.

Aussi, pendant près d'un siècle, à l'instar des prétendus rouges, les blancs négligèrent presque d'aborder les immenses régions vides que remplit aujourd'hui de son activité et de ses richesses la plus grande puissance économique du monde, où s'entassaient les sept huitièmes de l'or de la planète. Quel contemporain de François I<sup>er</sup> ou d'Henri IV eût pu soupçonner un tel avenir ? Au fur et à mesure que les Etats-Unis prendront forme, se développeront, pousseront de tous côtés des pointes vigou-

reuses, nous découvrirons leur domaine, sans cesse croissant, et qui menace en 1946 d'envelopper la machine ronde. Pour le moment, nous ne sommes encore qu'aux semailles, sur un terreau inconnu, d'humbles graines poussées par le vent, le vent de l'aventure, de la persécution et de la misère.

Que les Espagnols, solidement installés dès 1522 au Mexique, aient vite essayé de s'étendre vers le Nord, jusqu'à l'Arkansas et au Mississipi d'un côté, jusqu'en Californie de l'autre, rien de plus naturel, et rien de plus naturel aussi que n'ayant trouvé ni métaux précieux à prendre, ni indigènes — ou si peu ! — à convertir, ils ne soient pas revenus dans ces lieux déshérités. Les Anglais, par contre, arrivèrent bons derniers sur les côtes de l'Amérique du Nord : les Français s'installaient déjà à Terre-Neuve et sur les bords du Saint-Laurent, les Espagnols occupaient les rivages du golfe du Mexique et de la Floride. Pas d'autre ressource que d'explorer les estuaires situés entre leurs colonies, également papistes et haïssables. L'un ou l'autre de ces cours d'eau pourrait peut-être servir d'approche vers les Indes, vers quelque pays de l'or, vers un commerce fructueux.

Au sud du Potomac, sir Walter Raleigh, ami intime de la reine Elisabeth, ne trouva ni or, ni Indes, mais une plante curieuse que les indigènes se mettaient dans la bouche pour en savourer la fumée avec délice. Il y prit lui-même un grand plaisir, et de retour en Angleterre, révéla cette volupté nouvelle à sa souveraine et aux membres de sa cour. Ainsi naquirent la vogue du tabac et l'habitude de fumer. C'est pour satisfaire à cette passion que Raleigh chercha à transformer en colonie le pays qu'il avait nommé Virginie, en l'honneur de la



**(E-U.)** Possessions extérieures des États-Unis.  
**(G-B.)** Possessions anglaises passées sous le contrôle des États-Unis (1940-41)  
**(Fr.)** Possessions françaises

**(Fr.)** Possessions françaises  
**(E-U.)** Possessions extérieures des États-Unis.  
**(G-B.)** Possessions anglaises passées sous le contrôle des États-Unis (1940-41)

« Le développement des États-Unis depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle »

fameuse « femme sans homme » qui occupait alors le trône d'Angleterre. Il y échoua, et en 1602 ses derniers compagnons s'étaient rembarqués.

D'autres tentatives allaient bientôt réussir. Jacques I<sup>er</sup> prétend imposer l'anglicanisme à tous ses sujets. Plutôt que de s'y soumettre, les dissidents les plus fervents, en majorité calvinistes, préférèrent s'expatrier. La Compagnie de commerce de Londres transporte 105 d'entre eux sur les côtes de Virginie. Ils y fondent en 1607 la petite ville de Jamestown, le plus ancien établissement anglo-saxon du Nouveau-Monde. C'est en vain qu'ils cherchent de l'or, mais la culture du tabac promet d'être d'un bon rapport. Elle exige plus d'efforts qu'on ne peut en attendre raisonnablement des blancs. Dès 1619, des esclaves noirs sont importés d'Afrique. Ainsi s'organise, sous un ciel déjà chaud, une société de planteurs qui essaient plus ou moins de ressembler à l'aristocratie anglaise.

Une autre Compagnie de commerce se chargea d'amener en Virginie 102 nouveaux pèlerins réfugiés en Hollande. Leur bateau, le fameux *Mayflower*, poussé vers le Nord par la tempête, les jeta sur une côte rocheuse, près du cap Cod. Certains passagers prétendaient, à peine débarqués, agir à leur guise sur cette terre inconnue. La majorité ne fut pas de cet avis, et avant de quitter leur navire, les colons décidèrent de rédiger un contrat qui soumit la liberté de chacun à l'intérêt de la communauté, au bien-être du groupe. Une petite république était née, assurant à ses membres des droits égaux, mais les pliant à une discipline étroite : obligation de pratiquer la religion calviniste dominante, de payer les impôts consentis par la majorité, de sacrifier ses goûts particuliers au souci du bien général. Ces principes puritains ont pu perdre de leur rigueur avec le

temps ; ils n'en ont pas moins inspiré jusqu'à nos jours la conduite de cette Nouvelle Angleterre, austère et affairée, qui se forma entre la vallée de l'Hudson et le Canada, et qui devait répandre ses enfants et ses traditions d'un Océan à l'autre, sur toute l'étendue des Etats-Unis.

La lutte contre la nature et contre l'Indien. — En 1620, il s'agit d'abord de vivre, de survivre, sur un sol ingrat, au voisinage d'Indiens, d'abord assez accueillants, vite rendus hostiles par les empiétements des nouveaux venus. Il faut arracher à cette terre rocailleuse de maigres récoltes, à ces côtes tourmentées les poissons qui, grâce au Seigneur, y pullulent, aux forêts le bois de leurs arbres, les fourrures de leurs fauves, réunir ainsi de quoi acheter en Europe les vêtements, les armes, les outils et les alcools indispensables. Il faut surtout conserver la grâce du Dieu jaloux qui protège ses seuls fidèles, persécuter, pendre au besoin les dissidents, tels que Baptistes et Quakers. Ceux-ci cherchent refuge ailleurs. Autour de l'intolérant Massachusetts et de sa capitale, Boston, apparaissent les colonies, plus accueillantes, sauf aux papistes, cela va sans dire, du Connecticut, du Rhode-Island, du New-Hampshire, toutes petites républiques moralisantes et laborieuses assez semblables. Unies, elles exterminent les tribus indiennes du voisinage et se donnent de l'air. De nouveau indépendantes les unes des autres, elles luttent de zèle religieux et d'ingéniosité pratique. Des écoles, dès 1650, enseignent la Bible aux enfants. Le collège de Cambridge, fondé en 1636, doit former des pasteurs. Bientôt appelé Harvard, du nom de son premier bienfaiteur, il est aujourd'hui l'Université la plus justement renommée des Etats-Unis. De bonnes récoltes de céréales, des bœufs et des porcs florissants, des

pêches miraculeuses, un commerce actif et fructueux avec l'Angleterre, les Açores et les Indes occidentales : autant de récompenses légitimes de ces fondations pieuses. De nouveaux réfugiés viennent grossir les bourgades de bois où, autour de l'église, du fortin et de la taverne, se groupent notables, laboureurs, artisans, serviteurs et esclaves, une société hiérarchisée et craignant Dieu.

Au sud de la Nouvelle Angleterre, des colons de toutes sortes, plus préoccupés d'affaires que de prosélytisme puritain, s'étaient fixés près des estuaires des fleuves côtiers, Hollandais sur le rocher de Manhattan à l'embouchure de l'Hudson, Suédois sur la Delaware, catholiques anglais, plus encore pourchassés dans leur patrie que les puritains, sur la Chesapeake. Les Pays-Bas cédèrent en 1667 leurs établissements à Charles II, et en l'honneur du frère du roi, New Amsterdam devint New York. William Penn et ses Quakers supplantèrent les Suédois, et par un traité en règle achetèrent aux Indiens les forêts avoisinantes, qui formèrent la Pensylvanie. Fraternelles à toutes les croyances, pacifistes sincères et non moins bons commerçants, ils fondèrent en 1682 Philadelphie, qui devait être, pendant un siècle et demi, le plus grand port, la plus belle ville du Nouveau Monde. La colonie catholique du Maryland s'était vite ouverte aux protestants, et Baltimore rivalisait d'activité avec Philadelphie et New York, échangeait fourrures contre rhum avec les Peaux-Rouges.

Plus homogènes, les colonies du Sud s'adonnaient avant tout à la culture du tabac, du riz et de l'indigo. A la Virginie s'étaient ajoutées la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, et enfin, la Géorgie. Les noirs, plus nombreux que les blancs, passaient pour indispensables à la prospérité des plantations.

Les colonies s'organisent. — Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre le Canada français et la Floride espagnole, s'échelonnaient le long de l'Océan Atlantique treize petits Etats presque indépendants, peuplés au total d'environ un million et demi d'habitants. Dans chacun d'entre eux, un gouverneur représentait l'autorité de Sa Majesté, mais il était le plus souvent choisi parmi les vieilles familles de la région, il en partageait les sentiments et les intérêts. Les terres voisines des côtes une fois défrichées, les spéculateurs avisés, les prévoyants de l'avenir songeaient à s'agrandir vers l'ouest, découvraient les monts Appalaches et leurs cols d'accès facile, entrevoyaient au delà une grande plaine, drainée par un fleuve puissant, partagée entre la forêt à l'est, d'immenses prairies à l'ouest. Les négociants en fourrures voulaient ouvrir à leurs trappeurs de nouveaux domaines de chasse.

C'est alors que les Anglo-Saxons s'aperçurent qu'ils étaient de tous côtés encerclés par les Français. Ceux-ci, installés de longue date au Canada, plus récemment à l'embouchure du Mississipi, ou Louisiane, venaient de relier leurs possessions par une série de postes et de fortins le long de la vallée de l'Ohio. Les colons engagèrent la lutte pour s'ouvrir la route de l'Ouest, et entraînèrent peu à peu la mère patrie dans la guerre. En 1763, la France était vaincue, éliminée du continent américain. A la grande déconvenue des colons, les Anglais incorporèrent au Canada la région comprise entre le Mississipi, l'Ohio et les Grands-Lacs.

Pour lutter contre les Français, les colonies s'étaient rapprochées, avaient ébauché un semblant d'organisation commune, avaient pris conscience de leurs forces. Le danger écarté, l'autorité anglaise sembla moins nécessaire, et c'est précisément alors

qu'elle devient plus tracassière. Sous la dictée des marchands de Londres, elle prétend réprimer la contrebande, interdire les émissions locales de papier-monnaie, imposer des taxes aux colons. Ceux-ci devraient payer en or, ou en devises-or, les marchandises que les Anglais seraient seuls à leur vendre, payer en or leurs impôts, renoncer au commerce des fourrures au profit des maisons anglaises, bref sacrifier leurs intérêts à ceux de la Cité. Voilà qui touche surtout au vif les riches planteurs de Virginie, soucieux d'écouler leur tabac au plus offrant, d'acheter au meilleur marché possible, d'étendre leurs terres et le domaine de leurs trappeurs à l'ouest des montagnes, et de se montrer en toutes circonstances égaux de cette aristocratie de la métropole qui prétend leur faire la loi.

Jamais les colonies ne se sont senties plus proches de l'Angleterre que vers 1770, et jamais elles n'ont désiré autant être traitées sur le même pied que les sujets du Royaume-Uni. Les traversées sont plus rapides, Londres apparaît la capitale commune de toutes ces petites républiques atlantiques. Elle accueille volontiers les plus célèbres de leurs fils. Benjamin Franklin, publiciste renommé, expérimentateur habile et ingénieux, est écouté avec intérêt par la Société Royale des Sciences, qui tient à l'associer à ses travaux. Il s'affilie également aux loges maçonniques de Grande-Bretagne. Il en est de même de tous les Américains notoires qui font le voyage d'Europe. Nulle part ils ne sont considérés comme des étrangers, comme des inférieurs en Angleterre. Pourquoi, une fois revenus chez eux, en serait-il autrement ?

**Le conflit avec l'Angleterre.** — Qu'il s'agit de politique ou de religion, de science ou de philosophie, d'affaires ou de plaisirs, Anglais et Américains se

mêlaient aux mêmes discussions, se groupaient dans les mêmes sectes et factions, participaient à la même civilisation. Bref, la principale cause de la séparation des colonies de la métropole, c'est qu'elles voulaient lui être assimilées en tous points, et que celle-ci s'y refusa. C'est parce qu'ils prétendaient être Britanniques 100 %, et furent rebutés, que les Franklin et les Washington entraînèrent leurs compatriotes dans le conflit. Une sorte de dépit amoureux, en somme...

Le reste, l'aigre querelle d'avocats et de légistes sur la validité des taxes et droits de douane, d'ailleurs fort légers, imposés par le Parlement de Londres aux colonies, la concurrence commerciale entre les marchands de la Cité et leurs émules de Boston et de Philadelphie, la rivalité d'intérêts et de prestige entre la ploutocratie anglaise et sa réplique virginienne ? Simples manifestations, entre beaucoup d'autres, de cette réalité psychologique : l'élite américaine, planteurs, négociants, hommes de loi, publicistes, n'entendait plus être traitée en inférieure par l'élite britannique.

D'où les lenteurs et les hésitations du conflit. La plupart des protestataires ne voulaient pas se séparer de la mère patrie. Beaucoup de coloniaux restèrent fidèles, *loyalistes*, jusqu'au bout au roi d'Angleterre. Et de même, dans tous les milieux de la Grande-Bretagne la cause des colons provoquait des sympathies. Les whigs, les dissidents, les gens des villes lui étaient favorables. Les tories eux-mêmes tergiversaient. Le Gouvernement de Sa Majesté, tiraillé, instable, maladroit, fit alterner, de 1765 à 1776, les interdictions inapplicables et les demi-concessions insuffisantes. Loin d'intimider ou de rallier ses adversaires, il ne réussit qu'à les renforcer dans leur opposition.

**Washington.** — A la surprise presque générale, la



séparation eut lieu, le conflit aboutit à une guerre ouverte. Pendant que les orateurs vociféraient et que les publicistes ergotaient, Washington réfléchissait. Cet homme calme et lent, aux gestes un peu gauches, à la parole terne, était avant tout un gentleman-farmer de Virginie. Il s'était occupé de mener les troupes de son Etat contre les Français avant et pendant la guerre de Sept Ans, et de leur faire obtenir les terres promises après la victoire. Son cœur n'était pas là, mais bien à arrondir ses domaines, à soigner ses cultures, à équilibrer son budget. L'Europe le préoccupait peu, et moins encore les théories politiques à la mode. L'Amérique lui suffisait, ce continent qu'il avait contribué à arracher aux Français, qu'il disputait sans cesse aux Indiens, à la nature sauvage, dont il pressentait obscurément le développement illimité au delà des montagnes. Les marchands de Londres, maîtres de la Chambre des Communes, entendaient conserver la haute main sur les progrès de la colonisation. Aucune conciliation possible : l'Amérique ne pouvait vivre que délivrée de la tutelle anglaise.

Une fois arrivé lentement à cette conclusion, il la fit partager peu à peu à ses compatriotes, aux planteurs de Virginie bien entendu, mais aussi à beaucoup de personnalités de la Nouvelle-Angleterre. Il avait des amis à Boston, à New York, à Philadelphie ; il était affilié à la franc-maçonnerie. Son passé militaire parlait pour lui, et aussi son silence, sa réputation de bon sens, de volonté de fer, de probité. Jamais homme au monde n'a mieux justifié le fameux mot de son contemporain, Buffon : « Le génie est une longue patience. » De nombreux adversaires de la Grande-Bretagne, étaient plus brillants, un Franklin, un Patrick Henry, un Jefferson, bien d'autres encore. Ils discutaient entre eux, ils inquié-

taient ceux-ci ou ceux-là, ils n'entraînaient pas la masse hésitante et partagée. Washington rassurait les riches dont il était, les pauvres auxquels il savait commander sans hauteur et sans faiblesse. Il n'est pas étonnant qu'il ait été nommé, le 15 juin 1775, Général en chef des Colonies Unies du continent américain.

**La guerre d'Indépendance.** — Dès lors, les événements se précipitent. La Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776, œuvre de Jefferson, est beaucoup moins un exposé de principes qu'un moyen de couper les ponts avec l'Angleterre, de forcer les indécis à prendre parti. Washington dispose de miliciens courageux, mais indisciplinés, de volontaires toujours prêts à abandonner l'armée pour retourner labourer leur champ ou vaquer à leurs affaires. Les troupes anglaises sont formées de mercenaires, allemands pour la plupart, bien exercés, bien équipés, bien commandés. Elles triomphent souvent des contingents américains, mais comment en finir avec un ennemi qui se disperse dans un pays immense et mal connu, et, qui, vaincu, se reforme sans cesse grâce à l'indomptable opiniâtreté de son chef ? Le général anglais Howe peut bien reprendre New York et Philadelphie : qu'il négocie ou qu'il combatte, il est finalement tenu en échec. Son rival, Burgoyne, veut occuper la vallée de l'Hudson pour séparer la Nouvelle Angleterre des autres colonies. Leur mésentente amène la capitulation de Saratoga (17 octobre 1777), qui décide la France à intervenir.

L'alliance française, résultat de l'habileté de Franklin, parut au début compromettre la cause américaine. Beaucoup de colons soupçonnaient cette puissance papiste de vouloir substituer sa domination à celle de la Grande-Bretagne. D'autres, plus nombreux, s'en remettaient à elle d'emporter la

victoire, et relâchaient leurs efforts. Les volontaires, La Fayette lui-même, furent d'abord traités avec méfiance. Washington, une fois de plus, sauva la situation. Il tint bon jusqu'à l'arrivée des troupes françaises, en hâta la venue, obtint de Louis XVI l'envoi d'une escadre sur les côtes américaines, combina avec La Fayette, Rochambeau, et l'amiral de Grasse, les manœuvres sur terre et sur mer qui aboutirent à l'encerclement et à la reddition de Cornwallis à Yorktown (19 octobre 1781). Entre temps, il avait discrètement suggéré au Congrès la création d'un rudiment de Gouvernement central, une Cour d'appel et quatre départements ministériels. L'Amérique commençait à faire figure d'Etat. L'Angleterre, découragée, inquiète de la renaissance navale de la France et de l'Espagne, engagea des pourparlers directs avec ses anciens sujets, reconnut leur indépendance, abandonna à leur expansion le pays situé entre l'Ohio, le Mississippi et les Grands-Lacs. Ceux-ci acceptèrent ces conditions (30 novembre 1782) sans même attendre la conclusion de la paix générale, qui ne fut signée, à Versailles, que le 3 septembre 1783. Ils avaient hâte de se dégager de leurs obligations vis-à-vis de leurs alliés. Ils désiraient plus encore se tenir à l'écart des complications de la politique européenne.

**La formation des Etats-Unis.** — Les dangers extérieurs écartés, les treize ci-devant colonies voulaient couper tous liens entre elles, se lancer à qui mieux mieux à la conquête de l'espace indéterminé abandonné par les Anglais, répudier leurs dettes, émettre du papier-monnaie à foison, bref se débrouiller sans le moindre souci de l'avenir. Chacun pour soi, et Dieu pour tous. Ce fut vite l'anarchie des années « critiques » (1783-1787) : l'armée n'est pas payée de sa victoire, elle marche sur Philadelphie,

d'où s'échappe une ombre de Congrès, sans autorité, sans ressources. Ni Paris, ni Madrid, ni Londres ne veulent accorder le moindre emprunt, signer le moindre traité de commerce avec ce chaos de républiques miséreuses. Il faut s'organiser ou périr. L'Angleterre guette le moment où elle ira rétablir l'ordre et son autorité. Les politiciens avouent leur impuissance. Ils vont chercher Washington dans son domaine de Mount-Vernon, où il s'était retiré, la paix à peine conclue. Son influence, combinée avec celle du vieux Franklin, décida les délégués des divers Etats, réunis en Convention à Philadelphie (mai 1787), à prendre les deux mesures qui sauvèrent la jeune République au berceau.

La question des terres de l'Ouest était la plus urgente à régler. Déjà certains Etats partaient en guerre pour s'en approprier le plus possible. L'ordonnance de 1787 les attribua à l'Union fédérale, et régla leur transformation graduelle, au fur et à mesure des progrès de la colonisation, en territoires, administrés d'abord par un gouverneur, puis par deux assemblées, et finalement en Etats souverains et égaux des treize premiers. Libre concurrence à l'Ouest, voilà qui allait vite reculer les frontières de l'Union au delà des montagnes, au delà de l'Ohio, dans une poussée continue jusqu'à l'Océan Pacifique.

Voilà aussi qui donnait quelque intérêt à l'organisation du Gouvernement fédéral. La Constitution de 1787 sortit d'une série de négociations et de compromis entre les divers Etats. Elle reconnaissait leur souveraineté, mais établissait au-dessus d'eux des pouvoirs permanents, soigneusement séparés et équilibrés de manière à éviter la dictature d'un homme, d'une assemblée, d'une région, vrai chef-d'œuvre de physique politique comme le XVIII<sup>e</sup> siècle en raffolait. A un président, élu par des électeurs

spéciaux, le pouvoir exécutif, le choix des ministres et des hauts fonctionnaires. A deux Chambres, le pouvoir législatif : l'une, le Sénat, représente les Etats, qui, quelle que soit leur population, y envoient chacun deux délégués. Les représentants au contraire sont élus proportionnellement à la population de chaque Etat. Ainsi les régions les plus actives font davantage entendre leur voix, sans pouvoir cependant opprimer les moins importantes, fortes de leurs deux sénateurs. Enfin le pouvoir judiciaire est confié à une Cour suprême, nommée par le président avec l'assentiment du Sénat, et qui joue le rôle d'arbitre dans les conflits entre les diverses autorités. Pour le moment, seuls les propriétaires d'une certaine importance participent à la vie politique. Les pauvres ne sont ni électeurs, ni éligibles. Ces dispositions devaient se modifier, mais la Constitution dans son ensemble a survécu jusqu'ici à des conditions sans cesse changeantes, ce qu'il faut attribuer moins encore à la souplesse de ses institutions qu'aux interprétations opportunes dont elle fut l'objet suivant les circonstances.

Washington, élu à l'unanimité président (1789), s'efforça d'affermir l'Union si péniblement établie. Il réunit dans son cabinet les chefs des deux partis, qui, sous des noms changeants et des étiquettes souvent confuses, n'ont cessé de s'opposer aux Etats-Unis. Hamilton, à la tête des fédéralistes, voulait développer les attributions du Gouvernement central : il réussit à créer une Banque Nationale, qui prit à sa charge la dette de l'Union, et celles des divers Etats ; il établit des taxes fédérales. Son adversaire, Jefferson, suspectait Hamilton, voire Washington, de désirer établir en Amérique une monarchie à l'anglaise. Il rêvait d'une libre démocratie de petits propriétaires, tous indépendants, tous égaux, tous

heureux au sein de la Nature et de la Vertu. Cependant, de nombreux esclaves noirs, d'ailleurs bien traités, cultivaient à merveille ses grands domaines de Virginie.

La Révolution française aggrava le conflit. Les sympathies d'Hamilton allaient à Pitt, celles de Jefferson aux Constituants, ses amis, sinon aux Conventionnels. Washington adjurait ses compatriotes de ne pas « s'empêtrer » dans les affaires d'Europe. Réélu président en 1792, il se retira de la vie politique en 1796, excédé des attaques de l'opposition qui l'accusait de tyrannie, et il mourut dans son cher Mount-Vernon en 1799. Il avait fondé les Etats-Unis qui comptaient alors à peu près quatre millions d'habitants.

Jefferson assure l'avenir. — L'avenir de la République était encore douteux. Au delà du Mississipi, Bonaparte forçait l'Espagne à restituer l'immense Louisiane à la France. Voisinage encombrant, qui semblait couper la route de l'Ouest. A l'intérieur du pays, l'esprit de parti sévissait. Chaque faction voulait mettre ses hommes au pouvoir, partager entre eux toutes les fonctions publiques. Les pauvres se prétendaient opprimés par les riches. Leur champion, Jefferson, arriva à la présidence en 1800, et s'installa dans la nouvelle capitale qui sortait à peine de terre sur les bords du Potomac, Washington. On s'attendait à un redoublement de luttes et de dissensions. Jefferson apaisa au contraire les conflits menaçants et assura l'avenir de son pays.

Bonaparte, maître de la Louisiane, était incapable de la défendre contre la marine anglaise. Il la proposa aux Etats-Unis, moyennant 15 millions de dollars. Jefferson accepta. Le territoire de l'Union s'étendait désormais jusqu'aux Montagnes Rocheuses (1803).

Par ailleurs, le président, fort de la confiance des masses populaires, pratiqua une politique d'apaisement. Tout en affectant dans l'exercice de ses fonctions la plus grande simplicité et en diminuant quelques impôts, il maintint l'essentiel du Gouvernement fédéral et de ses attributions. Bref, il plut ainsi aux partis opposés, à tel point que ceux-ci perdirent conscience de leurs différences. Ce qui ajouta encore à sa popularité, ce fut son attitude ferme vis-à-vis de l'Angleterre qui, dans sa lutte contre Napoléon, prétendait interdire tout commerce entre les États-Unis et la France, et bloquer les côtes américaines.

Son successeur et ami, Madison, poussé par les colons de l'Ouest qui brûlaient de conquérir le Canada, accentua encore cette politique, et déclara la guerre à la Grande-Bretagne en 1812. Les Anglais l'emportèrent sans peine sur mer, prirent et brûlèrent Washington, mais ils échouèrent devant la Nouvelle-Orléans, et ils avaient trop à faire en Europe pour essayer de soumettre leurs anciennes possessions. Le traité de Gand (1814) termina sans gloire pour personne la deuxième Guerre d'Indépendance. Les États-Unis se considéraient comme définitivement affranchis de tous liens avec le Vieux-Monde. Unis entre eux, leurs citoyens, oubliant toute distinction de partis (l'« ère des bons sentiments », 1816-1824) ne songeaient plus qu'à la mise en valeur du continent.

**La doctrine de Monroe.** — Il fallait d'abord être bien sûr que l'Europe n'y mettrait plus jamais le pied. Les colonies espagnoles d'Amérique se soulevèrent contre la métropole. Certaines grandes puissances, la Russie en particulier, maîtresse de l'Alaska, parlent d'intervenir pour rétablir par la force, du Mexique à la Terre de Feu, l'autorité légitime de la Couronne de Castille. Le Gouvernement américain

obtint d'abord de l'Espagne aux abois la vente de la Floride (1819), puis il se décida, non sans hésitation, à reconnaître en 1822 les États insurrectionnels de l'Amérique latine. Pour écarter toute immixtion européenne dans cette question comme dans d'autres, sur les conseils du vieux Jefferson toujours vigilant et actif dans sa somptueuse retraite de Monticello, le président Monroe envoya au Congrès le fameux message du 2 décembre 1823, qui définissait en trois points les principes de la politique extérieure des États-Unis :

1° Les États-Unis considéreraient comme un acte « inamical » toute intervention de l'Europe dans les pays libres de l'Amérique ;

2° Les États-Unis, par contre, s'interdisent d'intervenir dans les affaires de l'Europe ;

3° Le continent américain ne doit plus être considéré par les États européens comme une terre de colonisation.

Bref, l'Amérique aux Américains, tel devait être pendant longtemps le mot d'ordre des États-Unis. Le dernier conflit possible au sujet de la frontière du nord-est avec le Canada venait d'être réglé. La République fédérale pouvait désormais laisser l'Europe à ses tyrans et à ses intrigues, à ses corruptions et à ses haines. Séparée par deux larges océans du monde des réprouvés, accueillante aux malheureux et aux proscrits, elle allait établir le règne de Dieu et de la liberté sur la terre.

## CHAPITRE II

## LA CONQUÊTE DE L'ESPACE VITAL (1820-1860)

Les Indiens repoussés. — Sans attendre que tous les liens aient été coupés avec la méchante Europe, la grande, la seule épopée américaine, avait commencé, la conquête de l'Ouest. Ce n'est pas que les tribus indiennes offrirent une grande résistance. Elles avaient été parfois menaçantes au cours du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles, alors que les colons étaient peu nombreux, et que les Français ne se faisaient pas faute de jeter les Iroquois sur leurs établissements de la côte. Mais comment auraient-elles pu résister moins encore aux armes des blancs qu'au rhum qu'ils leur prodiguaient en échange de locations de terrains ? Le rhum bu, l'occupation consentie devenait une cession définitive, moyennant au besoin quelques barils de plus. De temps à autre, un accès de colère de la part de ces dépouillés par persuasion provoquait une répression impitoyable. L'alcoolisme et autres maladies de civilisés achevèrent de réduire à l'impuissance la plupart des Peaux-Rouges. Dès 1795, ceux du Nord-Ouest abandonnaient aux blancs tout le pays situé à l'est du Wabash, affluent de l'Ohio. Les petites guerres qui se poursuivirent dans l'extrême Ouest jusque vers 1880 sont aujourd'hui bien oubliées, sauf des enfants que passionnent des deux côtés de l'Atlantique ces histoires merveilleuses de chevauchées, de trahisons et de surprises.

La conquête de l'Ouest. — La conquête de l'Ouest est tout autre chose, un continent immense, pratiquement vide, ouvert aux espoirs et aux efforts de plusieurs générations d'hommes, occupé par des vagues d'assaut successives qui peu à peu aménageaient le terrain, laissant aux suivantes le soin d'achever leur travail. Pendant un siècle, ce mot magique d'Ouest consolera de toutes les déceptions, promettra des redressements, des revanches aux vaincus de la vie, aux déshérités, l'oubli et le pardon aux coupables, vraie fontaine de Jouvence donnant force et courage, lavant de toutes souillures, refaisant des hommes des plus lamentables déchets.

Cette grande aventure avait déjà commencé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais alors les Français étaient encore là d'un côté, les Anglais de l'autre, les pistes étaient rares au delà des montagnes, et entre celles-ci et la côte atlantique, les terrains vacants ne manquaient pas. Maintenant, vers 1820, les Européens ont été écartés, l'espace est libre, le Gouvernement fédéral se met à construire des routes nationales qui franchissent les Appalaches et conduisent à l'Ohio. Dans les anciennes colonies, les emplacements désirables sont déjà occupés. Ces vieilles familles puritaines ont beaucoup d'enfants, un par an en moyenne, et cela pendant une bonne vingtaine d'années. Sans doute nombre d'entre eux meurent-ils en bas âge, mais il en reste encore trop pour qu'ils trouvent à vivre entre la mer et la montagne. Les aînés remplaceront le père. Les dociles, les résignés végéteront autour d'eux. Les filles n'auront pas de peine à se marier, car il arrive déjà des immigrants d'Europe, Anglais, Irlandais, Allemands, pas très nombreux, il est vrai ; les traversées sont si dangereuses, si longues, si coûteuses surtout ! Quant aux cadets énergiques et ambitieux, qu'ils gagnent

vite quelques dollars, de quoi s'acheter des armes, des outils, une pacotille quelconque, et qu'avec la femme de leurs rêves, sans même attendre, autant que possible, leur premier-né, ils aillent chercher fortune vers l'Ouest !

La route de Philadelphie à Pittsburg, et, plus au sud, celle de Washington à Cincinnati, voient souvent passer de ces voyageurs. Ils vont comme ils peuvent, les plus riches à cheval, les plus pauvres à pied, leur baluchon sur le dos, la plupart dans de longs chariots que traînent deux chevaux. Deux ou trois familles se sont associées ; les bagages, les provisions, les femmes, les mioches sont entassés sous la bâche verdâtre. Les hommes, la carabine en bandoulière, escortent le convoi, épient les traces suspectes, les rencontres douteuses, les Indiens et les fauves rôdant autour de la proie facile.

Dans ces chariots, l'on naissait et l'on mourait. A l'arrivée sur les bords de l'Ohio, au moment de descendre en radeau la rivière, les vieillards étaient moins nombreux, des poupons étaient apparus et criaient de tous leurs poumons, mais que d'autres, faute de soin, étaient morts, à peine nés ! Patriarches et nouveau-nés, vite enterrés à ras de sol, jalonnaient la longue route qui menait de la civilisation à la nature sauvage. Seul un peuple nourri de la Bible pouvait supporter pareilles migrations à la recherche de la Terre Promise, tel Israël dans le désert. Du Seigneur tombait parfois la manne, à Son Nom jaillissait la source. C'était la vie des plus anciens âges, la soumission aux terreurs et aux instincts de l'humanité primitive, le cycle des douleurs et des espoirs, des fatigues et des résignations.

Parvenu à un certain point, il fallait abandonner le radeau, et cheminer de nouveau à travers un pays de plus en plus désert. Les riches, les prudents,

les douilletts s'arrêtaient dès qu'ils trouvaient à vendre des terres déjà défrichées : des arbres avaient été abattus, et avec leurs troncs une cabine construite, le sol était labouré, des provisions de maïs et de viande salée permettaient de passer l'hiver. L'on achetait ce rudiment d'exploitation deux ou trois fois plus que son emplacement n'avait coûté au premier occupant. Celui-ci, dollars en poche et hache sur l'épaule, allait plus loin, acquérait un nouveau coin de forêt et l'aménageait à la hâte, pour le revendre un peu plus tard. Précédant les colons et leurs familles, des équipes de bûcherons et de défricheurs professionnels préparaient ainsi leur venue. C'était la seule ressource des pauvres diables, partis sans le sou, que de s'installer sur des terrains vacants et incultes, et de les améliorer tant bien que mal. Ainsi gagnaient-ils de quoi devenir propriétaires ailleurs. Pour un garçon vigoureux, débrouillard et pas trop scrupuleux, l'Ouest était souvent la fortune. Et sans cesse reculait la « frontière », cette ligne toujours fuyante qui séparait le vieux pays colonisé des sols à conquérir, le passé de l'avenir.

**Les nouveaux Etats démocratiques.** — Peu à peu, dans ces confins du monde connu, la vie s'organisait. Aux fermes isolées succédaient les villages. Les voisins s'entraidaient. Autour de la taverne se bâtissaient l'église, l'école, le magasin, où l'on trouvait presque de tout, de la poudre, du sucre, du fil et des aiguilles, des coiffes et des Bibles pour les jeunes mariées. De temps en temps, un pasteur méthodiste faisait sa tournée à cheval, baptisait les enfants, rappelait les Commandements du Seigneur d'une voix simple et rude, ou bien c'était quelque homme de loi, qui régularisait ou dénonçait vos titres de propriété. Les plus honnêtes, les plus populaires de ces avocats avaient devant eux une belle carrière d'homme poli-

tique. Le territoire s'était peuplé, il avait élu des assemblées, il venait d'être admis au rang d'État, son étoile brillait désormais dans le coin du drapeau national. Ainsi s'étaient déjà formés en 1821 onze nouveaux États, deux au Nord, au voisinage du Canada, les autres à l'Ouest, atteignant, dépassant le Mississipi. L'Union comprenait 10 millions d'habitants.

Ces nouvelles sociétés ne connaissaient pas de grandes différences de fortune. Chacun avait à peu près les mêmes ressources, menait la même existence, monotone et laborieuse, que ses voisins. Aussi n'avait-il pas été question de donner aux uns, de refuser aux autres le droit d'être électeur. L'Ohio, dès 1803, avait institué le suffrage universel. L'opinion publique n'aimait guère les gens de l'Est ou du Sud, ces capitalistes parfois étrangers, ces banquiers qui prêtaient à de gros intérêts, ces marchands qui vendaient outils et vêtements au plus cher, qui achetaient les produits agricoles à des prix de famine, et qui avaient toujours la loi, le Gouvernement, les juges à leur disposition, tous parasites, tous corrompus ou corrupteurs.

Par contre, les gens de l'Est et du Sud aimaient les gens de l'Ouest, ou, du moins, aimaient leur clientèle. C'était même à qui entrerait le plus en relations avec eux. Le Sud eut d'abord l'avantage. Fulton avait inventé les bateaux à vapeur en 1807. Le Mississipi, l'Ohio, le Tennessee formaient un admirable réseau navigable qui amenait à bon compte à la Nouvelle-Orléans de pleines cargaisons de bois, de céréales et de viande, en échange de ballots d'étoffes et de quincaillerie. C'est du Sud, le long de ces rivières, qu'étaient venus de nombreux colons. Mais bientôt les planteurs de coton accaparèrent la basse vallée du Mississipi pour y étendre leurs cultures. Leurs esclaves s'y installèrent. Les pauvres

blancs n'avaient plus rien à faire dans cette région.

L'Est se transforme. — Les marchands de l'Est cherchèrent alors à l'emporter. Il fallait vaincre l'obstacle des Alleghanys. Un gouverneur de New York eut l'idée d'ouvrir un canal entre la vallée de l'Hudson et le lac Erié, le canal de l'Erié, qui fut achevé en 1825. New York prit son essor, attira aussitôt à lui la plus grande partie du commerce du Nord-Ouest, rattrapa, dépassa Philadelphie, Baltimore, Boston, devint de loin ce qu'il n'a pas cessé d'être, la plus grande ville, le port le plus actif du Nouveau Monde. Ses rivales essayèrent de réagir. Une véritable fièvre des canaux secoua la côte atlantique, mais où trouver semblable percée à travers les montagnes ? A partir de 1830, Baltimore et Philadelphie poussèrent hâtivement des lignes de chemins de fer vers l'Ouest. Il fallut attendre la mise en service de locomotives puissantes pour que le train pût l'emporter sur la péniche. New York était déjà hors d'atteinte.

A mesure que se multiplient les contacts avec l'Ouest égalitaire et non-conformiste, les petites gens des villes et des ports de l'Est supportent plus difficilement la tutelle des pasteurs, des riches et des politiciens. De 1800 à 1810, la plupart des États suppriment toute Eglise établie, proclament leur neutralité absolue en matière religieuse. Les divers cultes chrétiens sont libres et respectés, il est même bon et recommandé d'adhérer à l'un d'entre eux, mais l'autorité politique n'en soutient plus aucun de ses deniers ou de ses lois. Un peu plus tard, entre 1814 et 1826, les États de l'Est se décident, un à un, à imiter les nouveaux admis et à établir le suffrage universel pour l'élection du Président, des Représentants, des divers magistrats et fonctionnaires locaux. Mais à quoi bon donner un bulletin de

vote à chaque citoyen, si les candidats demeurent désignés par de mystérieuses réunions de politiciens professionnels, ou *caucus* ? L'opinion publique s'en prend de plus en plus à cette « royauté » honteuse. Les membres du Congrès réussissent encore, en 1824, à imposer le président de leur choix, ou, du moins, à écarter le favori du peuple, mais celui-ci, prenant sa revanche quatre ans plus tard, arrive en triomphe à la Maison Blanche, porté par l'enthousiasme et les espoirs des humbles. Les deux présidences du général Jackson (1829-1837) marquent la fin des notables, l'avènement des hommes nouveaux.

L'époque de Jackson (1829-37). — Il avait tout pour plaire aux foules, ce grand gaillard au visage rude, aux traits irréguliers, à la chevelure rétive, fils d'un immigrant irlandais, né dans les montagnes de la Caroline du Sud, colon du Tennessee, grand pourfendeur d'Indiens et d'Espagnols, et qui était devenu un héros national, en 1814, en jetant les Anglais à la mer devant la Nouvelle-Orléans. Ses prédécesseurs à la présidence avaient eu beau tout sacrifier aux intérêts des Etats-Unis, ils étaient restés soumis, plus ou moins, aux habitudes, aux traditions, aux idées de la vieille Europe. Voici enfin l'Américain type, l'homme de la frontière qui s'est fait lui-même en pratiquant tous les métiers, un jour ouvrier sellier et le lendemain maître d'école, avocat et chef de guerre, et toujours disposé à parler ferme et à agir vite.

Jackson ne s'embarrasse pas de vains préjugés. Ses partisans l'acclament, demandent des places ? Les créatures de l'ancien régime sont destituées par milliers. « Aux vainqueurs, les dépouilles ! » proclame ce conquérant. Au diable les fonctionnaires imbus de leur compétence ! Chaque citoyen a droit à son tour de sinécures et de faveurs, ou la démocratie n'est

qu'un vain mot. Pendant un bon demi-siècle, les élections présidentielles furent ainsi suivies, aux Etats-Unis, d'un renouvellement de fond en comble du personnel administratif. C'est de votre fidélité politique au parti vainqueur, non de votre mérite, que vous devez attendre votre entrée et vos progrès dans la carrière.

De même, Jackson voulait mal de mort à la Banque Nationale des Etats-Unis, ce « monstre » d'égoïsme et de corruption au service des financiers, des négociants, des repus, toujours prêt à favoriser leurs intérêts autant qu'à refuser la moindre avance aux pauvres diables de l'Ouest, aux travailleurs et aux audacieux. Il n'eut de cesse que son privilège fût aboli, au profit de banques locales qui purent émettre du papier-monnaie à volonté et aider ainsi les débiteurs à rembourser leurs créanciers. La politique de l'argent à bon marché, de l'inflation salvatrice sera toujours bien vue des masses populaires.

D'une manière générale, Jackson veut que le Gouvernement fédéral soit au service des particuliers au lieu de leur imposer des charges. Rien de plus pénible que de lui payer des impôts. Rien de plus agréable au contraire que d'en recevoir des subsides. Problème insoluble ? Que non pas ! Des droits de douane sur les marchandises européennes protégeront les industries naissantes du Nord, frapperont le luxe du riche sans atteindre le pauvre, suffiront aux dépenses du Trésor public, et de telle manière que, une fois la dette publique complètement remboursée, il restera encore un honnête surplus. Qu'en faire, sinon de le répartir entre les Etats proportionnellement à leur population ?

Cette Union-Providence doit savoir commander et se faire obéir. La Caroline du Sud protesta contre le tarif douanier de 1832, et menaça de se



séparer de la Fédération plutôt que de l'appliquer. Jackson, sans la suivre dans un débat juridique sur les droits et les devoirs des Etats d'après la Constitution, la somma d'obéir, faute de quoi il userait de la force. Un compromis fut trouvé, qui permit aux deux adversaires de sortir honorablement de cette querelle, mais jamais n'avait encore été affirmé aussi nettement que les Etats-Unis formaient une nation, et non une association dissoluble à volonté. Jackson montra la même énergie à défendre les droits de sa patrie face aux puissances européennes, et notamment la Grande-Bretagne et la France. Ce champion de la démocratie, sinon de la démagogie, fut également le héros du jeune nationalisme américain.

Il savait d'ailleurs éviter les conséquences extrêmes de ses attitudes spectaculaires, rassurer après avoir inquiété, maintenir un certain équilibre entre les partis, les classes sociales et les régions à force de volte-face inattendues et de contradictions tranquilles. Très discuté par les éléments « sages » du pays à ses débuts au pouvoir, il finit par rallier la plupart de ses adversaires autour de lui, par se réconcilier avec le Sénat. D'ailleurs, tout ne lui réussissait-il pas ? C'est là le critérium suprême, en Amérique... et ailleurs. Bien entendu, sitôt Jackson sorti de la Maison Blanche, une crise financière éclata, de nombreuses banques locales firent faillite et leurs billets tombèrent à rien. Qu'importe ! L'impulsion avait été donnée aux affaires, le Nord avait développé ses industries, l'Ouest ses moyens de communication, le Sud ses plantations de coton. En dépit de difficultés passagères, l'Union semblait plus forte et plus cohérente que jamais.

L'Amérique aspire à l'indépendance. — C'est en effet aux alentours de 1840 que l'Amérique, délivrée depuis plus d'un demi-siècle du joug politique de

l'Europe, aspire à une indépendance totale, économique, financière, intellectuelle même. Jackson a ouvert la voie. Les politiciens, les orateurs du Congrès, qu'il avait rudement écartés du pouvoir, tels que Calhoun, l'homme de la Caroline du Sud, et Clay, le « Pacificateur », ami des compromis, essayent de compléter son œuvre. Pourquoi les différentes régions des Etats-Unis, au lieu de lutter les unes contre les autres, ne combindraient-elles pas leurs ressources de manière à former un ensemble qui se suffise à lui-même ? La Nouvelle-Angleterre, se consacrant tout entière à l'industrie et au commerce, recevrait des plaines fertiles du Mississipi, bétail et céréales, des terres chaudes du Sud coton et tabac, et leur donnerait en échange les produits manufacturés, les crédits financiers dont elles manquent. Plus besoin de s'adresser aux banquiers de Londres, aux usines de Grande-Bretagne. Des droits de douane arrêteraient aux frontières les marchandises étrangères. Seuls les articles de luxe franchiraient l'obstacle, payant au Trésor un tribut qui suffirait à la plus grande partie des dépenses fédérales, à l'extension des routes, des canaux, des chemins de fer, en particulier.

En même temps, que la jeune Amérique prend conscience de la solidarité de ses intérêts, elle se rend compte, en admirant Jackson, que ce n'est pas seulement un Océan qui la sépare de l'Europe, mais aussi un état d'esprit, une conception de la vie. Le colon du Nouveau Monde ne sent pas peser sur lui la fatalité du passé. Il a confiance dans l'avenir, il est optimiste d'instinct. Tout un continent à aménager ; de la place, du travail pour tous ; rien qui vienne limiter, contrôler, exploiter le libre effort de chacun. Tel est, du moins, l'idéal de cette génération et de toutes celles qui vont suivre, le *Credo*

que les enfants apprennent dans les écoles gratuites, que les étudiants approfondissent dans les collèges, encore payants, toujours fidèles aux langues mortes et à l'humanisme traditionnel, mais dès 1840 de plus en plus ouverts aux sciences, aux questions économiques et sociales.

Un grand effort de revision, de mise au point se poursuit dans tous les domaines. Un Américain ne peut pas avoir les mêmes idées religieuses qu'un Genevois ou un Ecossais du *xvi<sup>e</sup>* siècle. Sans doute, le calvinisme est la Vérité ; il exalte la volonté austère et tendue, le travail libérateur du péché, le profit et le succès, mesure de la grâce de Dieu. Mais pourquoi s'embarrasser des complications théologiques d'un autre âge ? Le mouvement unitarien qui triomphe autour de Boston ne veut plus entendre parler de la Trinité, ni de la Prédestination : un seul Dieu, et qui laisse à tous les hommes le champ libre, dans ce monde comme dans l'autre. C'est la transcription, sur le plan métaphysique, de la mentalité du pionnier. Sans prendre une attitude aussi nette, les autres Eglises protestantes mettent les dogmes en veilleuse, n'insistent plus que sur la morale de l'énergie, du rendement et du progrès.

Les penseurs, les philosophes, généralement des pasteurs en rupture de chaire, prétendent à la même liberté d'allure. Sans doute s'inspirent-ils des systèmes allemands alors en vogue, de Hegel surtout, mais Ralph Waldo Emerson et ses amis élaborent à Concord et à l'Université d'Harvard une doctrine à prétentions originales, dont le nom seul est caractéristique : *l'idéalisme pratique américain*. « En vous-mêmes, proclame en 1837 Emerson à ses compatriotes, sommeille la raison tout entière ; c'est à vous de tout connaître, de tout oser... Nous avons trop longtemps écouté les muses raffinées d'Europe.

Nous marcherons sur nos propres pieds, nous travaillerons avec nos propres mains, nous parlerons suivant nos propres esprits. »

Cette nouvelle déclaration d'indépendance devint l'Évangile des intellectuels américains. Un mouvement littéraire autochtone devait en sortir bientôt, animé d'un sentiment de la nature, enthousiaste et conquérant, de l'amour de la vie fraîche et active, simple et confiante, la vie de l'homme libre du Nouveau Monde.

**L'expansion aux dépens du Canada.** — Encore fallait-il s'assurer la possibilité d'un développement sans entraves. Les frontières de la République adolescente n'étaient pas partout fixées avec le Canada au nord. Le Mexique les resserrait au sud et à l'ouest. D'où une politique d'expansion dirigée contre ses deux voisins.

Au nord, il convenait de préciser la séparation entre la province de Québec d'une part, l'État de Maine de l'autre, à travers un pays de forêts et de chasseurs. L'Angleterre tomba d'accord avec les États-Unis pour recourir à un règlement à l'amiable. L'accord de 1842 laissait à l'Union plus de la moitié du territoire contesté, et délimitait le domaine des deux pays entre l'Atlantique et les Grands-Lacs. Les Américains ne faisaient pas, somme toute, une mauvaise affaire, mais ils eurent le sentiment qu'elle eût pu être meilleure.

Aussi montrèrent-ils plus d'âpreté dans l'autre différend qui les opposait à la Grande-Bretagne. Il s'agissait des territoires du Nord-Ouest, voisins de l'Océan Pacifique, riches en beaux arbres et en animaux à fourrures, et arrosés par un fleuve que les Anglais appelaient Oregon, et les Américains Columbia, du nom du bâtiment qui y pénétra le premier en 1792. Depuis le début du *xix<sup>e</sup>* siècle, les trappeurs

et les bûcherons des deux pays y étaient aux prises. Vers 1840, les colons des États-Unis, traversant plaines et montagnes le long d'une piste à peine frayée, l'*Oregon Trail*, arrivèrent en grand nombre. Ils voulaient occuper tout le pays jusqu'au 54° au nord. Les Anglais entendaient fixer la limite sur l'Oregon même, au 46°. Le conflit était de taille.

... et du Mexique. — Plus grave encore était la situation vis-à-vis du Mexique, qui occupait les immenses territoires du Texas, du Nouveau-Mexique et de la Californie, fermant presque tout accès à l'Océan Pacifique. Les citoyens américains étaient déjà nombreux dans les plaines du Texas, propices à la culture du coton et à l'extension de l'esclavage. Ils s'entendaient fort mal avec les rares autorités locales. Un certain nombre d'aventuriers vinrent des États-Unis les aider à triompher des quelques troupes mexicaines et à proclamer la République indépendante du Texas (1836). Jackson, non sans hésitations, reconnut le nouvel Etat. L'Angleterre et la France en firent autant, celle-là surtout préoccupée de développer son influence et ses relations économiques dans ce pays cotonnier. Cependant, les colons américains continuaient à affluer. Le Texas demanda à faire partie des États-Unis. Les gens du Nord s'y opposèrent : il y avait déjà bien assez d'États à esclaves dans la Fédération ! Le Sud, pour cette même raison, y tenait. Il s'unit à l'Ouest, avide d'annexer l'Oregon. La belle harmonie régionale entrevue par Jackson était rompue.

Aux élections de 1846, les annexionnistes l'emportèrent et mirent à la Maison Blanche un homme à eux, rude, maladroit, et parfaitement inconnu, sauf pour son zèle impérialiste, Polk. Aux Américains, l'Oregon et le Texas dans leur plus grande étendue, et peut-être davantage encore ! En face d'une telle

décision, Palmerston transigea. La frontière entre le Canada et les États-Unis fut fixée au 49° (1846). Rassuré de ce côté, Polk le prit de haut avec le Mexique. Il admit le Texas dans l'Union. Le Gouvernement de Mexico rompit les relations diplomatiques, interdit aux Américains tout trafic avec la Californie. Polk essaya avec lui de l'intimidation, de la corruption, de l'une et de l'autre en vain. Il réclama alors pour les États-Unis la ligne du Rio Grande et déclara la guerre (mai 1846). L'explorateur Frémont s'empara sans peine de la Californie. Le général Taylor força le passage du Rio Grande. Ses succès inquiétèrent Polk ; pouvait-il laisser la gloire de la campagne à un adversaire politique ? Il envoya un de ses partisans, le général Winfield Scott débarquer à Vera-Cruz et faire à Mexico une entrée triomphale (sept. 1847). C'était la première expédition victorieuse menée par les États-Unis seuls. L'enthousiasme fut général de Boston à la Nouvelle-Orléans. Par le traité de Gualalupe Hidalgo (2 février 1848), le vaincu devait renoncer, non seulement au Texas, mais encore au Nouveau-Mexique et à la Californie.

Ainsi mis en appétit, les annexionnistes n'entendaient pas s'arrêter si vite. Par delà l'Océan Pacifique, ils commencent à s'intéresser au Japon, et en 1853 la flotte du commodore Perry apparaît devant Yedo (aujourd'hui Tokio), obtient l'ouverture de trois ports au commerce américain. Mais l'Amérique centrale, plus proche, attire surtout l'attention. Ne voilà-t-il pas que les Anglais cherchent à prendre pied sur la côte du Honduras : un traité a vite fait de limiter leurs établissements dans ce pays (1850). Toute voisine de la Floride, l'île de Cuba conviendrait à merveille au coton, à la canne à sucre et à l'esclavage. Poussé par les Sudistes, Polk en proposa 100 millions de dollars à l'Espagne,

qui refusa. Les ambassadeurs américains en Europe se risquèrent un peu plus tard à lancer un manifeste où il était affirmé que Cuba appartenait à « la famille des États américains » (oct. 1854). L'Espagne demanda des explications d'un ton ferme. Le Gouvernement américain recula, désavouant l'initiative de ses agents. Le Nord et l'Ouest se souciaient plus de tirer parti des territoires enlevés au Mexique que d'en conquérir d'autres. Assez de problèmes étaient soulevés par cette soudaine extension. L'unité de la République en semblait de plus en plus compromise.

**Divisions régionales : le Nord-Est.** — De 1840 à 1860, en effet, la population des États-Unis augmente aussi vite que leur territoire, passant de 17 à 27 millions d'habitants. Les naissances continuent à l'emporter de beaucoup sur les décès, et, en outre, les immigrants européens commencent à arriver à pleins bateaux. Des paquebots à vapeur rapprochent désormais les deux continents. Depuis 1840, les services réguliers de la Cunard Line jettent par milliers les pauvres diables du Vieux-Monde sur les côtes américaines, et ceux-ci ne manquent pas : Irlandais condamnés à mourir de faim ou à s'expatrier, indigents anglais fuyant le terrible internement des *workhouses*, patriotes allemands et hongrois échappant aux répressions de 1849, Juifs compromis dans les insurrections de l'Europe centrale, Norvégiens à l'étroit entre leurs fiords et leurs glaciers, que de misérables en quête d'un refuge ou d'un gagne-pain !

L'industrie s'est développée dans le Nord-Est, entre Pittsburg, Philadelphie et Boston. Filatures et tissages de laine et de coton, fabrications de machines-outils, d'armes, d'instruments agricoles, il n'est guère d'objet d'usage courant que ne produisent la Nouvelle-Angleterre ou la Pensylvanie.

L'exploitation de plus en plus poussée des gisements de charbon, des minerais, fournit les usines de combustible et de matières premières. Des agences se chargent d'importer le matériel humain. Elles avancent aux immigrants le prix de leur traversée, et les tiennent ainsi à leur discrétion pendant de longues années. Entassés dans les taudis des grandes villes ou nichés dans des pensions de famille qui tiennent de la prison, payés souvent en denrées, en vêtements, en outils, au tarif fixé par le patron, les nouveaux débarqués traînent une existence misérable. Les ouvriers qualifiés, au contraire, font presque figure de petits bourgeois. Ils passent leurs loisirs à jouer au *base-ball* ou à s'instruire à l'école du soir plutôt qu'à s'enivrer au cabaret. Vers 1850, l'invasion massive des Irlandais et des Allemands les inquiète : leurs deux dollars par jour ne sont-ils pas menacés par ces prolétaires peu exigeants ? Papistes d'ailleurs, pour la plupart, batailleurs et corrompus, les intrus ont fort mauvaise réputation. Il faudrait les renvoyer dans leur Europe de malheur, grognent les « nativistes », fiers autochtones de la libre Amérique. Des sociétés secrètes, comme celle des « *Know nothing* », cherchent à leur rendre la vie impossible.

**L'Ouest.** — Heureusement l'Ouest demeure plus que jamais l'exutoire de tous ceux qui se sentent à l'étroit dans les vieilles villes de la côte atlantique. La marche en avant de la « frontière » avait subi un moment de flottement à l'arrivée des pionniers sur les bords du Mississipi. Là disparaissait la forêt tutélaire, ses ombrages et ses bois, ses sources et ses animaux à fourrures, et s'étendait à perte de vue la prairie, de plus en plus steppique, monotone et nue. Les colons s'accrochèrent quelque temps aux lisières du paysage connu. A terrain nouveau, technique nouvelle : des charrues d'acier, attelées de trois

bœufs vinrent à bout des racines entremêlées des herbes sauvages ; la moissonneuse de Mac-Cormick faucha d'immenses récoltes, que les chemins de fer, poussés jusqu'au Mississipi, emportèrent vers les centres surpeuplés de l'Est. Les plus énergiques des immigrants, Allemands et Scandinaves surtout, se mêlèrent, dans les Etats, nouvellement formés, du Michigan, de l'Iowa, du Wisconsin, du Minnesota, aux fils de la Nouvelle-Angleterre. Ainsi se constitua un empire du maïs et du blé, du bœuf et du porc, capable de nourrir une bonne partie de l'Union. On peut mesurer sa croissance à celle de sa capitale, Chicago : un fortin et quelques huttes en 1831, 30.000 habitants en 1850, 110.000 en 1860.

Mais déjà l'Extrême-Ouest avait attiré les aventuriers. Les Montagnes Rocheuses, reconnues par les Français au XVIII<sup>e</sup> siècle, traversées par les premiers explorateurs américains au début du XIX<sup>e</sup>, n'étaient plus un obstacle infranchissable pour des hordes d'hommes avides d'une vie plus large et plus libre. Maintenant que l'Oregon appartient sans conteste à l'Union, sa population quadruple en l'espace de vingt ans, et dès 1859 il est admis au rang d'Etat. Fuyant les impies à travers les déserts, le peuple élu des Mormons, groupé autour de ses prophètes, Joseph Smith, d'abord, Brigham Young, ensuite, et de la Nouvelle Loi prolongeant l'Ancien Testament, s'établit en 1847 dans les solitudes du grand Lac Salé, où il peut enfin s'adonner à la polygamie vertueuse comme au travail sanctifiant et lucratif. Des sables stériles surgissent, par la grâce du Seigneur et de l'irrigation, des champs et des vergers, fort à propos pour empêcher de mourir de faim et de soif les émigrants lancés dans la course à l'or vers la Californie. Les prix des Mormons sont les leurs.

Le pavillon aux trente étoiles flottait depuis

quelques jours à peine sur les bords de l'Océan Pacifique que l'on y découvrait des gisements d'or. De tous les coins des Etats-Unis, de tous les pays du monde, se précipitèrent en 1848 et en 1849 les amateurs du fabuleux métal. Les plus riches contournaient la Terre de Feu à bord de voiliers rapides, les fameux *Clippers*. La plupart des chercheurs fondaient à travers chaînes et plateaux, neiges et tempêtes, bravant les caprices de la nature, les embuscades des Indiens, et plus encore, de leurs rivaux, dans leur hâte à accaparer une concession et à remuer la boue des torrents. Pendant quelques mois San Francisco et ses environs retentirent des espoirs et des querelles de bandes de naïfs, d'ambitieux et de bandits. Très vite des Comités de vigilance imposèrent un ordre sommaire, et dès 1850 un nouvel Etat était formé. Les plus avisés de ses colons se mirent à irriguer et à cultiver le sol plutôt que de le retourner souvent en vain, et une société stable se constitua peu à peu.

Le Sud, royaume du coton. — En face de l'industrialisation du Nord-Est, de la poussée de l'Ouest jusqu'au Pacifique, le Sud s'était contenté d'étendre sans arrêt ses plantations et le travail de ses esclaves sous tous les climats favorables. Les usines de l'Europe et de la Nouvelle-Angleterre réclamaient du coton et du coton encore. La machine à égrener séparait vite désormais la fibre de la graine. Les autres cultures, maïs, tabac, indigo, avaient reculé, presque disparu devant cette plante de plus en plus précieuse, qui assurait à elle seule la vie d'une immense région, de la Virginie au Mexique, de l'Océan Atlantique aux approches des Rocheuses. Là véritablement, mais plus particulièrement dans la basse vallée du Mississipi, suivant l'expression fameuse, le coton était Roi : monarque absolu, des-

potique, il avait modelé à son service le cœur et l'esprit de ses sujets.

L'esclavage végétait, semblait prêt à disparaître au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Malgré l'interdiction de la traite des noirs, désormais élevés dans les Etats bordiers comme la Virginie, malgré la réprobation croissante du Nord et de l'Ouest, malgré l'exemple de tous les pays civilisés, du Mexique même, qui l'avaient supprimé, il avait soudain repris force et vigueur pour fournir de travailleurs résignés les plantations envahissantes. Il était devenu aux yeux des gens du Sud une institution sacrée, quasi divine, que personne au monde ne saurait les contraindre à supprimer.

Vers 1830, les disciples de Jefferson étaient nombreux parmi les hommes politiques et les intellectuels du Sud. Ils favorisaient, à l'instar de leur grand homme, une éducation libérale, moderne, scientifique, qui développât l'esprit critique. Le Coton Roi exige-t-il le maintien, le développement de l'esclavage noir ? Presque du jour au lendemain, les programmes des Universités se transforment, les études dangereuses disparaissent, enseignements et professeurs doivent ne plus s'écarter d'un pas de l'orthodoxie traditionnelle. Les philosophes sont congédiés, la malédiction de Noé contre Cham remplace avec avantage la théorie de l'égalité des hommes. Rien de plus caractéristique à ce sujet que la volte-face de Calhoun, par exemple, dans la Caroline du Sud.

De plus en plus, un tiers de l'Union, économiquement, intellectuellement, socialement, s'isole du reste de la République. Il vend la plus grande partie de son coton aux Anglais. C'est aux Anglais qu'il veut acheter les produits fabriqués dont il a besoin. De quel droit les industriels du Nord-Est l'obli-

geraient-ils à se fournir chez eux, et à payer plus cher des articles de qualité inférieure ? L'Ouest lui livre viandes et céréales, mais les chemins de fer l'emportent sur le Mississippi, et c'est souvent par l'intermédiaire de New York ou de Philadelphie que lui parviennent, grevées de droits et de commissions, les denrées indispensables. Ces mêmes places de commerce accaparent l'écoulement de son unique récolte, l'entrée de ses importations. Quelque transaction qu'il fasse, le Sud a l'impression de payer un injuste tribut aux autres régions des Etats-Unis.

Esclavagistes. — Ceci ne serait pas encore trop grave. Les descendants des cavaliers de Charles I<sup>er</sup> et de Charles II n'ont que dédain pour la société mercantile du Nord-Est, que pitié pour la tourbe démocratique de l'Ouest. Ils laissent l'une et l'autre à la rage de trafiquer et de produire, au culte de l'or et du profit. Ils ne demandent qu'à poursuivre en paix, sur leurs vastes domaines, entourés du peuple déférent des pauvres blancs, des troupeaux dociles de leurs noirs et de leurs harems multicolores, la vie traditionnelle du parfait gentleman : « Un gentleman doit manger quand il a faim, boire quand il a soif, danser quand il se sent joyeux, voter pour le candidat qu'il préfère, et être prêt à abattre quiconque mettrait en doute son droit à ces divers privilèges. »

... et abolitionnistes. — Voilà le malheur ! Se mêlant de ce qui ne les regarde pas, les gens du Nord prétendent critiquer, réformer la manière de vivre du Sud. Ils feraient mieux de s'occuper des taudis et des scandales de leurs grandes villes. Dès 1831, une poignée d'excités de Boston agite l'opinion publique pour obtenir l'abolition de l'esclavage. Comme si les noirs, une fois libres, continueraient à travailler ! Et qui serait alors le plus attrapé, sinon les filateurs humanitaires du Massa-

chusetts, privés de leurs matières premières ? A dire vrai, la plupart des gens du Nord eurent au début assez de bon sens pour mettre à la raison, voire massacrer ces fanatiques dangereux, tels que Garrison, Wendell Phillips et Lovejoy. Mais cette propagande a fait des progrès, encourage les esclaves à se révolter, à fuir la juste domination de leurs maîtres. Les écrivains les plus célèbres, à la suite d'Emerson, ont pris parti contre l'esclavage. Une romancière sentimentale vient d'émouvoir le monde entier avec une description fantaisiste, poussée au tragique, de la vie des nègres, *La Case de l'Oncle Tom* (1852). Le Sud peut-il plus longtemps souffrir d'être ainsi exploité, dénoncé, déshonoré par des gens qui se disent ses compatriotes ?

**Compromis.** — En fait, dès les débuts de la République, le Sud avait fait de son mieux pour conserver le contrôle, sinon la direction du Gouvernement fédéral, et il y avait assez bien réussi. Pendant une trentaine d'années, presque tous les présidents avaient appartenu à la Virginie. L'amélioration des moyens de transport, les progrès de l'industrie et de la colonisation, avaient assuré dès 1830 au Nord et à l'Ouest une population beaucoup plus grande, et par suite la majorité dans le corps électoral et à la Chambre des représentants. Le Sud s'en inquiétait peu. Chaque Etat élisant deux sénateurs, il lui suffisait de veiller à ce qu'il y ait toujours dans l'Union à peu près autant d'Etats esclavagistes que d'Etats libres. Tout l'effort de ses politiciens avait porté sur ce point.

En 1820, le compromis du Missouri avait admis que ce nouveau venu aurait des esclaves, mais désormais la servitude devait être interdite au Nord du 36° 30'. L'entrée de l'Oregon, Etat libre, dans l'Union avait été compensée par celle du

Texas, Etat à esclaves. Qu'allait-il advenir des autres territoires enlevés au Mexique ? La Californie, quoique située pour une bonne partie au sud du 36°, ne voulait que des travailleurs libres. Le Sud n'avait-il pas droit à une compensation ? A défaut de Cuba, il obtint en 1850 l'appui du Gouvernement fédéral pour exiger la restitution rapide de ses noirs fugitifs, trop souvent recueillis et protégés par les Etats du Nord jusqu'à ce qu'ils eussent gagné le Canada, où ils étaient libres. En outre le Nouveau-Mexique et l'Utah décideraient par eux-mêmes de l'admission ou non de l'esclavage sur leurs territoires. Même décision fut prise en 1854 quant au Nebraska, situé très au Nord de l'ancienne ligne de démarcation désormais pratiquement supprimée.

Les hommes politiques du Nord et de l'Ouest cherchaient à ménager le Sud, dont l'Union ne semblait guère pouvoir se passer. Celui-ci avait déjà usé avec succès, à plusieurs reprises, de la menace, plus ou moins voilée, d'une sécession possible, légale, légitime, inévitable, si le Nord persistait à se mêler de ses affaires. A l'élection présidentielle de 1856, son candidat, Buchanan, triompha, en faisant campagne pour le maintien de l'unité fédérale, de l'explorateur Frémont, soutenu par tous ceux que scandalisaient les facilités croissantes accordées à l'extension de l'esclavage. Ce fut la dernière victoire des habiletés politiciennes sur les passions adverses.

Dans l'Ouest, la région la plus démocratique, la moins encline aux compromis, s'était formé en 1854, sur les débris du parti whig, conciliant jusqu'à l'inconsistance, le parti républicain, résolu à la fois à maintenir l'Union et à limiter l'esclavage aux Etats où il était déjà établi, sinon à le supprimer. Le Sud semblait plus fort que jamais. Maître de

la Maison Blanche avec Buchanan, de la Cour Suprême avec un vieux collaborateur de Jackson, Taney, il prétendait imposer au Kansas une constitution esclavagiste, et parlait même de remettre en honneur la traite africaine. Les ennemis fanatiques de l'esclavage, par leurs outrances et provocations, servaient sa cause, tel le puritain John Brown, s'emparant par un coup de main de l'arsenal fédéral d'Harper's Ferry, et appelant les noirs du Sud à l'insurrection contre leurs maîtres. Condamné à mort et pendu (1859), il fut célébré comme un martyr par Emerson et par Victor Hugo, mais les gens de bon sens hochaient la tête. Il fallait au Nord et à l'Ouest un chef à la fois prudent et énergique, souple et convaincu, qui entraînaît les indécis sans rebuter les enthousiastes. Alors parut Lincoln.

**Lincoln président (1861).** — « Abraham Lincoln ? Connais pas », auraient répondu en 1858 la plupart de ses compatriotes. C'était un homme de l'Ouest, un autodidacte entre tant d'autres, parti de rien de son Kentucky natal, tour à tour batelier, charpentier, postier, arpenteur de terrains, étudiant et travaillant à la fois, une Bible, un Code, un Shakespeare sous la main aussi bien que le rabot ou la règle. Le voici enfin avocat d'affaires dans l'Illinois. Ses traits rudes et irréguliers, son grand corps dégingandé, ses habits mal taillés, sa parole tantôt hésitante et tantôt enflammée, son accent nasillard : autant de travers qui le desserviraient auprès de l'élite cultivée de la République, autant de qualités rassurantes auprès des pionniers de l'Ouest et, bientôt, auprès des petites gens de toute l'Union. Il se lance de bonne heure dans la politique locale, est élu membre de la législature de l'Illinois, et pour un temps, représentant de cet Etat à Washington. En 1858, il s'oppose à la réélection du grand

homme du pays, le sénateur Douglas : il lui reproche ses complaisances pour les esclavagistes, il proclame que le Gouvernement fédéral, le Congrès, doivent l'emporter sur les volontés séparatistes des colons et des autorités locales. Il est battu, mais chacun le connaît désormais, et lorsque le parti républicain cherche pour l'élection présidentielle de 1860 un candidat, sa sincérité, son honnêteté, son habileté aussi, le font désigner.

Trois adversaires lui sont opposés : l'un, Breckinridge, est le porte-parole des Sudistes intransigeants. Les deux autres, Bell et Douglas, sont des politiciens soucieux de ne pas se compromettre, de trouver encore et toujours des compromis. Lincoln arrive en tête et est élu président par le corps électoral sans avoir obtenu la majorité absolue des suffrages populaires : 40 % seulement des citoyens se sont prononcés pour lui.

Sans attendre qu'il ait pris le pouvoir, la Caroline du Sud, d'abord, dix autres Etats ensuite, se séparent de l'Union. A peine installé à la Maison Blanche (mars 1861), Lincoln proclame la sécession illégale et nulle, l'Union perpétuelle, et lance un appel conciliant aux rebelles. Les gens de Charleston ouvrent le feu contre le fort fédéral Sumter (12 avril 1861). C'est le début de la guerre, d'une guerre civile de quatre ans. Entre le Nord et le Sud, il ne s'agit pas seulement de la question de l'esclavage, mais aussi d'amour-propre, de prestige, de prédominance politique et économique, du maintien d'une lâche fédération d'Etats souverains ou de la formation d'une nation soumise à la loi du nombre et de la richesse. Le Sud a voulu la guerre. Le Nord, conduit par Lincoln, n'a rien fait pour la provoquer, ni pour l'éviter non plus. L'enjeu est l'avenir même des Etats-Unis.



## CHAPITRE III

LE TRIOMPHE DE LA MORALE  
ET DE L'INDUSTRIALISME (1860-1896)

La guerre civile. — La guerre civile ! La reconstruction ! Les prédications des moralistes, les exploits des hommes d'affaires, la corruption des politiciens ! Il n'est pas de période dans l'histoire des Etats-Unis qui attire davantage l'attention du grand public. Sur trois romans qui paraissent là-bas, au moins un lui est consacré. Quel spectacle ensorcelant, en effet, que celui de cette nation entredéchirée, puis réunie dans le stupre et dans la douleur, que ce chaos d'héroïsmes et de scandales, de sacrifices et de cupidités, où tous les sentiments, tous les caractères se heurtèrent et se confondirent. La nature humaine, généralement contrainte et voilée en Amérique, pour une fois révéla à fond ses bassesses et ses grandeurs.

Les deux camps. — Au début du printemps 1861, la lutte apparaissait trop inégale pour pouvoir durer longtemps. D'un côté, 23 Etats fidèles à l'Union, peuplés de 22 millions d'habitants, et disposant, de l'Atlantique au Pacifique, des ressources agricoles et industrielles les plus variées. De l'autre, 11 Etats sécessionnistes, groupés dans une Confédération de 9 millions d'hommes (parmi lesquels 3 millions et demi d'esclaves) et réduits à une seule richesse, le coton. En vain certains planteurs clairvoyants avaient-ils essayé de diversifier leurs cultures, de

créer quelques usines : ils n'avaient guère été suivis. Le Roi Coton n'avait, comme Achille, qu'à se retirer sous sa tente. Les manufacturiers du Nord et de l'Europe, condamnés à l'oisiveté et au chômage, viendraient bientôt se rouler à ses pieds. Ces espoirs furent vite déçus. Boston, Manchester, Rouen, Chemnitz vécurent sur leurs stocks. Le Sud étouffa sous ses millions de balles sans pouvoir rien en tirer.

Et cependant, presque coupé du reste du monde, il résista plus de quatre ans à un contre deux ou trois. Plus vite que le Nord, il se mit en mouvement, établit dès 1862 le service militaire obligatoire, trouva chez ses planteurs des officiers habitués à commander, chez ses pauvres blancs des soldats résistants, chez ses noirs mêmes des auxiliaires loyaux. Il eut la chance de distinguer dès le début ses meilleurs généraux, Robert Lee surtout, mais aussi Albert Johnston, Joseph Johnston, et l'indomptable Stonewall Jackson. Enfin il avait le sentiment de lutter pour sa vie même, et le dévouement à la cause commune fit taire souvent jalousies et intrigues.

Le Nord, au contraire, plus étendu, était plus divisé. Lincoln, chef des républicains, devait compter avec les démocrates qui criaient à l'illégalité ou intriguaient pour une paix de compromis, avec ses propres partisans, dressés les uns contre les autres par des querelles d'intérêt ou d'amour-propre, avec les impatiences de ceux-ci et les lenteurs de ceux-là, avec l'égoïsme de beaucoup, plus soucieux de s'enrichir à l'arrière que de se battre à l'avant. En outre, il ignorait tout de la conduite d'une guerre, et pendant les deux premières années du conflit, docile aux caprices de l'opinion publique, il fit une consommation effrayante de généraux plus incapables les uns que les autres. Le président de la Confédération,

Jefferson Davis, n'était pas aimé de tous ses partisans, mais il savait imposer son autorité et s'entendait aux questions militaires. Unité de commandement d'une part, politiccailleterie de l'autre : quoi d'étonnant à ce que jusqu'en 1863, le Sud ait paru l'emporter ?

Les deux capitales rivales, Washington sur le Potomac, Richmond sur la James River, étaient éloignées de 200 kilomètres à peine. Le Nord, se fiant à sa supériorité numérique, réclama aussitôt une poussée en masse contre Richmond. Ses attaques de front, dix fois répétées en deux ans, aboutirent à autant de défaites, souvent sanglantes, car rien de plus acharné que ces rencontres entre frères ennemis, que ces mêlées de deux, trois, une fois même sept jours, avec fortifications et assauts, bombardements et tranchées : jamais l'art de la destruction n'avait été encore poussé si loin. Vainqueur dans la défensive, Lee à deux reprises envahit le territoire nordiste, esquissant un vaste mouvement tournant pour isoler Washington avant de s'en emparer. Parvenu jusqu'en Pensylvanie en 1863, il échoua à Gettysburg et dut regagner Richmond. Les opérations dans l'Est n'avaient abouti à aucune décision.

L'Europe suivait avec intérêt cette lutte confuse. Les libéraux de France et d'Angleterre faisaient des vœux pour le Nord, d'accord, pour une fois, avec le tsar Alexandre II qui était en train de libérer les serfs de ses Etats. Les gouvernements de Napoléon III et de la reine Victoria n'auraient pas été fâchés de voir triompher le Sud, et le favorisaient de leur mieux sans aller jusqu'à reconnaître son indépendance. Ils lui accordaient des crédits, l'aidaient à forcer le blocus de l'Union. Ils allaient peut-être faire davantage : Gettysburg vint leur montrer que le Sud ne pouvait pas vaincre.

**La victoire du Nord.** — La disproportion des forces et, plus encore, des ressources était trop grande. La valeur, la puissance de dévouement du Sud devait succomber du jour où le Nord trouverait enfin un chef militaire capable de le diriger. Pendant que ses principales armées avançaient et reculaient, dans le sang et dans la boue, entre les deux capitales, des opérations moins prétentieuses, mais plus efficaces, lui donnaient peu à peu le contrôle de la vallée du Mississipi (Prise de la Nouvelle-Orléans en 1862, de Vicksburg en 1863). Sa flotte bloquait patiemment les côtes sudistes, gênant, sinon interdisant tout commerce avec l'Europe. Lincoln, meilleur homme d'Etat que stratège, faisait appel au sentiment patriotique pour rétablir l'unité de la nation, ramenait à Washington les représentants des Etats douteux, le Maryland, le Kentucky, évitait de prendre trop vite et trop nettement position sur la question de l'esclavage. Ce n'est que le 1<sup>er</sup> janvier 1863 que furent déclarés libres les noirs des seuls Etats rebelles. Au mois de mars de la même année, le Président de l'Union instituait enfin le service militaire obligatoire (à de nombreuses exceptions près, d'ailleurs), et en 1864, de tous les généraux nordistes, il distinguait Grant qui avait remporté dans l'Ouest une série de succès continus.

Officier de carrière, Grant avait dû abandonner l'armée pour ivrognerie, et il était dans la vie civile un parfait raté quand la guerre lui permit de reprendre du service, et de faire preuve, dans l'organisation des recrues, dans ses campagnes du Mississipi et du Tennessee, de patience, de sang-froid, d'une volonté tenace et réfléchie. Peu brillant, d'aspect fruste et terne, il comprit l'importance de couper le Sud de tous contacts avec les Etats agricoles de l'Ouest, et il s'y employa pendant deux

ans (1862-1863). Devenu en mars 1864 commandant en chef de toutes les forces de l'Union, il fixa l'armée de Lee aux environs de Richmond au prix de plusieurs batailles, sanglantes et indécises qui lui coûtèrent deux fois plus de pertes qu'à l'ennemi, mais peu importe ! Ses réserves étaient pratiquement inépuisables, tandis que le camp adverse en était déjà réduit à mobiliser les collégiens et les vieillards.

Pendant ce temps, son successeur à la tête de l'armée de l'Ouest, Sherman, poussait du Tennessee vers la Géorgie, s'emparait d'Atlanta, le nœud de communications, le grand arsenal de l'ennemi, et se lançait dans une course effrénée à la mer, incendiant, pillant tout sur son passage. Il arrivait à Savannah le 22 décembre 1864. Le Sud était emprisonné dans un cercle chaque jour plus étroit de fer et de feu.

1865, ce fut l'agonie. Des pourparlers de paix échouèrent devant l'obstination de Jefferson Davis. Sherman remonta vers le Nord, s'ouvrant un chemin à travers marais et rivières débordées, aussi enragé à triompher de la nature qu'à détruire les dernières ressources de l'ennemi. Lee tenait toujours bon devant Richmond, mais ses forces fondaient sous les assauts de Grant. Pour éviter l'encerclement menaçant, il abandonna la défense de sa capitale, qui tomba le 3 avril aux mains des Nordistes. Quelques jours après (9 avril 1865), il devait capituler à Appomattox. Lincoln préparait des mesures de clémence pour hâter la soumission des Confédérés et leur réintégration dans l'Union, quand il fut assassiné en plein théâtre par l'acteur Booth (14 avril). Sa mort fut pour les vaincus un malheur plus grand encore que la défaite militaire.

La « reconstruction » (1865-76). — Alors commence en effet la période de l'histoire des États-Unis la plus sombre et la plus corrompue, avec son

long cortège de misères et de hontes, l'ère de la « reconstruction » (1865-1876). Jamais problèmes plus tragiques, plus pressants, n'avaient exigé des solutions rapides et généreuses, et jamais un pays ne manqua à ce point d'hommes d'Etat, n'abonda par contre autant en affairistes sans scrupule et en politiciens sans vergogne. Avec la suppression brutale de l'esclavage, la civilisation du Sud s'était écroulée. Les noirs, devenus libres, n'avaient plus de champs à cultiver. Les planteurs, privés de main-d'œuvre, accablés de dettes, se désespéraient sur leurs propriétés en friche. Partout le désordre et l'épuisement.

Le Nord, au contraire, avait largement bénéficié de la guerre et s'appropriait à exploiter au maximum sa victoire. Pour subvenir aux besoins de l'armée, de nombreuses usines s'étaient créées, et avaient enrichi leurs fondateurs. Des troupeaux d'immigrants étaient venus d'Europe y travailler. En même temps, il avait fallu stimuler dans l'Ouest la production des céréales, de la viande, de la laine. Une loi de 1862 avait accordé 160 acres de terres à ceux qui les auraient aménagés par cinq ans de travail, d'où de nouvelles vagues de colons partant à la conquête des plaines au delà du Mississipi : le Minnesota, le Kansas, le Nebraska étaient admis au rang d'États. Des mines avaient été découvertes : des masses d'or et d'argent dans les solitudes du Nevada, transformées en un Etat dès 1864 ; plus important encore, du pétrole avait jailli en 1859 en Pensylvanie, près du lac Érié, et les aventuriers se pressaient autour des premiers puits, plus nombreux encore qu'au voisinage des filons de métaux précieux.

Les financiers de l'Est se hâtaient d'accaparer ces richesses nouvelles, précipitaient l'achèvement des grandes voies de communication, échafaudaient sociétés sur sociétés, compagnies sur compagnies,

obtenaient des autorités politiques les facilités désirables : droits de douane pour protéger les usines surgissantes, concessions, faveurs, tarifs de transport préférentiels. Il ne fallait pas que le Sud, reprenant vite sa place dans l'Union, pût venir mettre son nez dans toutes ces affaires et réclamer sa part des profits. Il fallait encore moins qu'il unît sa cause à celle des fermiers de l'Ouest dans un mouvement d'ensemble contre le protectionnisme, la monnaie saine, les monopoles et les spéculations, contre tout ce qui assurait le triomphe de l'industrie et du capitalisme.

Quel plus beau masque à prendre que celui de la morale outragée, de l'égalité sainte entre tous les fils de Dieu, noirs ou blancs ? Jeu d'enfant que d'attiser les méfiances et les haines de tant de Nordistes, que de flatter le zèle négrophile des uns, la frenésie des autres d'humilier les vaincus, de piétiner une aristocratie déchue. Sans doute le Sud a accepté dès l'été 1865 la suppression de l'esclavage, la prédominance du Gouvernement fédéral sur les Etats, mais n'est-ce pas seulement une tactique ? Ne cherche-t-il pas déjà à rétablir sa domination sur ses anciennes victimes en édictant contre celles-ci des Codes Noirs très durs, en morcelant ses plantations et en les faisant cultiver par les serfs d'hier sous le nom de fermiers ou de métayers ? Les républicains intransigeants, ou radicaux, ne veulent pas que les vaincus retrouvent de sitôt leur importance dans l'Union.

Lincoln avait été remplacé à la tête de la République par le vice-président Johnson. C'était un de ces pauvres blancs des confins du Sud qui avaient pris parti pour Washington, mais il n'idolâtrait pas les noirs, et, fidèle à la politique de Lincoln, il souhaitait sans retard la réconciliation des blancs

dans un grand parti national qu'il cherchait à créer. Malheureusement, au service de ses bonnes intentions il mettait un tempérament violent et maladroit, sans le moindre soupçon de mesure ou même d'éducation. Il fut trop aisé aux radicaux d'exploiter ses défauts, de provoquer ses accès de rage, ses débordements de grossièreté, de le discréditer aux yeux du Congrès et de l'opinion publique. Ce résultat obtenu, ils dominèrent les deux Assemblées, et dirigèrent la « reconstruction » à leur gré, sans plus se soucier du président que s'il n'existait pas.

Leur grande idée était de donner le droit de voter aux noirs du Sud, et de se servir de leurs voix pour établir solidement leur domination politique sur les Etats naguère rebelles. Ceci fut fait en deux étapes : le 14<sup>e</sup> amendement à la Constitution (1866) accordait aux nègres tous les droits civiques, et interdisait à un Etat de diminuer les privilèges et immunités de quiconque, comme de porter atteinte à sa vie, à sa liberté ou à ses biens, sans procédure légale. Les Etats qui refuseraient à certains de leurs citoyens de participer aux élections verraient le nombre de leurs représentants réduit en proportion. Par contre, les blancs qui avaient volontairement adhéré à l'insurrection étaient exclus de la vie politique. Le 15<sup>e</sup> amendement (1868), suite logique du précédent, donnait explicitement aux noirs le droit de suffrage.

Johnson eut beau opposer son veto à ces mesures pour le moins prématurées, les radicaux exploitèrent contre lui ses excès de langage ainsi que quelques menues irrégularités à la lettre de la Constitution, et il s'en fallut d'une voix qu'il ne fût mis en accusation par le Sénat « pour de graves crimes et méfaits ». Sans être irréprochable, il valait mieux que la plupart de ses adversaires. Aux élec-

tions de 1868, ceux-ci firent passer sans peine leur candidat, Grant, le vainqueur du Sud, bon général, homme politique nul, qui laissa faire, les yeux fermés, ses amis. Comment aurait-il pu rien refuser à de charmants compagnons dont il buvait le whisky, fumait les cigares et chevauchait les pur sang ? Sa double présidence (1868-76) fut marquée, à travers l'Union, par un débordement de scandales et de corruptions.

Avide de révéler aux pauvres noirs les beautés des élections et du parlementarisme, une nuée de corbeaux s'abattit sur le Sud. Ces aventuriers sans scrupule arrivaient un petit sac de nuit (*carpet-bag*) à la main pour tout bagage, d'où leur sobriquet de *carpet-baggers*, et quelques mois après menaient un train d'enfer dans des propriétés achetées à l'encan. Acoquinés à quelques blancs du pays traîtres à leur cause, ou *scalawags*, ils organisaient dans chaque ville, dans chaque Etat, des gouvernements de fantaisie, élus par les votes massifs des noirs. Certains citoyens de couleur devenaient, aux côtés de leurs meneurs, législateurs, magistrats, ministres, et participaient avec eux au pillage de tous biens publics et privés. Point besoin n'était d'avoir étudié, ni même de savoir lire. Brailler suffisait. Les budgets locaux se gonflaient de toutes sortes de dépenses somptuaires, de subventions généreuses à des entreprises imaginaires. Les chemins de fer transportaient gratuitement les bons électeurs républicains et leurs marchandises. La presse à imprimer toujours gémissante répandait des profusions de papier-monnaie. L'élite de la population assista d'abord impuissante à la dilapidation de sa fortune, au triomphe cynique de ses anciens esclaves, dut supporter humiliations, passe-droits, injustices. Aucun recours légal : les

autorités étaient unanimes à l'écraser. L'armée fédérale campait comme en pays conquis pour les soutenir de ses baïonnettes.

Pendant la violence appelait la violence. Des sociétés secrètes, dont la plus célèbre fut le *Ku Klux Klan*, groupèrent les blancs les plus énergiques, et entreprirent d'intimider, voire de terroriser les noirs par des raids nocturnes, par une mise en scène mélodramatique, par des enlèvements et par des crimes parfois. L'opinion publique du Nord et de l'Ouest finit par s'émouvoir. Les adversaires des radicaux n'avaient pas intérêt à abandonner le Sud à leur discrétion. Une loi d'amnistie rendit en 1872 leurs droits politiques à la plupart des chefs locaux. Aidés par les démocrates du Nord, les planteurs engagèrent la lutte sur le terrain légal, mirent à profit les divisions de leurs exploiters, la lassitude des noirs. Etat par Etat, ils reconquirent leur pays. *Carpet-baggers* et *scalawags* avaient disparu en 1876. Le souvenir de leurs exploits subsiste encore. Le Sud n'a pas cessé de s'opposer en bloc aux républicains, plus coupables à ses yeux de ces dix ans d'exploitation éhontée que de la guerre civile elle-même.

**Triomphe des spéculateurs.** — Semblables orgies démagogiques avaient eu libre cours dans le Nord. Les spéculateurs s'en donnaient à cœur joie, achetant comme cochons en foire législateurs et fonctionnaires. Plus insolents que quiconque étaient les magnats des chemins de fer qui poussaient à toute allure leurs lignes vers les mines des Montagnes Rocheuses, vers les grands terrains d'élevage de l'Extrême-Ouest. Œuvre magnifique, sans doute, que ces voies ferrées traversant plateaux et déserts, reliant dès 1869 les deux Océans, mais il ne faut pas la regarder de trop près. Sinon, derrière ces travaux de géants, quel mépris de la vie humaine ne trans-

paraît pas ! Que de travailleurs, que d'employés, que de voyageurs sacrifiés au désir de devancer les concurrents, de s'emparer du trafic des pays neufs ! Il s'agit d'aller vite, de poser sur le sol vierge des installations de fortune sans se soucier des accidents, d'arracher à grands renforts de faveurs et de cadeaux les concessions de tracés et de terrains, de rafler l'argent des actionnaires par des comptes fictifs, de faire monter et baisser les cours en bourse à volonté. Les amis du président tantôt essayent d'accaparer l'or (Le « Vendredi Noir » de Gould et Fisk, 24 septembre 1869), tantôt combinent une liaison d'intérêts entre une compagnie de chemins de fer et une entreprise de travaux publics (Scandale du Crédit Mobilier), quand ils ne corrompent pas les fonctionnaires chargés de lever certaines taxes (Scandale du whisky) ou de vérifier certaines fournitures (Scandale Belknap). J'en passe, et des meilleurs. Les maladroits seuls se font prendre, et pour des résultats, somme toute, mesquins. Les véritables maîtres de l'heure évitent ces petits moyens.

Peu importent les présidents, généralement médiocres, qui se succèdent à la Maison Blanche, les majorités républicaines ou démocrates qui alternent au Congrès. Les deux grands partis traditionnels se ressemblent étrangement par une absence totale d'idées et de programmes. Ce sont deux maisons rivales d'entrepreneurs professionnels, deux machines à faire ou à bloquer les lois, graissées, huilées par les cotisations des fonctionnaires qui leur doivent leurs emplois, les tributs des hors-la-loi qui ont besoin de leur négligence, les cadeaux des industriels et des financiers qui en dirigent le fonctionnement au gré de leurs intérêts. La sagesse commande de répartir les enjeux sur les deux tableaux, aussi les élections présidentielles dépendent-elles souvent de majorités

infimes. En 1876, il fallut même un tripatouillage prolongé de la part du Congrès pour faire apparaître finalement une voix de majorité. La foule se passionne, s'exalte ou s'indigne devant ces jeux du cirque. Les gens sages y sont indifférents.

La seule circonstance qui ait quelque peu troublé cette continuité ploutocratique, ce fut l'arrivée aux affaires en 1884, puis de nouveau en 1892, d'un président à la fois rigoureusement honnête et obstiné dans ses vues personnelles, Cleveland. Un prodige, cet homme, ou plutôt un monstre, une catastrophe ! Il fit contre lui l'unanimité des politiciens, et n'aboutit à d'autre résultat qu'à disloquer son propre parti en prenant position contre son attitude habituelle en matière de monnaie. Les meneurs du jeu avaient été un instant déconcertés par ce phénomène. Ils l'étudièrent, et réussirent à le faire travailler à leurs fins, lui comme les autres.

Ils sont bien forts, en effet, vers 1880-1890, les « barons » de cette féodalité nouvelle, les « barons de la finance », « les barons voleurs », comme on les appelle parfois. Ils laissent dire. N'ont-ils pas tout pour dominer, l'audace, l'argent, la loi, la bénédiction de Dieu, et jusqu'à la considération apeurée de leurs victimes ?

Les vrais maîtres de l'Amérique depuis la mort de Lincoln ne sont pas à Washington, mais à New York, et partout où il y a des spéculations à entreprendre, des monopoles à établir ou à défendre. Plus tard ils affecteront la mesure, la décence, la discrétion, ils sauront se rendre invisibles, se déguiser en bienfaiteurs publics. Pour le moment, ils étalent sans honte leur puissance et leur luxe. Où auraient-ils appris les bonnes manières ? A part Morgan, ils sont partis de rien, ils se sont faits eux-mêmes. Rockefeller est le fils d'un obscur fermier

incapable d'élever sa nombreuse famille. Il voit jaillir du pétrole, dans sa jeunesse, près de Cleveland. Il décide de devenir le maître de la nouvelle idole, et il y réussit petit à petit avec une patience, une ingéniosité, une férocité d'insecte. S'intéresser à des nappes instables et capricieuses comme des bonds de chat sauvage ? A d'autres ! Il s'est contenté, dès ses premiers coups d'essai, d'accaparer les moyens de transporter le précieux liquide, jarres, voitures, chemins de fer, canalisations. Le plus souvent, il suffit de gagner le transporteur, de lui assurer toute une clientèle moyennant une série de faveurs et de rabais. S'il s'obstine à défendre son indépendance, on l'isole, on le réduit à l'impuissance et au désespoir, on rachète son entreprise pour un morceau de pain. Une fois maître des voies de communications, vous avez à votre merci les exploitations pétrolifères. Un jeu semblable élimine les récalcitrants. Les mises grandissent, le cercle des puissances à circonvenir s'élargit, la méthode reste la même. La ténacité, la persévérance, unies au sens du risque utile et au mépris de la nature humaine, amènent à la longue le triomphe, le contrôle d'un produit indispensable.

Ainsi fit Rockefeller, insoucieux des ruines, des vies brisées autour de lui. Ainsi fit Carnegie, pauvre gosse d'immigrant arrivé sans un sou de son Ecosse natale, mais avec l'ardeur au travail, l'appétit, l'habileté ataviques : à l'âge de 50 ans, il est le maître de l'acier, l'industrie-clé depuis les découvertes de Bessemer, plus encore que Guggenheim du cuivre, qu'Armour et Swift des conserves de viande, qu'Harriman et Hill des chemins de fer. Il faudrait un Homère pour chanter les batailles de ces demi-dieux, se chipant, se reprenant, se partageant, comme de grands enfants qu'ils sont, voies ferrées, puits de mines, hauts-fourneaux, abattoirs et raffi-

neries, se portant des coups furieux et sans rancune sur toutes les bourses du monde pour en arriver souvent à une sage répartition des sphères d'influence. La plupart d'entre eux se contentent d'une spécialité, d'un domaine bien à eux, quitte à pousser quelques petites pointes de droite et de gauche. Seuls, Rockefeller, parti du pétrole, et Morgan, parti du financement des chemins de fer, ont étendu leur influence aux activités les plus variées, ont pris des intérêts solides dans la plupart des entreprises des Etats-Unis et du monde.

Ces barons n'ont guère eu, dans leur période conquérante, d'autre pensée que de devenir riches et plus riches encore, riches par tous les moyens. Aussi sont-ils partisans enthousiastes du libéralisme économique : laissez faire, laissez passer... les ressources de la planète dans nos mains. Le moindre contrôle de la part du Gouvernement est une insulte à la sagesse des lois naturelles, et, pourquoi pas ? à la bonté de la Providence. Ils sont restés dans l'opulence les calvinistes exacts, les baptistes fidèles qu'ils étaient dans leur jeunesse besogneuse. Dieu est tout-puissant, il récompense l'effort et l'énergie. La prospérité de leurs entreprises est la meilleure justification morale. Ils sont loin d'être les seuls à en être honnêtement persuadés.

Les présidents, qu'ils soient républicains comme Hayes ou démocrates comme Cleveland, envoient les troupes fédérales écraser les grèves. Les législateurs sont également aux ordres des patrons, ceux du parti républicain surtout, le parti de l'Union pendant cette guerre civile gagnée derrière leurs comptoirs, le parti respectable des Vieux Américains et de la monnaie saine, des droits de douane et des intérêts acquis. Les barons peuvent compter également sur le discernement de la Cour Suprême.

Celle-ci, éclairée par la sagacité de leurs hommes de loi, vient de découvrir dans certaines dispositions du 14<sup>e</sup> amendement le meilleur moyen de s'opposer à toute intervention des Etats, des villes, des syndicats, dans l'organisation de la vie économique : de pareilles ingérences ne sont-elles pas en fait des atteintes à la liberté et aux biens de paisibles citoyens ? Ce qui devait protéger les noirs contre les rancunes des Sudistes met à l'abri les millionnaires des basses envies, des coalitions des paresseux, des aigris, des déclassés. Carnegie réussit ainsi à interdire toute organisation ouvrière dans ses usines. A-t-il eu besoin des autres, lui, pour faire son chemin ?

Bref, les capitalistes et les hommes d'affaires dirigent les Etats-Unis de 1865 à 1896, et donnent le ton à leur époque, l'époque du clinquant, comme l'ont appelée les Américains. Ce ne sont partout que dorures et fioritures, chaînes de montres à diamants au gilet des messieurs, bagues à cabochons au doigt des dames, moulures pâteuses aux plafonds, luxe lourd et provoquant. Les deux sexes ne se rencontrent guère en public. Les hommes s'enivrent dans leurs clubs ou chez le bistrot, les femmes papotent dentelles ou cuisine. La bourgeoisie aisée continue à aller chercher en Europe des leçons de respectabilité, des potiches et des bibelots.

Toutefois de nombreuses inventions pratiques, le téléphone, la lumière électrique, la photographie, témoignent de l'ingéniosité de ces magiciens qui s'appellent Bell, Edison, Eastman, rendent la vie plus confortable, plus excitante, plus agitée, donnent sa valeur à l'instant qui passe. L'éducation fait quelques progrès. Les journaux, les magazines se répandent, soutenus par la publicité et par le culte de la sensation. Certains écrivains dénoncent sous une ironie plus ou moins voilée (Mark Twain, par

exemple) les abus politiques et sociaux, mais où en trouver le remède ? Les esprits délicats cherchent plutôt à échapper à leur temps en courant les musées de l'Europe, au conformisme de leur enfance en essayant de concilier Darwin avec la Bible. Mais combien sont-ils à côté des millions de lecteurs de la *Police Gazette* et autres publications scandaleuses ? Cependant, les 50 millions de citoyens qui peuplaient les Etats-Unis en 1880, n'étaient pas tous corrupteurs ou corrompus, profiteurs ou complices d'un système inhumain. Si une partie de la bourgeoisie et beaucoup d'ouvriers qualifiés béaient d'admiration devant l'outrecuidance des financiers et se contentaient des miettes tombées du festin, la vieille Amérique indépendante des pionniers et des colons s'éveillait aux dangers qui la menaçaient.

L'Est et le Nord, gagnés à la grande industrie et au commerce international, subissent assez volontiers la domination capitaliste. Les travailleurs d'origine étrangère, entassés au voisinage des ports atlantiques, se disputent des salaires de famine et végètent dans des taudis, mais il en a toujours été ainsi des nouveaux débarqués. Les artisans des vieux métiers, les mécaniciens, les spécialistes, les regardent avec mépris du haut de leurs deux à trois dollars de paye quotidienne, et les excluent de leurs unions respectables qui viennent de s'associer pour former la Fédération américaine du Travail (1882). Les mécontents, les misérables, n'ont qu'à aller à l'Ouest, que diable ! comme l'ont fait nos oncles et nos grands-oncles.

La fin de la frontière. — Précisément, l'Ouest ne va pas bien, l'Ouest se meurt, l'Ouest est mort, si ce point cardinal désigne le pays de la chance et des occasions favorables, de la terre accueillante au premier occupant. La frontière, cette ligne mysté-



rieuse, cette porte sans cesse mouvante du Paradis américain, est en train de disparaître. Les Grandes Plaines entre le Mississipi et les Rocheuses, entre les cultures et les mines, longtemps vides, ont été envahies par les éleveurs de bétail dès que les chemins de fer transcontinentaux les ont traversées. Des troupeaux de bœufs et de moutons demi-sauvages broutent en liberté leur herbe sèche. De temps en temps, des cow-boys les rassemblent à grands envols de lassos, et les poussent vers les abattoirs de Chicago, de Saint-Louis, de Kansas City, d'Omaha. Frais pratiquement nuls, profits assurés, car les amateurs de beefsteaks et de belle laine ne manquent pas dans l'Ancien comme dans le Nouveau-Monde. Cependant cette spéculation est poussée si loin que bientôt la planète regorge de viandes et de toisons. Vers 1885, les prix s'écroulent.

Entre temps, les immigrants les plus énergiques, Allemands, Scandinaves, cherchaient des terres. Les chemins de fer les embauchent dans leurs équipes de travailleurs, et leur vendent des lots géométriques près des voies qu'ils ont établies. Leurs salariés d'hier seront leurs clients de demain. Armés de fil de fer barbelé, les nouveaux venus enclosent leurs bouts de plaines, s'opposent à la libre pâture, échangent des coups de revolver avec les cow-boys, les forcent le plus souvent à leur céder la place. Beau résultat ! Les pluies trop rares ne suffisent pas aux cultures. Il faut forer des puits, dresser des moulins à vent, engager des dépenses, faire des dettes, et tomber sous la coupe de quelque grande compagnie immobilière qui guette l'inévitable défaillance pour acquérir à bas prix le domaine péniblement aménagé.

Le Nordique tenace a-t-il résisté à toutes ces difficultés ? Le profit de son labeur ne sera pas pour lui, ou si peu ! Les compagnies imposent pour le trans-

port des récoltes des tarifs beaucoup plus élevés que pour celui du charbon ou du pétrole. Les cours varient sur les bourses au blé ou au bétail suivant les caprices des spéculateurs. Les céréales et les viandes, raflées à vil prix, sont revendues avec de gros bénéfices aux clients d'outre-Atlantique. Les courtiers, les banquiers, les agioteurs exploitent le pauvre cultivateur.

Ce n'est pas tout. Avec les quelques dollars que lui ont abandonnés les parasites de la finance et du négoce, le fermier doit renouveler son matériel agricole, acheter les charrues mécaniques, les moissonneuses perfectionnées, les engrais dont la moindre entreprise ne peut plus se passer, les vêtements, les outils, les objets de toute sorte dont il a besoin, lui et les siens. De lourds droits de douane arrêtent les produits manufacturés de l'étranger. Les industriels américains, délivrés de toute concurrence, lui imposent les articles et les prix qui leur conviennent. Les fabricants européens, chassés du marché américain, n'iront pas acheter aux Etats-Unis les denrées qui leur font défaut. Vendre à bon marché et se fournir au plus cher, tel est le sort du pauvre fermier.

Ce n'est pas tout encore. Pour s'équiper il s'est endetté. Il a emprunté à de lourds taux, 10, 12 %, tout compris. Il a reçu du papier-monnaie, abondant après la guerre civile, de ces billets au dos vert (*greenbacks*) émis sur le crédit incertain de l'Union. Les banquiers de New-York veulent en revenir à une monnaie saine, sonnante et rébuchante, le dollar-or. Une partie des *greenbacks* est retirée de la circulation. Les paiements en espèces ont seuls valeur légale à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1879. La déflation précipite la baisse du prix des denrées. Le fermier doit rembourser en bon métal ce qu'il a reçu en papier. Il ne comprend pas, ou plutôt il comprend qu'il est une

fois de plus volé par les riches, par les oisifs, par les millionnaires de New-York.

Plus de place à l'Ouest pour les gens pauvres et honnêtes. Les territoires des Grandes Plaines et des Montagnes Rocheuses deviennent vite des Etats. Ainsi apparaissent de 1876 à 1896 les sept étoiles nouvelles du Colorado, des deux Dakotas, Nord et Sud, du Montana, de l'Idaho, du Wyoming, de l'Utah enfin, maintenant que les Mormons se sont résignés à ne plus être officiellement polygames. L'Oklahoma a été enlevé aux tribus indiennes, ouvert à la colonisation blanche le 22 avril 1889 : il était hérissé de barrières et d'enclos quelques jours après. A moins d'aller disputer les déserts de l'Arizona et du Nouveau-Mexique aux derniers Peaux-Rouges, il faut renoncer à sa part de la terre du Bon Dieu.

Ceux qui sont arrivés dans l'Ouest avant la fin de la « frontière » n'en sont guère plus satisfaits aux alentours de 1895. Ils peinent à la sueur de leurs fronts pour enrichir des ploutocrates tranquillement assis dans leurs bureaux, derrière leurs grilles, à moins qu'ils ne soient en train de banqueter et de boire avec les juges et les politiciens, leurs complices et vassaux. Après des années de lutttes, ils doivent souvent abandonner leurs terres à leurs prêteurs, louer leurs bras au service d'autrui. Heureux encore s'ils trouvent quelque gagne-pain. A laisser *Wall Street* (la Bourse de New York) aller son train, il n'y aura bientôt plus aux Etats-Unis que deux sortes de gens : des millions de chemineaux et de prolétaires d'un côté, 3 ou 4.000 richissimes de l'autre, ceux-ci prospérant de la misère de ceux-là.

Le Sud se considère plus opprimé encore que l'Ouest par le capitalisme du Nord. Il n'a pas oublié sa splendeur passée, il la voit à travers la magie des

souvenirs plus belle, plus brillante qu'elle n'a jamais été en fait. Les traces de la sinistre « reconstruction » disparaissent lentement. Les noirs, libres en principe, sont en réalité, pour les trois quarts d'entre eux, liés à leurs fermes ou à leurs métairies par des dettes qui s'accroissent d'année en année. Les petits cultivateurs blancs sont souvent aussi pitoyables. Les descendants des planteurs ont tâté de l'industrie et des affaires. Ils ont installé des manufactures de tabac, des filatures et des tissages de coton au pied des Appalaches. Ils dominent de haut leurs salariés, pauvres blancs de la montagne ou de la plaine. Mais ils sont tributaires eux-mêmes des banquiers de New York qui leur ont avancé les dollars nécessaires, des maisons de commerce qui se chargent de la vente de leurs produits, des compagnies de chemin de fer qui leur imposent de lourds tarifs et arrêtent ainsi le développement économique de la région. A de menues exceptions près, le Sud doit demeurer un marché pour les capitaux et les produits du Nord. Tout a été calculé, droits de douane, frais de transport, taux d'intérêt et de commission, variations de la monnaie, pour qu'il en soit toujours ainsi. Toujours ? Aussi longtemps toutefois que le capitalisme dominera la vie politique et économique des Etats-Unis.

L'Amérique laborieuse s'agite. — L'Amérique des puritains et des pionniers, l'Amérique indépendante et laborieuse, égalitaire et partageuse, l'Amérique de Jefferson, de Thoreau, d'Emerson, de Lincoln, n'était pas morte. Elle vivait encore dans les poèmes d'un Walt Whitman, fils enthousiaste de la libre Nature, dans les théories d'un Henry George, dont le fameux livre, *Progrès et Pauvreté*, paru en 1879, condamnait l'accaparement de la terre, le seul vrai bien, par les capitalistes : pour rétablir

l'égalité originelle, un impôt progressif sur les grands domaines suffirait, et bientôt un peuple de petits propriétaires, joyeux et fraternels, se donnerait la main d'un océan à l'autre. Les réformateurs ne manquaient pas, les mécontents encore moins. Des partis de protestation apparurent.

Ce furent d'abord les tenants de la monnaie de papier considérée comme une panacée universelle, les greenbackers, puissants dans le Sud et dans l'Ouest, soutenus par tous les débiteurs désireux de s'acquitter à bon compte de leurs obligations. Ils n'obtinrent qu'un demi-succès. Un quart seulement des billets fut retiré de la circulation, mais désormais les paiements devaient avoir lieu en valeur-or.

Les inflationnistes réclamèrent alors, à côté de la monnaie d'or, une monnaie d'argent, sur la base de 16 contre 1 entre les deux métaux. La valeur de l'argent était en réalité beaucoup plus faible. Les propriétaires des mines intéressées soutinrent ce mouvement. Le Trésor s'engagea à monnayer chaque année, d'abord une quantité assez faible, puis pratiquement toute la production d'argent des États-Unis. Mais ce résultat, d'ailleurs sans conséquence sérieuse, avait été chèrement payé : l'Est avait arraché en échange le tarif douanier le plus élevé que l'on ait jamais vu aux États-Unis, le tarif McKinley (1890). Des droits parfaitement inutiles d'un point de vue économique frappaient presque tous les produits possibles et imaginables, agricoles aussi bien qu'industriels. Il s'agissait avant tout de procurer ainsi au Gouvernement Fédéral des ressources surabondantes, et d'écartier jusqu'au moindre risque d'un impôt sur le revenu, le cauchemar des capitalistes. Ainsi les banquiers reprenaient-ils d'une main, et au delà, ce qu'ils avaient abandonné de l'autre.

Les protestations des petites gens montèrent d'un ton. Le parti populiste dénonça ouvertement les fortunes colossales d'une minorité de parasites, réclama une politique d'inflation, l'impôt sur le revenu, la prise de possession par le Gouvernement des chemins de fer, télégraphes et téléphones, l'élection directe des sénateurs, le vote secret, le droit d'initiative et de referendum donné au peuple, une révolution financière, économique et politique. L'électeur moyen hésita : n'était-ce pas aller un peu loin ?

Là dessus, éclata la crise de 1893 : cascades de faillites à New York et dans tout le pays, chômages, misère populaire. L'on s'attend à des mesures favorables aux débiteurs, aux salariés. Le président Cleveland se laisse persuader, en toute honnêteté d'ailleurs, que l'établissement de la monnaie d'argent est la cause du fléau. Tournant le dos à la doctrine traditionnelle de son parti, il obtient du Congrès le retour au monométallisme-or (1893). L'Est exulte. Le Sud et l'Ouest crient à la trahison.

Le capitalisme semble plus fort que jamais. Les menues concessions qu'il a dû faire, de loin en loin, à l'indignation de ses victimes, ne le gênent en rien. En 1887, par exemple, les associations de fermiers ou « Granges » avaient obtenu la formation d'une commission fédérale pour surveiller le commerce entre États, à l'intérieur de l'Union, et voir que les Compagnies, renonçant à toutes discriminations et arrangements particuliers, appliquent des tarifs uniformes à des transports semblables. Parfait, mais la dite Commission ne peut que constater — et encore ! — les infractions à cette règle. En 1890, l'opinion s'est inquiétée de la concentration croissante des grandes entreprises, de l'établissement, dans la plupart des industries, de monopoles

de fait, couramment appelés trusts, montés en réalité par toutes sortes de moyens ingénieux, de trucs et de combinaisons à double et triple fond, véritables Protées prenant sans cesse formes et aspects inattendus. Une loi a été aussitôt votée pour démembrer ces monstres nouveaux. La justice se garde de l'appliquer contre eux, mais la retourne contre les syndicats ouvriers. Ainsi avait-elle fait jadis du 14<sup>e</sup> amendement. La Cour Suprême va même, en 1893, jusqu'à déclarer inconstitutionnel tout impôt sur le revenu.

Les réformateurs ont à peine obtenu, en trente ans d'efforts, qu'une certaine proportion des fonctionnaires, faible encore mais croissante, fût mise à l'abri des fluctuations de la politique. Désormais le parti vainqueur ne pourra plus distribuer à ses fidèles tous les postes de l'Etat. Peu à peu, l'une après l'autre, la plupart des administrations se recruteront au concours, au mérite, et non au favoritisme. C'est bien, mais c'est peu, et de toutes les réformes, c'est celle qui séduit le moins la foule des mécontents. Après tout, n'importe qui nommé à n'importe quoi, c'est un principe démocratique. Jefferson, Jackson, l'avaient appliqué.

**Le veau d'or est toujours debout (1896).** — Ainsi deux Amériques s'opposaient de plus en plus, celle qui avait et celle qui n'avait pas, celle qui possédait et celle qui peinait, celle des puissants et celle des simples. Elles trouvèrent leurs dignes champions dans les candidats qui s'affrontèrent lors de l'élection présidentielle de 1896, McKinley et Bryan.

McKinley était ouvertement l'homme lige des capitalistes. Il dut d'être désigné comme le portebannière des républicains aux efforts de son mentor et ami, Marcus Hanna, homme d'affaires habile, et sincèrement persuadé que le règne des hommes

d'affaires était le seul moyen d'assurer le bonheur et la prospérité des Etats-Unis. Hors de la monnaie d'or et du système protectionniste, point de salut ! Les démocrates répudièrent Cleveland, et essayèrent de gagner le Sud et l'Est en prenant nettement parti contre la ploutocratie. Bien entendu, il s'agissait de diminuer les droits de douane et de redonner à l'argent valeur légale, mais plus encore de dresser les fermiers des régions agricoles, les petites gens de tout le pays contre les millionnaires et leurs monopoles. Ils se groupèrent derrière un jeune avocat de l'Ouest, à l'ardeur d'apôtre, orateur puissant, entraînant, tribun romantique qui jouait de sa prestance comme de sa voix pour passionner les foules, William J. Bryan. McKinley disposait des millions des industriels, des journaux, de tracts à foison, qui allaient rabâchant que son échec, c'était la faillite pour les fermiers, le chômage pour les ouvriers, la ruine pour tous ; cette propagande insidieuse ébranla les hésitants. Bryan, pauvre de dollars, avait pour lui sa parole ardente, le dévouement de ses amis, poètes comme Vachel Lindsay et Carl Sandburg, écrivains, simples fanatiques, pour qui il était tantôt Homère et tantôt l'Archange terrassant le dragon. La péroraison d'un de ses discours est restée célèbre :

« Nous répondrons à leur demande de monnaie d'or en leur criant : non, vous n'enfoncerez pas sur le front des travailleurs cette couronne d'épines, vous ne crucifierez pas l'humanité sur une croix d'or ! »

McKinley n'en fut pas moins élu. Le veau d'or avait frémi sur ses bases, mais il était toujours debout.

## CHAPITRE IV

LES ÉTATS-UNIS PUISSANCE MONDIALE  
(1896-1929)

**Préludes à l'impérialisme.** — Sans attendre le triomphe des tarifs douaniers, de la monnaie d'or et de la concentration capitaliste, les États-Unis, à peine débarrassés de la guerre civile et devenus une nation, n'avaient pas tardé à jeter sur le reste du continent américain et sur les pays du Pacifique des regards protecteurs, soupçonneux et courroucés à la moindre tentative d'immixtion dans ce qu'ils considéraient dès lors comme leur domaine, comme leur chasse gardée. Toutefois, de 1866 à 1896, ce n'est encore que d'expansion économique qu'il s'agit. Des annexions, des conquêtes paraissent encombrantes et inutiles. Tel le Sénat romain, refusant au second siècle avant J.-C., de transformer en provinces la Grèce et les petits États hellénistiques.

La doctrine de Monroe fut rappelée avec hauteur aux nations européennes qui semblaient l'avoir oubliée. La France de Napoléon III dut en 1867 évacuer le Mexique et abandonner l'empereur Maximilien à son malheureux sort. L'Angleterre avait laissé se construire sur ses chantiers navals des corsaires confédérés qui avaient causé de lourdes pertes au commerce de l'Union ; bon gré, mal gré, elle se soumit à un arbitrage qui la condamna à payer aux États-Unis une indemnité de 15 millions de dollars, et par la même occasion elle régla avec la République

Américaine toutes sortes de petits conflits de pêcheries et de frontières (1871). Quelques années après, elle eut des difficultés avec le Vénézuéla, à propos d'un territoire contesté entre cet État et sa colonie de la Guyane, et elle entendait les régler à sa guise, quand la partie adverse fit appel aux États-Unis. La Grande-Bretagne prétendant que la présence de ce tiers était inutile, le président Cleveland envoya au Gouvernement de Sa Majesté une note où il proclamait tranquillement que son pays était l'incarnation même de la civilisation, de la sagesse, de la justice et de l'équité, et que ses ressources infinies lui permettaient de faire triompher sa souveraineté de fait sur le continent américain (1893). Lord Salisbury, après avoir fait traîner un peu les choses, se résigna là encore à un arbitrage (1894).

L'Amérique latine ne voyait aucun inconvénient à être protégée contre l'Europe par sa grande sœur anglo-saxonne. Elle n'aimait pas, par contre, être considérée comme une dépendance de sa robuste championne. Les États-Unis évitèrent en général de donner trop de prises alors à ses méfiances. Le Sénat empêcha Grant d'annexer les Antilles danoises (1867) et Saint-Domingue (1868-1870). Le Gouvernement américain repoussa dignement le cadeau d'Haïti, dont son président voulait se débarrasser (1882), et il resta neutre dans la longue lutte que Cuba révoltée soutint contre l'Espagne (1868-1878). Pourquoi s'empêtrer dans l'administration de ces gens de couleur, remuants et papistes par surcroît ?

Mieux valait, par une attitude réservée, créer entre toutes les Républiques du continent une atmosphère de collaboration et de bonne volonté. C'est à quoi s'employa, avec plus d'enthousiasme que de netteté dans l'esprit, le secrétaire d'État Blaine. Il convoqua en 1889 une Conférence panamé-

ricaine à Washington, la première d'une longue série. On échangea des compliments, on se répandit en considérations générales sur les droits de douanes et les monnaies, les poids et les mesures, les communications et les relations commerciales. Un bureau international des Républiques américaines fut créé pour développer l'esprit de compréhension mutuelle et convoquer d'autres conférences semblables. Le panaméricanisme était né, mais c'était encore un enfant au berceau, aux vagissements aussi vagues que sympathiques. L'Amérique latine, qu'il s'agit d'idées ou d'affaires, devait pour un bon quart de siècle encore, regarder beaucoup plus vers l'Europe que vers les Etats-Unis.

Même timidité, mêmes désirs encore refoulés, quant à l'Océan Pacifique. En 1867, le Gouvernement de Johnson avait bien acheté l'Alaska à la Russie, mais c'était pour être agréable au tsar anti-esclavagiste, qui ne savait que faire de cette terre polaire, exposée aux convoitises de la Grande-Bretagne, et les 7 millions de dollars payés pour cette glacière parurent exorbitants aux membres influents du Congrès tant qu'ils n'eurent pas reçu eux-mêmes de respectables liasses de roubles. Après quoi, tout alla bien, et mieux encore quand on eut découvert en 1896 des mines d'or au milieu de ces solitudes. Ce n'était décidément pas un mauvais placement.

Jusqu'en 1896, la politique extérieure des Etats-Unis consiste à conclure de bonnes affaires aux moindres frais. A quoi bon, par exemple, réclamer de la Chine des concessions de territoires; des droits particuliers, à l'imitation des puissances égoïstes de l'Europe ? L'amitié du grand peuple jaune et la reconnaissance de son intégrité (1868) faciliteront autrement les échanges commerciaux. Oui, mais en 1880, à la demande des ouvriers de la Californie,

l'immigration chinoise est arrêtée. Les Chinois ne comprennent plus et sourient jaune. Les Japonais en font de même. Décevants, ces Américains !

Au milieu de l'Océan Pacifique, les îles Hawai dès 1850 servirent de points d'appui à la navigation américaine, de terres fertiles pour fournir l'Ouest des Etats-Unis de sucre et autres denrées, qui, de 1875 à 1890, y furent importés sans payer de droits. En 1890, le sucre de Cuba peut également entrer gratis. Pas d'autre moyen de sauvegarder les intérêts des nombreux planteurs américains que d'annexer l'archipel. Une révolution éclate à point, qui renverse la reine indigène et réclame la réunion du pays aux Etats-Unis. Le Congrès ne veut pas entendre parler, et se borne à reconnaître à Hawai une République indépendante. Même attitude gênée aux îles Samoa, sur la route entre San Francisco et l'Australie. Le commerce américain s'y trouve en rivalité avec ceux de l'Angleterre et de l'Allemagne ; les coups fourrés redoublent entre les consuls des nations intéressées, pour aboutir en 1886 à la solution boiteuse d'un protectorat tripartite. Ce ménage à trois ne dit rien qui vaille à la vertueuse Amérique, mais elle le subit, faute de savoir comment en sortir à son honneur. Bref, dans la mer des Antilles comme dans l'Océan Pacifique, l'impérialisme bourgeonnant des Etats-Unis, tenté, provoqué par des proies consentantes, s'approche, sourit, flaire, rougit, s'éloigne, hésite. Quel contraste avec l'allure décidée et conquérante du capitalisme industriel et financier à l'intérieur de la République !

Changement, soudain en apparence, vers 1896. L'opinion américaine, loin de fuir les conflits et les conquêtes, les recherche, les réclame. La vie économique en pleine expansion exige des marchés pour ses produits, des matières premières pour ses indus-

tries, des placements pour ses capitaux. Le krach de 1893 est déjà oublié ; les affaires ont repris, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier. Les blés, les viandes se vendent mieux, l'agriculteur entrevoit le moment où il pourra se délivrer de ses hypothèques. McKinley aurait-il dit vrai, et Bryan ne serait-il qu'un brailard ? Toujours est-il que l'élection de 1896 semble entr'ouvrir une période de facilité, de prospérité pour les 75 millions de citoyens : hauts salaires dans les villes, cours rémunérateurs dans les campagnes. Le tarif Dingley (1897) protège les aciers et les étoffes de l'Est, mais aussi les laines, les cuirs de l'Ouest. L'Américain moyen sent s'éveiller en lui un sentiment de bien-être et de puissance.

La guerre contre l'Espagne (1898). — Le moment est venu de faire participer les peuples voisins au même bonheur. Peut-on plus longtemps laisser gémir les Cubains sous la féroce domination de l'Espagne ? La vérité est que la détresse et les troubles de l'île voisine, depuis 1895, viennent surtout de ce que les Etats-Unis ont établi des droits de douane sur les sucres, sa principale richesse, mais cela, les journaux se gardent bien de l'expliquer à leurs lecteurs. La presse libéralisante de Pulitzer, la presse à sensations de Hearst, la presse capitaliste inspirée par les intérêts des planteurs américains de Cuba, ne sont pleines que du récit des abus et des horreurs perpétrés par les dignes descendants des conquistadores. Une nation chrétienne ne saurait rester indifférente à de telles provocations. Le bon public s'en persuade aisément, et aussi certains intellectuels, disciples de Rudyard Kipling et du capitaine Mahan, l'apôtre de la toujours plus grande marine américaine. C'est la mission de l'homme fort, du Nordique, de propager, au besoin d'imposer sa

manière de vivre aux races inférieures ou retardées. L'énergie à affirmer sa personnalité, telle est la mesure d'un individu comme d'une civilisation. Ainsi pense le bouillant Théodore Roosevelt, sous-secrétaire d'Etat à la Marine et colonel d'un régiment de rudes cavaliers, les « Rough Riders », le romancier John Hay, le journaliste influent White-law Reid. Intérêts et passions confluent pour entraîner les Etats-Unis dans la voie de l'impérialisme.

Comment le faible McKinley résisterait-il à ce courant ? Le ministre d'Espagne à Washington, dans une lettre privée, volée et rendue publique par un journal américain, le représente comme un pantin dont les chauvins de son parti tirent les ficelles. Le portrait lui déplaît d'autant plus qu'il est exact. Quelques jours plus tard, le navire de guerre *Maine*, envoyé dans le port de La Havane pour y protéger les ressortissants américains, saute avec tout son équipage, victime d'une explosion mystérieuse (15 février 1898). « Ce sont les Espagnols qui ont fait le coup », clame la presse belliciste. Il a été à peu près prouvé depuis qu'il s'agissait d'un accident, mais allez le faire admettre sur le moment. McKinley envoie un ultimatum à l'Espagne. Celle-ci, consciente de sa faiblesse, accepte toutes les conditions américaines : arrêt de la répression militaire à Cuba, armistice immédiat avec les rebelles. Elle est même disposée à reconnaître l'indépendance de l'île ou à la vendre aux Etats-Unis (10 avril 1898). Que faut-il de plus pour être heureux ? Une guerre fraîche et joyeuse, une gloire facile, d'autres dépouilles peut-être, et c'est pourquoi McKinley, entraînant le Congrès sans même le mettre au courant des faits, déclare la guerre à l'Espagne le 25 avril.

La marine américaine était prête à la lutte. Le

1<sup>er</sup> mai, l'amiral Dewey, prévenu depuis des semaines des hostilités imminentes, anéantit en deux heures l'escadre espagnole du Pacifique dans la baie de Manille, aux Philippines, et devint l'idole des nationalistes américains, moins encore peut-être pour cette victoire que pour sa fière devise : « Mon pays avant tout, qu'il ait raison ou tort ! » Une autre flotte espagnole traversa l'Atlantique, répandant la terreur de Boston à la Nouvelle-Orléans : où allait-elle jeter à la côte un corps de débarquement ? L'armée américaine était dans un tel état de désordre que tout était à craindre. L'amiral Cervera se borna à essayer de défendre Cuba. A sa sortie du port de Santiago, il ne tint pas longtemps sous les coups des navires ennemis (3 juillet 1898). Sur terre, les troupes espagnoles avaient offert une meilleure résistance, mais elles ne purent que retarder de quelques semaines l'occupation par les Américains de Cuba et de Porto-Rico.

Des négociations de paix s'engagèrent par l'intermédiaire de la France. Il ne fut d'abord question que de Cuba et de Porto-Rico, que l'Espagne abandonna sans difficulté. Les Etats-Unis proclamèrent l'indépendance de la première, et annexèrent l'autre. Mais l'appétit vient en mangeant. Toute une faction se forma, intéressée à la domination de l'Extrême-Orient, pour exiger en outre la cession des îles Philippines. McKinley convainquit aisément une délégation méthodiste que c'était le devoir des Etats-Unis d'en civiliser les indigènes. L'Espagne, incapable de résister, reçut 20 millions de dollars en échange du dernier débris de son empire colonial. Une partie de l'opinion publique s'opposa à cette nouvelle annexion : que devenait la déclaration d'Indépendance, demandaient les uns ? Comment se vendront encore le sucre de betterave et le tabac de Virginie,

s'inquiétaient les autres ? Que fera l'ouvrier blanc face à la concurrence de tous ces pouilleux de jaunes, s'indignait la Fédération du Travail ? On rassura tant bien que mal les intérêts menacés. Les idéalistes de la liberté des peuples furent battus aux élections de 1900 plus facilement encore que les idéalistes de la petite propriété quatre ans auparavant. McKinley fut réélu sans peine, et on lui adjoignit comme vice-président un des tenants les plus enthousiastes de la nouvelle politique, Théodore Roosevelt.

Théodore Roosevelt et l'impérialisme. — A dire vrai, si Théodore Roosevelt avait été choisi pour ce poste honorifique et de tout repos, c'est parce que sa personnalité envahissante semblait trop dangereuse ailleurs : vice-président le rendait inoffensif pour quatre ans. L'inattendu arriva. Un fou assassina McKinley en septembre 1900. Théodore Roosevelt automatiquement devint, au grand effroi des politiciens, président des Etats-Unis d'Amérique.

Cet homme jeune encore, vigoureux, indépendant d'allure et de langage, était décidé à être le centre de la vie politique de son pays, à se servir de tous ses pouvoirs et à y ajouter à l'occasion. Sa carrière était déjà pleine et variée. Fils d'une vieille famille de New York, de lointaine origine hollandaise — l'équivalent de seize quartiers de noblesse — il avait fait ses études, comme il se doit, à l'Université d'Harvard, puis avait parcouru les Etats-Unis, cowboy dans l'Ouest, fonctionnaire actif, chargé à Washington de la réforme administrative, à New-York de la police de la ville. Sous-secrétaire d'Etat à la Marine au moment de la guerre contre l'Espagne, il avait abandonné ses bureaux pour aller foncer à Cuba à la tête de ses « Rough Riders », avant d'être élu gouverneur de New York et enfin vice-président.



Homme de sport et écrivain, habile autant qu'énergique, il savait parler et plaire aux simples comme aux doctes, capter et flatter les émotions de la foule, les aspirations de l'élite.

C'était avant tout un tempérament autoritaire, aimant à être obéi, et lorsqu'il ne l'était pas, se consolant par des apostrophes fulgurantes, par des discours à grand fracas. Ses paroles étaient souvent plus hardies que ses intentions secrètes. Ainsi enthousiasmait-il les partisans des réformes par ses proclamations tonitruantes, et surprenait-il agréablement les conservateurs par la prudence et la mesure de ses actions. Au demeurant, un grand entraîneur d'hommes.

Partisan, dans ses livres comme par ses actes, de la vie énergique et bien remplie, Th. Roosevelt avait poussé en 1898 à la guerre contre l'Espagne. Il entend en exploiter les résultats. Les troupes américaines rétablissent l'ordre à Cuba, y introduisent la propreté, l'hygiène, et ne quittent pas l'île avant que n'ait été établi par l'amendement Platt un protectorat de fait des Etats-Unis (1901). Si des troubles éclatent, la marine et l'armée de l'Oncle Sam auront le droit d'intervenir. Rassurés par cette promesse, les capitalistes américains placent leur argent dans l'île. De grandes compagnies achètent les misérables champs des indigènes à bon compte, en forment de vastes plantations où le prolétariat local cultive pour les banquiers de New-York la canne à sucre et le tabac. Même évolution à Porto-Rico, favorisée là par l'administration directe des Etats-Unis : lutte victorieuse contre les épidémies et la petite propriété paysanne, enrichissement des bailleurs de fonds, misère croissante des autochtones. Il faut attendre quelque temps pour que la présence de l'homme fort produise tous ses bienfaits.

La mer des Antilles doit devenir un lac yankee. Partout des placements américains à protéger, des intérêts annuels à toucher. Partout aussi des gouvernements faibles et peu scrupuleux, incapables de remplir leurs obligations sans une menace suspendue au-dessus de leurs têtes. La diplomatie du dollar va de pair avec celle du coup de massue (*the big stick*). Les Etats-Unis doivent être d'autant plus fermes et vigilants que certaines puissances européennes n'ont pas renoncé encore, semble-t-il, à toute prétention dans cette partie du monde. En 1902, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie veulent forcer le Venezuela à leur payer indemnités et intérêts en retard, bloquent ses côtes, font mine de débarquer. « Halte-là ! Ou vous aurez affaire à l'amiral Dewey ! » aurait, à l'en croire, menacé Roosevelt. Toujours est-il que l'affaire se termina par un arbitrage. L'Amérique latine apprécia cette ferme défense de son intégrité. Le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine, Luis Drago, en profita habilement pour proclamer en principe qu'une puissance européenne n'a pas le droit d'occuper le territoire d'une nation américaine sous prétexte d'obtenir le règlement de sa créance publique. Roosevelt approuva. Les Etats-Unis ne sont pas une puissance européenne. Aussi intervinrent-ils à Saint-Domingue pour y installer un agent financier chargé de contrôler le produit des douanes et d'en distraire les sommes dues à leurs citoyens (1903). Comme la France protestait, Roosevelt força le Gouvernement local à reconnaître le protectorat des Etats-Unis (1905). Les banquiers de New-York s'empressèrent de prêter de l'argent à la nouvelle pupille de l'Oncle Sam.

Entre temps, Roosevelt avait fait un coup de maître. Depuis longtemps l'opinion américaine se préoccupait de creuser un canal qui réunit l'Océan

Atlantique et l'Océan Pacifique. Fallait-il le faire passer par les lacs du Nicaragua ou à travers l'isthme de Panama ? Une Compagnie française venait d'échouer à Panama. Elle cherchait à vendre ses droits. L'ancien ingénieur en chef de l'entreprise, Philippe Bunau-Varilla, réussit à persuader Roosevelt et tous les politiciens de Washington qu'il était de l'intérêt de leur pays de les racheter. L'Angleterre venait de reconnaître aux Etats-Unis le droit de creuser le canal transocéanique, à la seule condition d'y admettre sur le pied d'égalité les navires de guerre et de commerce de toutes les nations. Restait à obtenir l'assentiment de la Colombie, maîtresse du territoire nécessaire. Celle-ci marchande, ergote, finalement refuse. Que faire ? Mettre le Congrès au courant, parlementer, négocier, entasser rapports sur rapports ? Ce n'est pas dans la manière de Roosevelt. Bunau-Varilla lui offre de susciter une révolution à Panama. Parfait ! La flotte américaine empêche la Colombie d'envoyer des troupes et d'écraser la rébellion. Dans la nuit du 3 au 4 novembre 1903, Panama proclame bravement son indépendance. Celle-ci est reconnue par les Etats-Unis trois jours après, et en échange le nouvel Etat ne peut moins faire que de leur céder, moyennant finance, une bande de dix milles de large à travers l'isthme. Le tour était joué.

Peu de comédies-bouffes ont été aussi bien managées que celle-ci. Elle en valait la peine. Le canal de Panama, entrepris dès l'amélioration des conditions sanitaires, achevé en 1914, donnait aux Etats-Unis le contrôle du continent et une place grandissante dans l'Océan Pacifique, en même temps qu'il développa les relations économiques entre l'Est et l'Ouest du pays. Dès 1904, Roosevelt avait annoncé au Congrès, à titre de corollaire de la doc-

trine de Monroe, qu'en cas de malfaisance ou d'impuissance d'un pays voisin, c'était le devoir de la nation civilisée la plus proche d'intervenir ; dans le cas de l'hémisphère occidental, ce rôle ne pouvait appartenir qu'aux Etats-Unis. Autrement dit, la raison du plus fort est toujours la meilleure. L'Amérique Latine n'admit pas cette logique. L'impérialisme yankee en est aux pétulances et rodomontades de la jeunesse. Il découvrira avec l'âge des moyens plus subtils d'aboutir au même résultat.

Pour le moment, l'Océan Pacifique lui réserve des déceptions. Sans doute, les îles Hawaï ont été annexées sans douleur en 1898, mais il n'en est pas allé de même des Philippines. Les indigènes ont lutté contre la domination des Etats-Unis comme jadis contre celle de l'Espagne. Il fallut trois ans et les procédés les plus brutaux pour les soumettre (1898-1901), et se trouver vis-à-vis d'eux dans la même position en somme que l'Espagne naguère vis-à-vis de Cuba. Était-ce bien le signe d'une mission divine sur ces îles ? Un certain nombre de pasteurs méthodistes commencent à en douter, Roosevelt, lui, en demeure persuadé, mais il en attendait davantage, le Pacifique lac américain, ni plus, ni moins. Les Etats-Unis ont beau faire preuve de désintéressement en Chine, ne réclamer aucune concession territoriale, se borner à faire respecter le principe de la porte ouverte à tous : ils n'arrivent pas à y développer leur influence. Le petit Japon, qui a signé le traité victorieux de Portsmouth avec la Russie, en partie grâce à la médiation de Roosevelt, est un monstre d'ingratitude. Il contrecarre tous les projets de chemins de fer ou d'emprunts des Américains en Chine. Leur commerce toutefois se développe. Autant l'expansion des Etats-Unis dans la mer des Antilles paraît facile vers 1908, autant la

situation en Extrême-Orient semble se compliquer. En guise de compensation, Roosevelt se vante d'avoir sauvé la paix de l'Europe en s'opposant aux ambitions de l'Allemagne sur le Maroc, à la Conférence d'Algésiras (1906). C'est la première fois que l'Amérique intervient ouvertement dans les affaires du Vieux-Monde. Ce n'est pas la dernière.

La lutte contre les trusts. — Jamais d'ailleurs elle n'a été aussi prospère. Pour une fois les campagnes ne se plaignent pas, et la vie des fermiers devient plus confortable. L'industrialisation n'en continue pas moins, stimulée par l'arrivée chaque année d'un million de déchets humains de l'Europe centrale et orientale, Slaves, Juifs, Siciliens, main-d'œuvre à bon marché qui grouille dans les taudis de la côte atlantique. Les salaires réels diminuent de 1900 à 1914. Mais les grandes affaires se développent, donnent des bénéfices croissants, se concentrent de plus en plus dans un petit nombre de mains. On compte sept fois plus de trusts en 1904 qu'en 1896 : le cuivre, les fonderies, le tabac, la marine marchande, le pétrole, l'acier, le sucre sont contrôlés par quelques dizaines de capitalistes. Certains États, le New-Jersey surtout, se font une spécialité d'accueillir ces combinaisons d'intérêts, en principe interdites, et de les protéger contre les curiosités vaines.

La grande affaire de l'époque, c'est la formation en 1901 de l'*United States Steel Company*, groupant presque toutes les aciéries du pays. Le roi de l'acier, Carnegie, voulait se donner tout entier à la philanthropie, à la construction de bibliothèques en Amérique et dans le monde entier, et, si possible, à la paix universelle. Il désirait abdiquer, abandonner sa couronne au plus offrant, mais comme jadis Charles II d'Espagne, il n'entendait pas que son

empire fût démembré. Les mines, les hauts fourneaux, les usines, les entreprises qu'il avait péniblement et patiemment réunis devaient rester groupés dans une seule et même société. Seul Pierpont Morgan était de taille à réunir les fonds nécessaires pour cet achat global. Carnegie, plus rusé, plus « Ecossais » que jamais, manœuvra si bien qu'il le força à en passer par ses conditions, très onéreuses, et qu'il réussit à mettre le roi de la finance, sinon sur la paille, du moins en difficulté, mais enfin l'*U. S. Steel* était fondée, et, comme il convient, capitalisée très au-dessus de sa valeur réelle. Les promoteurs de l'affaire ne risquaient rien. Le bon public à la suite eut la chance, cette fois-là, que la production de l'acier se développât au delà de toute espérance. Tout le monde y gagnait. C'était merveilleux.

Les chemins de fer, se moquant de l'*Interstate Commerce Commission*, ne séparaient officiellement leurs gestions que pour les combiner à nouveau par quelque subterfuge inédit. Ils continuaient à favoriser leurs gros clients aux dépens des petits, à plier ainsi telle région ou tel groupe à l'obéissance aux trusts. Les paniques mêmes, comme celle de 1907, favorisaient la concentration des richesses et de la puissance économique. Les entreprises les plus faibles étaient absorbées par les autres, tel le chemin de fer du Tennessee racheté à bas prix par notre jeune amie, l'*U. S. Steel*.

Le moment approchait où deux groupes allaient se partager la direction de toutes les affaires, le groupe Rockefeller et le groupe Morgan. Le premier, maître du pétrole, s'étendait peu à peu également au cuivre, à certains chemins de fer, aux sociétés de gaz et d'électricité. Sa citadelle était la *National City Bank* de New-York. La banque Morgan domi-

nait la plupart des voies ferrées, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance. Le plus beau joyau à sa couronne était le trust de l'acier. Entre ces deux Empires, des combinaisons opportunes, des ententes tacites, plutôt qu'une lutte épuisante et sans fruit. Des quantités de groupements intermédiaires aux ramifications multiples les réunissaient d'ailleurs, tels, dans la forêt équatoriale, deux arbres gigantesques, entourés d'un fouillis d'arbustes, de lianes et de parasites.

L'ère des réformes. — Cependant le grand public commençait à s'éveiller au danger du capitalisme triomphant. Les millionnaires dominant tout, la vie quotidienne de chacun, la politique, l'éducation, la religion même. La démocratie en Amérique n'est plus qu'un vain mot. Des réformateurs sincères, des publicistes ingénieux devinent l'inquiétude, le malaise croissant des petites gens, de la moyenne bourgeoisie. Ils s'unissent dans une vaste croisade contre les abus, les excès, la corruption du système capitaliste. C'est, de 1902 à 1912, l'ère des magazines populaires, *McClure's*, *the American*, des *remueurs de boue*, comme les baptisa Roosevelt, qui, dans leurs articles, leurs enquêtes, leurs romans, dénoncent les escroqueries des compagnies d'assurances et de publicité, les pratiques anti-hygiéniques des abattoirs (*La Jungle*, d'Upton Sinclair, par exemple), des sociétés d'alimentation et de pharmacie, questions pratiques, concrètes, qui intéressent les mères de famille. D'autres s'attaquent aux trusts, font l'histoire de la *Standard Oil* comme Miss Tarbell, de la finance comme Lawson, de la corruption municipale, locale, fédérale, qui, moins cynique que jadis, n'avait jamais été plus répandue. L'opinion publique réclame des réformes. Les socialistes, longtemps confinés aux immigrants

allemands, s'organisent en parti national. Les femmes, particulièrement émues des révélations, le plus souvent exactes, des magazines, demandent le droit de vote. Le Sénat semble la forteresse de la ploutocratie : que ses membres soient élus au suffrage universel, et non par une clique de politiciens professionnels dans chaque Etat !

Roosevelt sent la marée montante. Il est résoluement individualiste et partisan du système capitaliste. Comme tous les bons républicains, il attribue la prospérité des Etats-Unis aux bienfaits conjugués du tarif protectionniste et de la monnaie d'or. Mais le laissez-faire économique répugne à sa nature. Que diable ! Les Américains ne sont pas des Cubains, des Philippins ou des Chinois, pour être exploités pareillement ! Les grandes sociétés l'oublient un peu trop. Il faut leur faire sentir, à elles aussi, l'autorité du coup de bâton salutaire. D'ailleurs, c'est ce que désire la foule.

En 1902, les mineurs de charbon de Pensylvanie sont en grève. Ils demandent à leurs patrons, pantins aux mains de Morgan, de ne travailler que 9 heures par jour et de gagner 20 % de plus. Ceux-ci refusent toute concession, espérant les réduire par la famine. 150.000 travailleurs tiennent bon de mai à octobre, réclamant un arbitrage. Roosevelt offre ses bons offices, Morgan ne veut rien entendre : que les troupes fédérales fassent leur devoir et protègent la propriété contre une coalition illégale ! Les troupes fédérales interviendront en effet, répond Roosevelt, mais pour assurer l'extraction de l'antracite en attendant que vous consentiez à un accord. Morgan cède, les mineurs obtiennent satisfaction partielle, Roosevelt est l'homme le plus populaire des Etats-Unis, celui qui a « eu » l'infâme *Wall Street*. Il est élu triomphalement président des Etats-Unis en 1904.

Les capitalistes ont compris. Il vaut mieux ne pas s'opposer de front à un aussi fichu caractère. Il suffit de feindre l'obéissance et de tourner les lois. C'est la bonne tactique. N'étant plus combattu ouvertement par les financiers, Roosevelt se dresse contre leurs adversaires les plus violents, les accuse de démagogie, de mauvaise foi, de remuer la boue à plaisir. Les mesures que le Congrès a prises à sa demande contre les Compagnies de chemins de fer (Elkins Act en 1903, Hepburn Act surtout, en 1906), les poursuites engagées contre certains trusts (dissolution du *Northern Security Company*, en 1904) peuvent bien gêner ceux-ci et celles-là. Le difficile est de faire appliquer par des tribunaux récalcitrants, par des États souvent complices, une législation compliquée, de démasquer l'une après l'autre les ruses de sociétés ingénieuses qui ont à leur solde les meilleurs juristes de la République.

Le grand public se perd dans les broussailles de cette guerre d'embuscades où l'administration est toujours en retard d'une idée, d'une année et d'une armée. Les résultats n'en sont pas spectaculaires. Roosevelt devine cette lassitude, porte son effort principal vers des résultats limités, mais tangibles, tels que le contrôle fédéral des produits alimentaires et pharmaceutiques (Pure Food and Drug Act, 1906), la réforme des assurances sur la vie, tels aussi que la protection des forêts contre une exploitation abusive, le développement de l'irrigation sur les terres arides de l'Ouest, l'amélioration des voies navigables, bref la mise en valeur rationnelle, sous le contrôle du Gouvernement, des ressources naturelles des États-Unis. Il triomphe, soutenu par l'opinion publique, des résistances intéressées des monopolistes, il pourrait facilement être réélu président en 1908, mais il a promis en 1904 de ne pas se

représenter, et puis il désire changer d'air, aller traquer le fauve dans l'Ouganda pour se reposer de la chasse aux trusts dans la jungle américaine. Il choisit comme successeur un ami personnel, ni trop libéral, ni trop conservateur, le judicieux et courtois William H. Taft, et il part en vacances, sûr que son œuvre est en bonnes mains.

Taft fut incontestablement le plus gros, le plus volumineux président des États-Unis. Il ne fut pas le plus incapable. Excellent homme, plein de bonnes intentions, il se laissa tirailler de droite et de gauche par ses amis. Les uns voulaient qu'il se séparât nettement de la politique de Th. Roosevelt, ne fût-ce que pour montrer quelque originalité : il agit ainsi sur des points de détail et sur des questions de personnes (Affaire Pinchot, par exemple). Les autres attendaient de lui la continuation de la lutte contre les trusts : il ne les déçut pas, fit engager des poursuites contre la *Standard Oil* et l'*American Tobacco* ; ces deux Compagnies furent forcées de se dissoudre, mais se reconstituèrent aussitôt sous un autre masque. La Cour Suprême prétendit au surplus, en 1911, distinguer entre les bons trusts, qu'il fallait tolérer, et les mauvais, seuls voués à une mort légale, généralement suivie de résurrections clandestines. Taft essaya d'autre part d'améliorer la condition des travailleurs (Création d'un ministère du Travail), des enfants employés dans l'industrie, de rendre plus efficace la surveillance des Compagnies de chemins de fer. Il fit voter un 16<sup>e</sup> amendement à la Constitution, établissant un impôt fédéral sur le revenu, malgré les clameurs des banquiers et de leurs journaux.

Somme toute, il avait fait de son mieux pour servir la cause des réformes, mais les résultats de son action n'étaient guère visibles et il ne savait pas les

magnifier par des discours retentissants, des proclamations et des apostrophes passionnées à la manière de Roosevelt. Celui-ci, revenu d'Afrique, fut vexé de voir que ses avis n'étaient plus tous reçus comme paroles d'Évangile à la Maison Blanche. Les démocrates gagnaient du terrain dans l'opinion publique en préconisant une guerre sans merci contre les trusts. Les républicains libéraux, ou « progressistes », comme on disait alors, étaient en train de se grouper en parti indépendant autour du sénateur La Follette, du Wisconsin. Roosevelt rompit avec son ancien protégé, posa sa candidature à la présidence, et évincé par les tours de passe-passe des politiciens républicains, mena les troupes de La Follette à la bataille. Il obtint plus de voix que le pauvre Taft, mais profitant des divisions de l'adversaire, les démocrates firent passer leur candidat, Woodrow Wilson (1912).

Woodrow Wilson. — C'était un professeur de Sciences politiques à l'Université de Princeton, d'une belle rigidité presbytérienne, libéral et démocrate convaincu. Il s'était transformé avec une rapidité surprenante en un homme politique, habile et imposant à la fois. Deux ans après son entrée dans la vie publique, il arrivait à la Maison Blanche. Il voulait y être le champion des petits contre les gros, des faibles contre les forts, des pacifiques contre les violents, et rétablir ainsi la vieille concurrence de l'âge d'or de la République, des temps jeffersoniens où les individus, pratiquement égaux entre eux, rivalisaient de zèle et de vertu civiques, où les États-Unis se montraient aussi jaloux de l'indépendance des autres peuples que de la leur propre. Les circonstances devaient l'amener à développer l'armature de l'État au lieu de la simplifier, à jeter son pays au milieu des guerres et des intrigues de

l'Ancien Monde au lieu de l'en tenir à l'écart, à provoquer autant de déceptions qu'il avait soulevé d'espairs.

Le monde était beau pour les réformistes au printemps de 1913. La lutte contre les trusts reprit de plus belle : le *Clayton Act* prétendit éventer leurs ruses les plus perfides, empêcher toute discrimination de prix entre acheteurs d'un même produit. Une Commission spéciale, la *Federal Trade Commission*, allait veiller à l'application de toutes les lois dirigées contre les monopoles. Les sénateurs seraient désormais élus au suffrage universel. Les fonctionnaires des postes devenaient indépendants des caprices et des exigences des politiciens. Le tarif douanier était notablement abaissé : la concurrence avec les industries étrangères serait salubre aux patrons américains, stimulerait leur ingéniosité, limiterait leurs profits, abaisserait le prix de la vie. Pour compenser la diminution de ressources qui en résulterait pour l'État, un impôt sur le revenu, légèrement progressif (de 1 à 6 %), frapperait les grosses fortunes plus que les modestes, sans toutefois exempter celles-ci, ni accabler celles-là. Ni démagogie, ni favoritisme : la pure lumière de la Justice.

Restait le repaire de la ploutocratie, *Wall Street*, autant dire la maison Morgan, contrôlant en souveraine invisible et présente tout l'argent et tout le crédit du pays, comme venait de l'établir le rapport du Comité Pujo (1913). Comment lui enlever la haute main sur la monnaie et l'escompte, et en même temps donner au volume de celles-ci la souplesse, l'élasticité désirables ? Le *Federal Reserve Act*, du 23 décembre 1913, prétendait résoudre d'un coup ces deux problèmes capitaux. Il ne fit en réalité que les compliquer, mais il n'en a pas moins eu une influence primordiale sur l'économie américaine.

Les Etats-Unis étaient divisés en 12 districts financiers : dans chacun d'entre eux, une banque fédérale de réserve avait pour fonction de garantir les opérations des banques nationales en réglant leurs crédits et en émettant du papier-monnaie suivant les circonstances. A Washington, un Conseil fédéral de réserve, formé de deux hauts fonctionnaires, le secrétaire et le contrôleur du Trésor, et de six membres nommés par le président, surveille l'ensemble du système, et en détermine les directives. Il peut en particulier émettre, outre les billets garantis par les valeurs d'Etat en sa possession, d'autres encore, basés sur les traites commerciales à court terme, ce qui lui permet de faire varier la quantité des dollars en circulation selon les nécessités des affaires.

Telle était, du moins, l'anticipation optimiste des promoteurs de cette organisation. L'expérience allait bientôt montrer qu'une arme, au sens littéral du mot, formidable, était mise ainsi entre les mains d'hommes qui, touchant à la fois à la politique et à la finance, pouvaient avec raison s'estimer au-dessus de tout contrôle. Ils devenaient maîtres de fixer à tout moment le volume du crédit, non pas d'après des réalités tangibles, concrètes, telles que la valeur de leur encaisse-or, la prospérité du pays, les besoins de la consommation et de la production, mais d'après leurs prévisions personnelles, leurs calculs abstraits, leurs spéculations ou leurs fantaisies. Sans l'expansion gigantesque de crédit à laquelle les financiers entraînaient les politiciens, leurs esclaves, de 1921 à 1929, la crise dont les Etats-Unis ne sont pas encore sortis n'aurait pas pu être aussi étendue. En 1913, le premier mouvement des banquiers fut d'aboyer à cette nouveauté dont ils n'entrevoyaient pas tout le parti qu'ils allaient tirer. L'opinion

publique se félicita de leur mauvaise humeur. Wilson avait bien visé, il les avait touchés au vif.

De même que la situation intérieure de la République, ses rapports avec les puissances étrangères, proches et lointaines, semblaient pleins de promesses. Dans la mer des Antilles, les Etats-Unis, purs de toute intention de conquête, étaient bien forcés de surveiller les agissements de gouvernements trop souvent oublieux de leurs devoirs. Il avait bien fallu à Cuba, en 1912, protéger les plantations, les mines, les usines de grandes sociétés américaines, contre une révolte des noirs, et débarquer de l'infanterie de marine : l'ordre régna à La Havane. La République de Saint-Domingue avait reçu, sans même avoir à le demander, 20 millions de dollars de la banque Kuhn, Loeb & Cie, de New-York, et il était naturel qu'elle dût être soumise de ce fait à un contrôle de ses finances et de ses douanes, plus naturel encore que le contrôle s'étendît dès 1912 à sa vie politique, et, par exemple, au choix de ses présidents. Sa voisine Haïti avait repoussé longtemps, avec une obstination de mule, les prêts que lui avaient proposés les banques américaines. Elle commençait enfin à ne plus boudier son plaisir, mais elle ne comprenait pas encore quels avantages elle trouverait à conclure avec les Etats-Unis une convention semblable à celle de Saint-Domingue, et il était à craindre que seule une intervention militaire pût lui ouvrir l'esprit.

Bagatelle ! L'essentiel pour le président Wilson était de guider sur la voie du progrès et du libéralisme les peuples dignes de collaborer avec le pays de la Déclaration d'Indépendance. Le parti démocrate qui l'avait porté au pouvoir réclamait depuis 1900 l'indépendance des îles Philippines. Il ne s'agissait pas, bien sûr, de la leur accorder aussitôt, mais de

ménager une transition prudente par le moyen d'une autonomie sans cesse moins limitée. Au Mexique, la tyrannie du vieux Diaz, devenu d'ailleurs le protecteur des pétroliers britanniques, s'était heureusement terminée en 1911, et le Gouvernement du sage Francisco Madero lui avait succédé, Madero, l'ami de toutes les libertés modernes et des pétroliers américains par surcroît. Mais en février 1913, cet homme de bien est renversé et assassiné par Huerta, réactionnaire et anglophile. Le président Wilson se refuse à reconnaître ce gouvernement criminel. Il réussit à en détacher la Grande-Bretagne, et en avril 1914, profitant du premier prétexte venu, il fait occuper le port de Vera-Cruz. Surprise et protestations de ses amis pacifistes et anticapitalistes. Ne faut-il pas cependant venger la morale outragée ? Huerta s'effondre, Carranza le remplace et contente les Américains, mais un de ses lieutenants, Villa, se révolte contre lui, et dans sa folie va tuer des citoyens des Etats-Unis au delà de la frontière (mars 1916). Cette fois, impossible de rester impassible. Le général Pershing envahit le Mexique et bat la campagne à la recherche de Villa. Il ne l'avait pas encore déniché quand les Etats-Unis se trouvèrent sur le point de s'engager dans une entreprise infiniment plus grave.

La guerre mondiale et les Etats-Unis. — Une guerre avait en effet éclaté en Europe au début du mois d'août 1914, à la grande surprise et indignation des Américains. Que des nations civilisées aillent instruire leurs voisines moins avancées des beautés du crédit et des mérites de l'hygiène, et qu'elles doivent appuyer ces leçons salutaires de la voix des canons, c'est normal, et même, dans l'hémisphère occidental, méritoire. Mais cette lutte à mort entre l'Allemagne et l'Autriche d'une part, la Grande-

Bretagne, la France, la Russie, bientôt l'Italie, de l'autre, comment concevoir une telle démesure, alors que des millions de fils de ces nations vivent côte à côte en paix en Amérique ! Autant de raisons pour les Etats-Unis d'observer une stricte neutralité. C'est l'intention du président Wilson, c'est plus encore celle de son secrétaire d'Etat, le vétéran démocrate Bryan, qui aime la paix autant qu'il méprise l'Europe, ce qui n'est pas peu dire.

Les puissances belligérantes ne tardèrent pas à compter sur les Etats-Unis pour leur fournir les ressources de toutes sortes nécessaires à la continuation de la guerre. L'Allemagne, faute de capitaux et surtout de communications maritimes sûres, ne pouvait pas en espérer grand secours. L'Angleterre, au contraire, maîtresse de la mer, jouait de la communauté de langue, de civilisation, de race même, en partie, avec la grande République américaine. Le moment arriva vite où elle et ses alliés eurent besoin de crédits pour couvrir leurs achats massifs. La banque Morgan demanda à ce sujet l'avis de Washington. Bryan s'y opposa fermement. Wilson soutint d'abord son collaborateur, puis changea d'avis. Ces commandes de l'Europe arrivaient fort à propos pour ranimer les affaires somnolentes, pour épargner au pays une dépression économique. Après tout, les sympathies de la plus grande partie de la population, sensible à une propagande habile et intarissable, allaient incontestablement à la Grande-Bretagne et à ses alliés, tous peuples démocratiques à l'exception de la Russie tsariste. Le Gouvernement américain ferma les yeux sur les crédits consentis par les banques, puis autorisa l'émission d'emprunts alliés aux Etats-Unis. Bryan s'en alla, remplacé par l'anglophile Lansing. Dès lors, la participation à la guerre était presque fatale,



ne fût-ce que pour garantir les sommes de plus en plus fortes prêtées à l'Europe occidentale par la plupart des Américains moyens.

De multiples incidents, provoqués par le blocus anglais comme par l'activité des sous-marins allemands, précipitèrent les choses. Les États-Unis protestaient bien avec une égale véhémence à Londres et à Berlin contre les atteintes portées à leurs droits de neutres, mais leur ambassadeur auprès de la Cour de Saint-James, aidé du colonel House, le principal conseiller de Wilson en la matière, veillait à ce que rien de sérieux ne fût fait contre la Grande-Bretagne, tandis que les relations avec l'Empire allemand devenaient plus tendues. L'ensemble du pays cependant restait attaché au maintien de la neutralité. Aux élections de 1916, ni Wilson, ni son adversaire républicain, le juriste Hughes, ne prirent d'attitude nette quant à la guerre. Des deux candidats, le président sortant passait pour le moins disposé à y prendre jamais part. Réélu, à une très faible majorité, grâce au vote de la Californie, il essaya d'abord en vain d'amener les puissances ennemies à négocier, puis il s'opposa nettement à la reprise par l'Allemagne de la guerre sous-marine sans limites, et rompit avec elle les relations diplomatiques (février 1917). La cause des alliés semblait très compromise, sinon perdue. Les banquiers de New-York et leurs clients craignaient pour leurs placements autant que pour le sort de la démocratie. La révélation d'intrigues germaniques au Mexique et la révolution russe arrivèrent à point pour triompher des hésitations de l'opinion publique. Wilson amena le Congrès à déclarer la guerre à l'Allemagne le 4 avril 1917.

Il réussit à persuader à ses compatriotes qu'il les lançait dans une grande croisade pour assurer le

bonheur et la paix éternels de l'humanité. Du coup les réformes intérieures sont perdues de vue. Pleins pouvoirs sont donnés au président pour mobiliser toutes les forces de la nation. Il prend la direction des chemins de fer et de la marine marchande, règle les fabrications des usines, réduit la consommation domestique du blé et de la viande, fait taire et emprisonne les opposants et les suspects, lève 3 millions d'hommes dont 2 furent envoyés en France sans la perte du moindre transport. Bref, dès le printemps 1918, les Américains étaient en mesure de donner un appui solide, décisif, à leurs associés. Le général Pershing tenait à être à la tête d'une armée nettement distincte. Les circonstances le forcèrent à accepter le commandement unique du général Foch et à répartir ses troupes parmi celles des alliés. Elles firent preuve de beaucoup de courage et d'allant, arrêterent l'ennemi à Château-Thierry (18 juillet 1918), et par leurs attaques de septembre-octobre entre Meuse et Argonne, contribuèrent à le contraindre à l'armistice du 11 novembre 1918.

Dès le mois d'octobre 1918, les Allemands avaient essayé de négocier, et Wilson avait formulé 14 propositions qui devaient servir de base à l'établissement de la paix. Il tenait en particulier à celle qui prévoyait, une fois réglés les conflits territoriaux suivant la volonté des peuples, la formation d'une association de nations veillant au maintien de l'indépendance et de l'intégrité de chacune d'entre elles. Accueilli avec enthousiasme à son arrivée à Paris (déc. 1918) il dut compter, au cours des pourparlers, avec les intérêts particuliers de ses associés, qui lui reprochaient, non sans raison parfois, de regarder de haut les éternelles difficultés de l'Europe. La paix de Versailles, imposée à l'Alle-

magne le 28 juin 1919, ne satisfaisait ni la vaincue, ni aucun de ses vainqueurs. Un projet de Société des Nations y était incorporé. L'opinion américaine, travaillée par les adversaires politiques de Wilson, déçue de ne pas voir la Justice et la Concorde régner sur la terre, ne voulait plus rien avoir de commun à faire avec l'Europe. Le Sénat refusa de ratifier le traité de Versailles (novembre 1919). A cette date, désespéré de la ruine de ses espérances, le sauveur de la démocratie n'était plus qu'un paralytique, renié par son propre parti, par ses amis de jadis, les pacifistes, et de naguère, les nationalistes. L'homme qui avait voulu apporter la paix et le bonheur au monde, et qui avait laissé triompher l'esprit de lucre et de domination dans son pays comme ailleurs, mourut presque oublié en 1924.

L'ère de la « prospérité ». — En 1920, les républicains avaient facilement fait élire à sa place le premier politicien venu, le faible et souriant Harding. L'Amérique sortie enrichie de la guerre mondiale, ou, du moins, surindustrialisée, et créditrice d'une vingtaine de milliards de dollars aux nations étrangères, dettes de guerre non comprises, se donne tout entière aux affaires et aux plaisirs. Un petit krach, inévitable, en 1920, puis la production s'adapte à des besoins nouveaux. A la place de canons et de munitions, les usines fabriquent en grande série des millions d'automobiles et d'appareils électriques, depuis l'aspirateur et le frigidaire jusqu'à la dernière invention, la radio. La vie devient plus facile aux ouvriers : salaires élevés, heures de travail moins nombreuses. La plupart d'entre eux s'embourgeoisent, roulent en voiture pour aller à leur travail ou, le samedi venu, à la campagne, envoient leurs enfants à l'école supérieure, voire au collège, à l'Université, achètent à bon compte ou même

reçoivent gratis des actions de leur société, passent leurs soirées au cinéma, et en oublient d'adhérer à un syndicat. A quoi bon ? Tout n'est-il pas pour le mieux dans la meilleure des Amériques possibles ?

Les bourgeois proprement dits, les capitalistes de toute grandeur, ne peuvent que montrer le même optimisme. Les affaires se développent sans peine, l'argent circule que c'en est un tourbillon, les gains élevés des uns et des autres provoquent des achats nombreux, qui provoquent une production de plus en plus abondante, qui elle-même provoque à la fois des salaires plus forts et des prix de revient moindres. D'où achats encore plus nombreux, production encore amplifiée, bénéfices décuplés, coûts de fabrication de plus en plus réduits, et ainsi de suite, et ainsi de suite, jusqu'au Paradis retrouvé, où tous et chacun nageront dans la plénitude béatifique. Mais, au fait, le Paradis, n'est-ce pas déjà l'Amérique de 1922 à 1929, pour ses 110 millions d'habitants ?

Certains esprits chagrins seraient peut-être capables de le nier. A les en croire, les cultivateurs ne participent pas à l'allégresse générale. Les cours des denrées se sont écroulés par suite de la concurrence des pays neufs et de l'appauvrissement de l'Europe. Le tarif barre toujours la route aux produits industriels étrangers à bon marché. Aussi beaucoup de petits propriétaires succombent sous les hypothèques, vendent leur ferme et deviennent tenanciers de quelque lointain capitaliste. Ces oiseaux de malheur signalent également des salaires de famine et trop de chômage dans l'industrie textile et dans celle du cuir. Auraient-ils raison sur tel ou tel point de détail que leur attitude critique n'en serait pas moins inadmissible. Un bon Américain, un Américain normal, un Américain 100 %, ne voit que le bon côté des choses, sûr qu'il est que les menues

imperfections sont vouées à disparaître d'elles-mêmes. Seuls affectent le mécontentement les ennemis sournois de nos libres institutions, ces esprits forts, ces radicaux, ces rouges pour tout dire, que les patriotes du *Ku Klux Klan* ressuscité et les vétérans de la Légion américaine ont bien raison de pourchasser quand le Gouvernement n'a pas pris soin de leur rendre impossible toute activité suspecte. La tendance n'est plus, comme dans la génération précédente, à dénoncer des abus, à réclamer des réformes, mais au contraire à se féliciter de vivre à une époque aussi fortunée.

Un seul sujet de discussion possible, la prohibition des boissons alcooliques, déjà appliquée depuis longtemps dans la plupart des Etats campagnards du Sud et de l'Ouest, devenue une interdiction fédérale en vertu du 18<sup>e</sup> amendement à la Constitution et de la loi Volstead (1919). Tout liquide contenant plus de 0,5 % d'alcool est prohibé sur le territoire de l'Union, les vins les plus légers, les bières les plus innocentes aussi bien que le whisky et le rhum. Voilà à quoi avait abouti une propagande effrénée, menée par les églises protestantes, soutenue par les patrons. Moins les ouvriers boiront, et mieux ils travailleront, consommeront et épargneront.

Les gens des villes ne veulent pas accepter de telles restrictions. La mode est de boire plus que jamais. Le plaisir du breuvage défendu fait surgir une armée de fraudeurs qui distillent eux-mêmes des jus de fruits pour leur consommation personnelle, ou qui importent du Canada, de l'Europe, toutes les boissons possibles. Les pauvres se contentent d'alcools doux, faits Dieu sait comme. Les riches peuvent se payer les meilleures marques. La loi est ouvertement violée dans tous les grands centres sous l'œil complice des municipalités et des polices locales, même

et surtout à Washington, où il n'est pas rare de rencontrer les plus hauts personnages de l'Etat, ministres, sénateurs, défendant, un verre toujours rempli à la main, les mérites de la prohibition. Bref, cette farce assez lourde, qui habitait la jeunesse à l'alcoolisme et au mépris des lois et qui entretenait grassement des bandes d'apaches et de fonctionnaires complices, dura une bonne douzaine d'années. Tous les gens de bon sens reconnaissaient l'échec de la « noble expérience », mais quel politicien aurait osé risquer sa carrière en prenant ouvertement parti contre les pasteurs et les vieilles filles de la libre Amérique ?

Le 18<sup>e</sup> amendement a d'ailleurs l'avantage de détourner les esprits de problèmes plus graves. L'opinion ne se préoccupe plus de ses cauchemars de naguère, les trusts, les chemins de fer, Wall Street. Jamais les affaires n'ont été concentrées en moins de mains. Aux monopoles anciens, et toujours efficaces sous des apparences variées, se sont ajoutés ceux de l'énergie électrique, des produits alimentaires, des communications, et même du commerce de détail, par le système des chaînes de boutiques se déroulant à travers le continent. Les banques fusionnent avec amour, et tombent pour la plupart sous l'autorité de la *Chase National Bank*, de New-York, elle-même dominée par la maison Morgan. La Cour Suprême interprète les lois contre les trusts de la manière la plus favorable aux intéressés, refuse de dissoudre l'U. S. Steel Corporation, respecte pieusement les monopoles tant soit peu camouflés.

Les « holdings » se multiplient. Elles ne possèdent rien, sinon des paquets d'actions de sociétés d'une même industrie, qu'elles peuvent ainsi contrôler. Elles sont elles-mêmes bientôt absorbées par des surholdings et superholdings, châteaux de cartes,

ou plutôt de titres, richesses fictives, dont personne n'oserait mettre en doute la solidité. Les cours montent sans cesse. Il suffit d'acheter n'importe quelle valeur pour avoir au moins doublé son capital l'année suivante. Le Federal Reserve Board émet, bien entendu, les dollars nécessaires à l'enrichissement des banquiers, des promoteurs d'affaires, de leurs démarcheurs, agents de publicité et même simples clients. Il faut bien que les facilités monétaires varient suivant les besoins de l'économie nationale.

Dans cette course universelle à la fortune et au plaisir, une main sur le volant de la Ford nationale, et dans l'autre un flacon de whisky, un œil sur la route, et l'autre sur votre épouse d'aujourd'hui ou de demain (les divorces sont si bien portés !), une oreille aux bruits du nouveau moteur et l'autre au dernier « jazz » de la radio, comment s'occuper encore de politique ? Les politiciens y suffisent, et d'ailleurs, en bons disciples du libéralisme économique qu'ils sont, ils interviennent le moins possible dans le jeu des lois de la nature et de la finance. Ils ont cependant bien fait de fermer le Paradis retrouvé aux immigrants indésirables des autres continents. En 1921 d'abord, puis en 1924, ils ont poussé la porte de plus en plus. Seuls peuvent encore se faufiler quelques dizaines de milliers d'Anglo-Saxons, d'Allemands, d'Irlandais, tous Nordiques en somme et respectables, rapidement assimilables à leurs millions de semblables en Amérique. Les Latins, les Slaves, les Juifs, qui menaçaient vers 1910 de recouvrir faubourgs et villes de leur tumulte et de leur crasse, sont désormais exclus presque aussi radicalement que les Japonais ou les Chinois. Les noirs demeurent, hélas ! compacts dans le Sud, groupés en quartiers peuplés autour des grands centres industriels du Nord, mais si leur natalité

est plus forte que celle des blancs, leur mortalité l'est aussi. En dépit de certains agitateurs, leurs progrès sont lents, leurs prétentions modestes, et la plupart d'entre eux s'accommodent de l'existence à part, et inférieure, où la Providence les maintient.

Le reste de la terre importe peu. Les curieux peuvent aller y passer leurs loisirs à bon compte, s'étonner et s'attendrir à la fois de la lenteur des primitifs de l'Ancien Monde. Les capitalistes philanthropes leur prêtent de l'argent, y montent des entreprises américaines, essaient de les éduquer à la vie moderne et aux achats d'outillage indispensable à faire aux États-Unis. Ils sont plus ou moins bien récompensés de leur dévouement. L'Europe, sauvée du Moyen-Age germanique par les soldats de Pershing, ne parle plus que de l'oncle Shylock, refuse de payer ses dettes de guerre, ou le fait avec une lenteur et une mauvaise volonté sans pareilles. La question cependant est bien simple. Comme l'a dit le sage et laconique président Coolidge : « Ils ont reçu l'argent, n'est-ce pas ? Qu'ils le rendent ! » En tous les cas, n'allons pas nous mêler à leurs querelles de crabes à propos des réparations dues par l'Allemagne ou de la Société des Nations. Les seuls arrangements internationaux qui peuvent intéresser les États-Unis sont ceux qui tendent à limiter les armements sur mer, à condition, bien entendu, qu'ils leur laissent une marine au moins égale à celle de la Grande-Bretagne (Conférence de Washington, 1921), à maintenir la porte ouverte en Chine (Traité des Neuf Puissances, 1922), ou à bannir la guerre, cette horreur (Pacte Briand-Kellogg, 1927). Bien entendu, nous nous réservons le droit d'exercer notre mission protectrice en Amérique, à Haïti, à Saint-Domingue, au Nicaragua, et partout où l'ordre risque d'être troublé, et les placements américains

d'être mis en danger. Cuba appartient en fait à la *National City Bank*, de New-York, dont le délégué, le président Machado, mérite d'être soutenu contre la majorité de ses compatriotes. Le Mexique est plus remuant, mais grâce à Dieu, une intervention militaire, toujours coûteuse, vient d'être évitée par la diplomatie d'un partenaire de la maison Morgan, nommé ambassadeur pour la circonstance (1927).

La politique intérieure présente encore moins de difficultés. Harding, sans doute, laissa trop faire ses amis, et l'on put se croire revenu à l'époque de Grant : le Service des Vétérans, la vente des biens confisqués à l'Allemagne, l'application de la loi de prohibition, l'usage des réserves navales de pétrole surtout, donnèrent lieu à une belle série de scandales qui éclaboussèrent ou même envoyèrent en prison des ministres et hauts fonctionnaires de l'entourage du président. Les maladroits ! D'opportuns achats en Bourse ne leur suffisaient-ils pas pour s'enrichir ? En tous les cas, Harding eut le bon goût de mourir prématurément, et le vice-président Coolidge lui succéda (2 août 1923). Voilà l'homme qu'il fallait, le type même du colon de la Nouvelle Angleterre, le descendant des pères pèlerins du *Mayflower*, travailleur, économe, silencieux et effacé comme eux, craignant Dieu et la moindre dépense inutile de parole ou d'argent, politicien modèle, toujours d'accord avec la majorité de son parti et les puissances dominant la République. Il était devenu célèbre, comme gouverneur du Massachusetts, en réprimant avec énergie la grève de la police. Promu président, et prolongé dans cette dignité en 1924 malgré la dissidence de l'éternel La Follette, candidat malheureux de tous les songe-creux, libéraux, progressistes, socialistes, vulgaires mécontents du pays, Coolidge s'appliqua à diminuer les dépenses

publiques, à réduire la dette fédérale d'un bon tiers, et à ne rien faire ni laisser faire qui pût gêner le libre développement de la prospérité et des affaires, et cela avec ce bon sens paysan, cette allure raide et narquoise à la fois, cette indifférence au ridicule, qui lui valurent une popularité inouïe et presque une réputation d'originalité dans une nation agitée, dépensière et pétaradante comme était l'Amérique de son temps, de l'« ère coolidgienne », comme disent déjà les historiens. Quiconque n'a pas vécu alors, rabâchent les pères d'aujourd'hui à leurs enfants, ignorera toujours la griserie de vivre. Cher Coolidge !

Qui aurait dû lui succéder en 1928, sinon lui-même ? Mais il avait choisi de ne pas se représenter, et ce n'est certes pas son ministre du Commerce, Herbert Hoover, qui chercha à lui forcer la main. N'était-il pas lui-même le candidat rêvé ? Fils d'un fermier de l'Iowa, il s'était vite enrichi comme ingénieur des mines et promoteur de sociétés financières à travers le monde. Il avait fait reconnaître de tous, pendant la guerre, ses qualités d'administrateur, qui lui valurent de diriger depuis 1921 le ministère du Commerce. Bon disciple de l'école de Manchester, il avait laissé faire industriels et financiers. Aussi eut-il leur soutien. Son adversaire, le New-Yorkais Alfred Smith, politicien habile et honnête, plaisait aux foules des grandes villes par ses airs de gavroche, et aux libéraux par les réformes qu'il avait introduites dans l'Etat de New York, mais il avait contre lui d'être catholique et ouvertement « humide ». Du coup, il perdit la moitié des Etats du solide Sud, et Hoover fut élu (novembre 1928). L'affaire Amérique était aux mains d'un technicien éprouvé. Plus que jamais l'avenir était assuré.

## CHAPITRE V

## LE PARADIS MENACÉ (1929-1946)

Les débuts de la nouvelle présidence justifièrent l'attente de la nation. Les valeurs en bourse continuèrent vaillamment leur ascension verticale, atteignant des sommets inouïs. Le « Grand Ingénieur » installé à la Maison Blanche témoigna aussitôt de son intérêt pour les cultivateurs en formant un Conseil pour la vente des produits agricoles, destiné à relever leurs cours (juin 1929), et il n'oublia pas davantage les ouvriers et les industriels en présentant au Congrès un projet de tarif douanier plus protecteur encore que le précédent, le record du genre. Cet été-là, tout le monde partit de bonne humeur en vacances.

La catastrophe économique de 1929. — Soudain, le 5 septembre 1929, une vague de baisse secoua Wall Street. Simple caprice, sans doute, de quelques spéculateurs, avides de réaliser leurs bénéfices. Le marché retrouvait son équilibre, lorsque, fin septembre et début octobre, de nouvelles chutes de la cote finirent par inquiéter les spécialistes : la spéculation était allée trop loin ; une crise était en vue. Dès que ces mauvaises nouvelles se répandirent, ce fut une avalanche d'ordres de vente venus des quatre coins du monde et s'abattant sur New-York. Les cours s'effondrèrent. En vain six des plus grands banquiers se réunirent-ils le 24 octobre chez Morgan et procédèrent-ils à des achats spectaculaires : ils y

gagnèrent à peine un répit de quelques jours, le temps, disent les mauvaises langues, de se débarrasser de leurs titres sans trop de pertes. Le 29 octobre, ce fut la débâcle, la course à l'abîme. Pendant quatre ans, la baisse devait se poursuivre, coupée de brefs arrêts, de reprises éphémères, savamment exploitées par les habiles pour passer leurs actions à un public encore crédule. Ces cascades de déceptions et d'espérances finirent par ruiner le moral aussi bien que les avoirs des Américains.

Un grand peuple qui s'était cru riche se réveillait de son rêve, assis sur un tas de papiers sans valeur, incapable de payer ses dettes, d'acquitter l'achat fait à crédit de l'auto, du mobilier, de la maison familiale, incapable même souvent de trouver du travail, et d'éviter de mourir de faim. Les entreprises faisaient faillite par milliers. Celles qui résistaient encore réduisaient leur personnel en même temps que leur activité. Personne n'était sûr du lendemain. Chaque soir, la mère de famille épiait l'allure de son mari : était-il sombre, de mauvaise humeur, ça y était ! il avait perdu le gagne-pain des siens ! Des grandes comme des petites villes, des bourgs et des villages, des bandes de chômeurs se réunissaient en une immense armée. En pleine ère coolidgienne de prospérité, ils étaient déjà 2 millions, sur une population totale de 115. Ils devenaient 3 millions en avril 1930, 4 en octobre 1930, 7 en oct. 31, 11 en oct. 32 pour atteindre 12 à 13 millions au début de 1933, plus du dixième de la population totale, femmes et petits enfants compris.

Dans les campagnes les revenus des fermiers, déjà très insuffisants à l'époque de Coolidge, trouvaient moyen de baisser encore d'un tiers entre 1929 et 1932. Les faillites des banques, des chemins de fer, de certaines grandes entreprises d'électricité et

de placements immobiliers, sans parler de celles des pays étrangers, comme l'Allemagne, taillaient des coupes sombres dans les revenus de la bourgeoisie. Partout la gêne, souvent la misère ; les villes, les gouvernements locaux, les organisations privées débordées de demandes urgentes de secours ; les longues queues à la porte des soupes populaires dans les faubourgs, le désarroi dans les esprits et dans les cœurs.

A qui s'en prendre dans le malheur commun ? Au Gouvernement, bien sûr, aux financiers, aux agioteurs, aux peuples d'Europe dont les dissensions stupides avaient provoqué la crise, à l'accumulation des profits industriels et commerciaux en un petit nombre de mains, incapables de les dépenser et les investissant dans des entreprises nouvelles et inutiles, à l'excès de concurrence d'après les uns, à la domination de monopoles égoïstes d'après les autres : chacun avait sa théorie, et aucune de ces diverses explications n'était entièrement fausse. Aucune non plus n'améliorait en rien la situation qui allait chaque jour s'aggravant. L'optimisme des premiers mois, le stoïcisme encore enjoué des deux années suivantes, faisait place vers mai 1932 à une rage contenue, mais déjà sensible dans les masses ouvrières, spécialistes et manœuvres confondus pour une fois dans la même misère.

Il fallait agir, et agir vite. Chacun se tournait vers le président comme vers le Sauveur. Le Grand Ingénieur n'avait ni voulu, ni prévu cela. Il en restait confondu. Pendant longtemps, il espéra contre toute vraisemblance qu'il ne s'agissait que d'une « dépression » passagère, d'une épreuve finalement bienfaisante : la prospérité était là, au prochain coin de rue, attendant le résultat de nos efforts ou même, tout bonnement, de notre patience.

Mais, à chaque carrefour, on ne voyait que des

chômeurs, essayant de vendre 5 cents aux passants des pommes qu'ils avaient achetées 2 ou 3 cents. Cette solution, visiblement, ne suffisait pas. Hoover, convoqua experts sur experts, mit sur pied un programme de travaux publics, et décida de porter secours aux grandes affaires, qui, à leur tour, soutiendraient les petites. Le Gouvernement, par l'intermédiaire de la *Reconstruction Finance Corporation*, fit de larges avances aux banques, aux chemins de fer, aux exportateurs de produits agricoles. Ces prêts ne furent d'aucun effet sérieux.

Les politiciens commencèrent à s'agiter. Les démocrates obtinrent la majorité à la Chambre des représentants, et menèrent à partir de 1930 la vie dure au président. Les chefs républicains n'aimaient guère davantage cet administrateur, ce technicien habitué à commander, maussade, lointain, têtue, exaspéré par les solutions verbales qu'ils lui proposaient, furieux plus encore de ne rien trouver de mieux par lui-même. Ses rares initiatives étaient dénaturées. Prêtait-il de l'argent aux grosses sociétés ? Il ne s'intéressait donc qu'aux millionnaires. Obtenait-il de l'Europe un moratorium d'un an sur toutes les obligations intergouvernementales, réparations dues par l'Allemagne, dettes des alliés aux Etats-Unis (juin 1931) ? Comme toujours, les Américains allaient payer pour les fautes des autres. S'opposait-il à des secours directs à distribuer aux chômeurs ? Il n'avait pas de cœur. Laisait-il passer une loi accordant aux ouvriers le droit de conclure des contrats collectifs (mars 1932) ? Il flirtait avec le bolchevisme. Protestait-il contre l'occupation de la Mandchourie par le Japon (janvier 32) ? C'était bien le moment de se soucier de l'Extrême-Orient. Bref, qu'il fit quelque chose ou qu'il ne fit rien, l'infortuné Hoover était sûr d'être critiqué, méprisé, méconnu.

Le Président n'en gardait pas moins confiance dans le libéralisme économique et les mérites de l'initiative individuelle. Il ne voulut même pas admettre que l'Etat exploitât directement les sources d'énergie de la vallée du Tennessee. Dans l'ensemble comme dans le détail, il était incapable de s'adapter au cauchemar qu'il subissait passivement.

L'élection présidentielle de novembre 1932 approchait. Hoover demanda sa réélection avec l'enthousiasme d'un chien battu, plaidant les circonstances atténuantes, présentant de vagues et diffuses promesses de réformes, et prédisant que si ses adversaires l'emportaient, l'herbe pousserait bientôt dans les grandes rues de toutes les villes d'Amérique. Les démocrates, sûrs d'avance du succès, n'avaient qu'à éviter toute maladresse en fuyant les précisions inopportunes. Les programmes des deux partis rivalisaient de flou dans leurs grandes lignes, mais quel contraste entre les deux candidats ! En face d'un pauvre homme, ennuyé et ennuyé, un charmeur au sourire toujours prêt, à la voix persuasive que la radio portait à des dizaines de millions d'auditeurs comme s'il se fût adressé à chacun d'entre eux au coin du feu.

Franklin Delano Roosevelt. — Franklin Delano Roosevelt, plus encore que son cousin Théodore, était un aristocrate de naissance, de goûts et d'éducation : même hérédité hollandaise, mêmes études à Harvard, moins de véhémence et plus de souplesse. Attiré de bonne heure par la politique, il s'était fait remarquer, dans l'Etat de New-York, par son amour des réformes moins encore que par sa puissance de séduction. Sous-secrétaire d'Etat à la Marine pendant la guerre mondiale, candidat démocrate à la vice-présidence en 1920, il avait devant lui une belle carrière, quand une soudaine attaque de

paralysie sembla lui fermer toute vie active. Son énergie triompha de son infirmité. Quelques années plus tard, en 1928, il succédait à Alfred Smith comme gouverneur de New York, et réussissait presque à le faire oublier. En 1932, le parti démocrate n'avait guère hésité à le désigner pour la présidence.

Avant comme après son élection, Roosevelt fit toujours preuve du même don d'attirer les sympathies, de désarmer les inimitiés, de gagner les uns et les autres par un subtil dosage d'audace et de prudence, de gestes provoquants et de mesures de bon sens. Très indépendant au fond et n'en faisant qu'à sa tête, il savait dissimuler son jeu et prêter l'oreille aux projets les plus opposés. Gardé à droite et à gauche par des amis fidèles prêts à subir les rebuffades nécessaires, il pouvait, le moment voulu, choisir la direction convenable, composer, balancer, remplacer certains conseillers par d'autres, après un pas aventureux s'arrêter ou même battre en retraite, et toujours surprendre l'adversaire, avec une aisance souveraine et ce sourire vainqueur qui assurait chacun de sa sympathie particulière. Tout lui réussit, et jusqu'à sa maladie. Ce bonheur continu ne fut pas le moindre élément de sa puissance. Moins facile à circonscrire, plus élusif qu'un Washington ou qu'un Jefferson, qu'un Jackson ou qu'un Lincoln, plus adroit et au fond plus tenace que son cousin Théodore, il combina des qualités généralement contradictoires, la volonté et l'apparent abandon, la bonhomie et la distinction, la netteté de conception et la sinuosité d'allure, les inspirations de l'homme d'Etat et les manœuvres du politicien.

Candidat, il ne s'écarta guère des généralités capables de lui gagner le plus de suffrages possibles. Sur deux points seulement, il se prononça avec plus de force qu'il n'était prévu. Aux gens des villes,



chez qui le chômage n'avait pas diminué le goût de l'alcool, bien au contraire, il promit de faire annuler le 18<sup>e</sup> amendement. Les campagnards se préoccupaient surtout de la vente de leurs récoltes surabondantes : il adhéra explicitement à un plan de limitation des cultures avec indemnités gouvernementales correspondantes. Il fut élu comme nul président ne l'avait encore été, emportant la majorité dans 42 États sur 48, et près de 23 millions de suffrages populaires contre près de 16 à Hoover et 1 aux candidats socialiste et communiste réunis.

Les quelques mois qui le séparaient du pouvoir achevèrent de préparer le pays à le suivre sans hésitation. Les banques se mirent à sauter, ou durent fermer provisoirement leurs portes, dans le Nevada, l'Iowa, la Louisiane, le Michigan, un peu partout. Le 4 mars, jour de l'inauguration du nouvel élu, elles étaient presque toutes closes sur l'ensemble de l'Union. Entre temps, le Sénat avait conduit une enquête, et forcé les banquiers les plus célèbres de New-York à avouer toutes sortes de pratiques contestables : manœuvres pour provoquer la hausse des cours en bourse, avantages donnés à certains clients privilégiés, hommes politiques de préférence, distributions d'énormes gratifications aux administrateurs de sociétés sur le point de faire faillite, déclarations d'impôts frauduleuses, les secrets des initiés de Wall Street furent soudain divulgués au grand public des épargnants ruinés et des ouvriers en chômage. Le prestige des financiers, déjà fortement ébranlé par l'aggravation de la crise et la banqueroute scandaleuse d'Ivar Kreuger, ne résista pas à ces révélations. L'opinion publique voulait du nouveau, prêtait l'oreille à la propagande de démagogues, tels que le sénateur Long, de la Louisiane, ou l'abbé Coughlin, virtuose de la radio, constatait

avec intérêt le succès du plan de cinq ans en Russie, du mouvement national-socialiste en Allemagne, était prête à tout accepter ou à sombrer dans le désespoir et l'anarchie. Roosevelt parlait du zéro absolu, zéro matériel, zéro moral. Quoi qu'il fit valait mieux que de laisser les États-Unis dans l'état de désarroi et de misère où ils se trouvaient le 4 mars 1933.

Le New Deal. — Le discours d'inauguration du nouveau président constatait le situation critique du pays, la faillite des financiers, affirmait la nécessité d'un plan de réorganisation totale et d'une action rapide, disciplinée, sous une direction forte, dictatoriale au besoin. Ce plan, préparé en secret avec quelques intimes, fut baptisé le *New Deal*, la nouvelle partie de cartes où les atouts n'iraient pas tous, comme auparavant, aux mêmes personnes. Cette action, dépassant en ampleur et en promptitude les prévisions les plus hardies, allait modifier l'ensemble de l'économie américaine et en faire passer le contrôle de Wall Street à la Maison Blanche. Son but n'était pas de détruire, mais de sauver le capitalisme menacé. « Ce que nous cherchons, déclara Roosevelt un peu plus tard, c'est à rétablir l'équilibre dans notre système économique, l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie, l'équilibre entre le salarié, l'employeur et le consommateur. »

Il fallait courir au plus pressé. Le système bancaire allait s'écrouler. Un moratorium d'une dizaine de jours permit à la plupart des banques de se tirer d'affaire. Les débiteurs étaient écrasés sous le poids de leurs obligations. Le président porta la main sur la sacro-sainte clause-or, interdit les exportations et les thésaurisations d'or, obtint l'autorisation de dévaluer le dollar, et le diminua en fait (févr. 1934) de 40 % de sa valeur. Le paiement des dettes en

devint plus facile. Plus urgent encore était de porter secours aux millions de chômeurs sans ressources. Le Gouvernement fédéral y consacra aussitôt 500 millions de dollars. Du coup, le budget n'était plus en équilibre : la Trésorerie distingua entre les dépenses ordinaires, à balancer par les impôts légèrement augmentés, et les dépenses extraordinaires, auxquelles des emprunts permettraient de faire face. Entre temps, le 18<sup>e</sup> amendement avait été annulé. La bière et l'alcool coulaient de nouveau à ciel ouvert, échauffant encore l'enthousiasme populaire provoqué par ces premières mesures.

L'essentiel n'était pas là. L'essentiel était de remettre en marche l'agriculture et l'industrie paralysées. Un grand programme de travaux publics donna de l'emploi à 4 millions de chômeurs. Mesure de circonstance, avant tout, qui fut reprise et développée encore deux ans plus tard. Cependant, les cultivateurs, dès le mois de mai 1933, recevaient du Gouvernement des subventions proportionnelles aux réductions volontaires de leurs cultures. La production ramenée ainsi au niveau de la consommation et la baisse du dollar aidant, les prix des denrées montèrent. Le pouvoir d'achat des fermiers augmenta d'un tiers. D'autres lois les aidèrent à se débarrasser de leurs hypothèques, à éviter la banqueroute et la vente de leurs terres, à trouver du crédit à faible intérêt.

Aux ouvriers, maintenant ! L'*Agricultural Adjustment Act* (A. A. A.) est du 12 mai 1933. Le 16 juin suivant, le *National Industrial Recovery Act* (N. I. R. A.) cherchait à la fois à augmenter la capacité productive du pays et le pouvoir d'achat des consommateurs. Dans chaque industrie, des « codes de concurrence légitime » devaient être établis à l'amiable par l'accord des patrons entre

eux d'abord, puis de ceux-ci et de leurs ouvriers. Il s'agissait de supprimer la surproduction, d'accroître les salaires, de diminuer les heures de travail, de créer ainsi des emplois pour les chômeurs. Immense travail, qui eût demandé des siècles sans l'impulsion vigoureuse du Gouvernement et l'« union sacrée » de ces semaines critiques : le président fournit un modèle de contrat qui fut généralement adopté ; son représentant en la matière, l'autoritaire général Johnson, pressa les négociations, écourta les pourparlers ; avant la fin de l'année, 22 millions de travailleurs étaient ainsi protégés contre l'arbitraire patronal, pourvus de salaires vite employés en achats indispensables. Les grandes industries devenaient des espèces de trusts officiels, surveillés par une armée de fonctionnaires.

D'innombrables lois vinrent compléter cette œuvre. Chaque jour surgissait une administration nouvelle, accaparant aussitôt quelques lettres de l'alphabet et la direction de la destruction des taudis, du contrôle des télégraphes, des secours aux vieillards, du reboisement, des prêts agricoles, du théâtre populaire, de l'art pour tous, des retraites des cheminots, de la lutte contre les inondations, de toutes les activités possibles et imaginables. Le Gouvernement devenait producteur d'électricité, d'explosifs et d'engrais dans la vallée du Tennessee, rivalisant ainsi avec les entreprises privées. Les banques et les bourses n'étaient pas fermées, comme l'auraient voulu les extrémistes du mouvement, mais des mesures variées leur interdisaient les emprunts aux puissances étrangères n'ayant pas payé leurs dettes (Johnson Act, 1934), les spéculations aventurées, les manœuvres destinées à peser sur les cours des valeurs, etc. Les fameuses holdings, responsables en partie du krach de 1929, étaient

l'objet d'une législation particulièrement soupçonneuse.

Washington devenait du jour au lendemain, à la place de New-York, la capitale réelle des États-Unis. Les demi-dieux de la finance n'étaient plus que de petits garçons à côté des professeurs et des économistes de l'entourage présidentiel, le « brain trust », le trust des cerveaux. Roosevelt gardait d'ailleurs sa liberté de manœuvres, équilibrant la hardiesse de tel collaborateur par la prudence bien connue de tel autre, donnant la vedette, suivant les circonstances à celui-ci ou à celui-là. Au milieu d'un chaos apparent d'initiatives et de choix, évitant les écueils comme les tourbillons, il conduisait le vaisseau de l'État américain avec autant de calme et sans doute de plaisir qu'il gouvernait son yacht au cours de ses rares croisières de vacances.

**Difficultés intérieures.** — Pendant les premiers mois de sa présidence, l'opinion publique presque unanime le salua comme le Messie. Et en effet il avait sauvé les États-Unis du pire, de la banqueroute, de la révolution, de la guerre civile. Il avait réduit de moitié le nombre des chômeurs, redonné courage aux fermiers et aux ouvriers, stimulé les patrons. Une fois les dangers immédiats écartés, les oppositions de classes et de partis réapparurent. Les républicains crièrent à la dictature, à la bureaucratie envahissante, voire au communisme ; les partisans de la première heure, parfois mis à l'écart, au conservatisme mal déguisé. Les patrons se plainquirent d'être brimés par leurs ouvriers ; les ouvriers accusèrent les patrons de tourner les lois nouvelles. C'est alors que la Cour Suprême, sortant d'un long silence, annula comme inconstitutionnelles une, puis deux, puis trois et plus parties du New Deal, et notamment les deux mesures capitales, la

N. I. R. A. (juin 1935) et l'A. A. A. (janvier 1936). Les adversaires du président, les gens respectables exultèrent. Ils avaient enfin un bon terrain de bataille, la défense de la Constitution et de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Roosevelt n'en fut que plus ardent à poursuivre et défendre son œuvre. Le Congrès, sur sa demande, vota des lois semblables, quant à la substance, à celles qui venaient d'être condamnées. Les élections de 1936 permirent au président d'entrer de nouveau en contact avec la foule, de regagner la masse des hésitants par une campagne ardente contre les « royalistes économiques » : « Le combat ne fait que commencer, lança-t-il à ses troupes. Nous ne nous arrêterons pas avant d'être venus à bout de l'argent organisé ! » Ses adversaires ne trouvèrent à lui opposer qu'un brave gouverneur du Kansas, plein de bonnes intentions et parfois aussi libéral de promesses que son rival, mais dénué de tout magnétisme personnel. Les chômeurs et les pauvres eurent l'impression que la victoire des républicains marquerait la mort du New Deal. Ils réélirent Roosevelt à une majorité de plus de 10 millions de voix (nov. 1936). Au Congrès, ses adversaires ne formaient plus que le huitième du Sénat et le quart de la Chambre.

La route était libre, semblait-il, pour des réformes plus radicales encore que celles qui venaient de recevoir une telle approbation populaire. C'est ce que le président annonçait dans son message : « Près de la moitié des Américains, disait-il, sont incapables de vivre d'une manière saine et confortable, faute de logements convenables et de salaires suffisants. La justice sociale exige une répartition plus équitable des ressources du pays ». Et il demandait, pour commencer, l'établissement d'un impôt sur le

revenu fortement progressif, et la mise à la retraite obligatoire de tous les juges fédéraux, membres de la Cour Suprême compris, à l'âge de 70 ans. Sans attendre que ce dernier projet, très discuté, fût écarté par le Sénat, la Cour Suprême, éclairée par on ne sait quelle révélation tardive, ratifiait certains actes de législation sociale comparables à ceux qu'elle avait repoussés les années précédentes.

Roosevelt avait ainsi triomphé d'un gros obstacle, mais l'opinion publique était plus divisée que jamais. Dans son propre parti même, nombreux étaient les conservateurs d'intérêt ou d'instinct, désireux de ne pas aller plus loin sur la voie des innovations. Le déficit croissant du budget, la montée continue de la dette publique, inquiétaient la bourgeoisie. La lutte entre le capital et le travail reprenait de plus belle : en face de la vieille Fédération, très modérée et presque effarouchée par certains aspects du New Deal, le Comité d'Organisation industrielle, dirigé par un tribun ardent et énergique, John Lewis, accueillait tous les travailleurs, qualifiés ou non, les dressait contre les grands patrons de l'acier et de l'automobile, et avait emprunté à la France, dès l'été 1936, la tactique des occupations d'usines. Le Gouvernement refusait d'intervenir dans ces conflits. La Commission chargée de les régler était accusée de partialité par les deux camps. L'application stricte de la N. I. R. A. paraissait impossible à obtenir. Le nombre des chômeurs à la fin de 1938 était remonté de 7 à 10 millions. Qu'allait faire Roosevelt ?

Le président aborda le Congrès en 1938, plus conciliant que d'habitude, comme s'il essayait de désarmer l'opposition tenace de la plupart des hommes d'affaires. Il demanda la coopération du capital et du travail, et loin de condamner les

trusts, dont il avait d'ailleurs suscité des répliques officielles, il se borna à dire qu'il fallait les contrôler de très près. A sa demande, le Congrès vota deux nouvelles lois, l'une pour étendre les secours aux fermiers, l'autre pour régler les salaires et les heures de travail sur toute l'étendue de la République, mais aux élections de nov. 1938, les Républicains firent des progrès, et parmi les démocrates se retrouvèrent un certain nombre d'ennemis personnels de Roosevelt. La politique du New Deal semblait arrivée dans une impasse. Visiblement, d'autres questions passaient au premier plan des préoccupations gouvernementales, qui exigeaient pour être réglées le concours confiant de toute la nation. La Maison Blanche, depuis quelques années déjà, suivait avec inquiétude les événements d'Europe et d'Extrême-Orient. N'ayant pas réussi autant qu'elle l'espérait à rétablir la prospérité et la concorde intérieures, elle veut au moins défendre la situation, menacée à ses yeux, des États-Unis dans le monde.

**Politique extérieure.** — Les procès et enquêtes, qui, de 1929 à 1933, avaient révélé à l'Américain moyen les procédés de la haute finance à son égard, avaient également soulevé le voile sur la manière dont la politique extérieure de son pays avait été parfois influencée, voire dirigée par certains intérêts privés, tels que placements et usines à protéger à l'étranger, navires de guerre ou de commerce à construire, munitions à fabriquer et à vendre au plus offrant, par exemple. Les déceptions égales essuyées par les impérialistes d'une part, par les partisans de la Société des Nations et des accords internationaux de l'autre, avaient amené beaucoup de citoyens des États-Unis à ne plus vouloir s'occuper que de leurs propres difficultés : développer la civilisation américaine et en étendre les bienfaits

à toute la population, était une tâche bien suffisante. Leurs adversaires les traitaient d'isolationnistes. Ils s'appelaient eux-mêmes les « Américains avant tout ».

Les premiers actes de politique extérieure du président Roosevelt semblèrent inspirés par cette manière de voir. Il provoqua la faillite de la Conférence économique de Londres en refusant de se soumettre à un plan international de stabilisation des monnaies (juin 1933) : que chaque pays, déclara-t-il, rétablisse d'abord son propre équilibre. Il renoua de sa propre autorité les relations diplomatiques, rompues depuis 1917, entre les États-Unis et la Russie soviétique (nov. 1933) : nous n'avons pas à juger, expliqua-t-il, le régime politique que préfèrent se donner les autres peuples. Plus nettement encore, il voulut montrer à l'Amérique latine que la grande République anglo-saxonne ne nourrissait à son égard aucune ambition territoriale. Le Nicaragua, occupé depuis de longues années par des contingents américains, fut évacué dès 1933. L'amendement Platt, qui avait établi un protectorat sur Cuba, fut annulé en 1934, et l'île rendue à une indépendance complète, au moins en théorie. Enfin, le Gouvernement n'insista guère auprès du Sénat pour que celui-ci approuvât la participation des États-Unis à la Cour internationale de La Haye, et prit son parti du rejet de cette proposition (1935). Il semblait surtout attendre une détente de la situation internationale d'une politique de traités de commerce préférentiels à négocier séparément avec chaque puissance : telle était, du moins, la grande idée du secrétaire d'État, Cordell Hull. Il réussit à signer un certain nombre d'accords, notamment avec le Canada, la France, la Belgique, et finalement la Grande-Bretagne, mais il ne put rien conclure avec l'Allemagne, ni avec le Japon.

Le président Roosevelt s'intéressait personnellement aux questions de politique étrangère. Passionné des choses de la mer et ancien sous-secrétaire d'État à la Marine, il veut donner le premier rang à la flotte de guerre des États-Unis. Il ne cache pas à ses intimes, et dès 1935 il laisse savoir au grand public, que ses sympathies vont aux gouvernements libéraux et parlementaires de l'Europe occidentale, aux « démocraties ». Les progrès des États totalitaires, Italie, Japon, Allemagne, Allemagne surtout, lui paraissent un danger pour l'influence et le commerce des États-Unis dans le monde, une provocation à l'idéal humanitaire de l'Amérique. L'échec de la Conférence navale de Londres (déc. 35-mars 1936) à limiter les armements sur mer le détermine à prendre nettement parti.

Le Congrès cherche à limiter la liberté de la Maison Blanche en matière d'intervention à l'étranger. Cependant, en 1937, s'il interdit bien l'envoi de munitions et de crédits à des nations belligérantes, il donne latitude au président d'autoriser la vente de tous autres produits, à condition qu'ils ne soient pas transportés sur des navires américains. Celui-ci garde, par ailleurs, le droit d'apprécier si l'état de guerre existe en fait entre deux pays. Au total, à en croire le célèbre juriste John Bassett Moore, c'est transférer du Congrès au président le pouvoir effectif de faire la guerre.

Franklin Roosevelt joue à sa guise de ces dispositions. En toute occasion il dénonce les ennemis de la liberté et de la paix du monde. Les discours passionnés se succèdent, et quand le président un instant se tait, ses collaborateurs immédiats prennent la parole, attaquant les dictatures, soutenant, les défenseurs de l'harmonie démocratique.

**La nation hésitante.** — L'opinion publique améri-

caine est loin d'approuver dans son ensemble ces manifestations. La finance de New-York, les partisans de la Société des Nations, les pacifistes belliqueux, les communistes, d'une manière générale l'Est atlantique du pays, exultent. L'Ouest et le Centre s'inquiètent d'autant plus que les questions sociales semblent désormais sacrifiées à un énorme programme d'armements. « Nous devons, dit le président, maintenir tout ennemi possible à de nombreuses centaines de milles loin de nos frontières. » D'où la construction demandée d'énormes navires de haut bord, de croiseurs à large rayon d'action, d'avions puissants et nombreux. D'où, — nouveauté plus surprenante encore, — un projet permettant au Gouvernement de mobiliser à son gré les hommes et les ressources du pays. Cette fois, l'opposition fait entendre sa voix. Le plus célèbre sans doute des historiens américains d'aujourd'hui, le P<sup>r</sup> Ch. A. Beard, porte-parole des « Américains avant tout », déclare au Sénat que le programme naval est destiné à une guerre offensive.

Le président, toutefois, renonce pour l'instant à son projet de mobilisation, mais obtient sa grandissime flotte. L'Amérique latine, qui l'avait accueilli avec enthousiasme à la Conférence panaméricaine de Buenos-Aires (décembre 1936), se montre plus réticente à celle de Lima (déc. 1938) et refuse de s'engager à fond sous la direction des Etats-Unis. L'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, conseille dès mars 1938 à son pays de résoudre ses propres difficultés plutôt que de s'occuper de l'Europe.

Cependant Franklin Roosevelt va de l'avant, encouragé également par les impérialistes de la vieille école et par les partisans de la démocratie et du socialisme. A l'occasion de l'accord de Munich,

toute une partie de la presse américaine critique la Grande-Bretagne et la France, coupables d'avoir cédé aux totalitaires.

Le XX<sup>e</sup> siècle, siècle américain ? — Le conflit européen enfin déclaré, l'aide aux démocraties s'étend à la livraison d'armes et de munitions autant que d'autres ressources, mais il faut aller les chercher et les payer comptant. Une fois la France hors de combat, il s'agit de faire davantage, ou l'Allemagne est maîtresse de l'Europe, du Vieux Monde bientôt, de la planète, peut-être. En dépit d'une tradition sacro-sainte, Roosevelt est réélu président pour un troisième terme (nov. 1940), mais sa majorité est tombée de 10 à 4 millions de voix. Malgré la résistance des « Américains avant tout », dirigés par Lindbergh, le Sénat autorise le président à fournir à crédit aux démocraties tout ce qui lui semble nécessaire à la défense des Etats-Unis (janvier 1941). Le service militaire obligatoire est institué, une armée d'un million et demi d'hommes est instruite à la hâte et pourvue d'un matériel considérable. Le gouvernement a la haute main sur la vie économique du pays. La marine américaine livre à l'Angleterre un certain nombre de destroyers en échange de bases navales aux approches de l'Amérique, des Bermudes à la Guyane britannique. Elle prend sa part de la défense de Singapour et du maintien du *statu quo* dans l'Extrême-Orient. Elle occupe d'abord le Groënland, puis l'Islande, possessions danoises qui surveillent la route de l'Atlantique Nord vers la Grande-Bretagne.

Les liens avec le Gouvernement anglais se resserrent sans cesse davantage. L'entrevue Roosevelt-Churchill (août 1941) aboutit même à un programme commun, en huit points, « pour l'établissement et le maintien de la paix universelle ». D'autres liens se

nouent avec tous les ennemis de l'Allemagne, et jusqu'avec la Russie soviétique, promue en juin 1941 au rang des démocraties. Les États-Unis réclament un droit de contrôle sur toutes les côtes des océans qui les entourent, sur la Guinée et les Indes Néerlandaises comme sur Dakar, sur la Malaisie comme sur les Açores.

Le Japon, installé directement ou sous divers prête-noms dès 1932 en Mandchourie, dès 1937 dans la Chine du Nord et à Changhaï, allié de l'Allemagne et de l'Italie par le fameux pacte tripartite de 1939, considère que l'Ouest de l'Océan Pacifique fait partie de sa zone d'influence. Il domine l'Indo-Chine française depuis 1940, il veut imposer aux Indes Néerlandaises son contrôle commercial et militaire. Les États-Unis espèrent le ramener à la raison par un blocus économique, en le privant enfin du pétrole et de la ferraille dont ses fabrications de guerre ont besoin. La clique militaire et industrialiste qui domine Tokio se précipite alors en pleine aventure : elle espère d'un coup anéantir la puissance navale de l'Amérique par l'attentat de Pearl Harbour, dans les îles Hawaï. Un quart au moins des escadres américaines est coulé ou gravement endommagé. Les États-Unis se trouvent ainsi, du jour au lendemain (8-9 décembre 1941) en guerre non seulement avec le Japon, mais avec l'Allemagne et l'Italie, et bientôt avec leurs divers satellites.

Cette guerre, ni le Gouvernement américain, ni à plus forte raison la nation américaine, ne désiraient la faire, ni si directement, ni si tôt. Mais puisqu'elle leur était imposée, l'une et l'autre tombèrent d'accord pour la mener avec toute l'énergie et toute la puissance concevables. Une année ne fut pas de trop pour rattraper le temps perdu et pour organiser la plus formidable industrie de guerre que le monde

ait jamais vue. Cependant les Japonais s'emparaient des Philippines et des principales bases américaines du Pacifique Ouest, en même temps que de Hong-Kong et de Singapour, des Indes Néerlandaises et de la Birmanie britannique, arrivant ainsi aux portes de l'Inde et de l'Australie. Dans cette même année 1942, les Allemands s'enfonçaient jusqu'au cœur du Caucase et menaçaient Alexandrie. L'Asie, l'Ancien Monde peut-être, semblaient sur le point de tomber aux mains des dictatures.

Ni le président Roosevelt, ni ses compatriotes ne se découragèrent. D'usines immenses s'ajoutant à celles qui existaient déjà, sortirent sans arrêt des milliers d'avions, de navires, de tanks, de canons, de machines, de bombes et d'armements de toute sorte, qui permirent aux associées des États-Unis, Grande-Bretagne et U. R. S. S., de tenir tête aux ruées ennemies. Par ailleurs le prestige de la grande démocratie américaine stimulait les peuples d'Europe opprimés, leur redonnait le courage de résister et l'espoir de vaincre.

Et la libération de la planète commença. En novembre 1942, les Américains prenaient solidement pied dans l'Ancien Monde en s'emparant de l'Afrique du Nord, d'accord avec la plupart des autorités locales. En juillet 1943, aux côtés des Anglais, ils débarquaient en Sicile, et en septembre suivant, en Italie même. Enfin, à l'aube du 6 juin 1944, s'engageait sur les côtes de Normandie la bataille de France, qui en quelques mois devait délivrer notre patrie et porter les armées alliées jusqu'au cœur de l'Allemagne. Le 8 mai 1945, le III<sup>e</sup> Reich, presque entièrement occupé, s'effondrait sous les ruines de ses villes et de ses communications.

La guerre contre le Japon fut poussée avec la même vigueur. D'une défensive victorieuse en Aus-

tralie et en Nouvelle-Guinée, les forces des Etats-Unis étaient passées à l'offensive. D'archipel en archipel, des Salomon aux Carolines, des Carolines aux Mariannes, des Mariannes aux Riou-Kiou, elles s'approchèrent peu à peu de Tokio. Il restait encore cependant beaucoup à faire, de fortes armées ennemies occupaient toujours d'immenses territoires en Insulinde et en Asie, lorsque, le 5 août 1945, éclata au-dessus d'Hiroshima une petite bombe qui réduisit en cendres cette ville de 300.000 habitants, amena en quelques jours la capitulation du Japon, et ouvrit dans l'histoire une ère nouvelle : l'énergie atomique au service de l'homme. Pour la fin du monde ou pour son heureux épanouissement ? Qui vivra verra.

Entre temps, le président Roosevelt avait triomphé, non sans quelque peine, de son concurrent, le républicain Dewey, et venait d'entrer dans sa treizième année de magistrature suprême, quand il mourut subitement, le 12 avril 1945. La cause de la coopération internationale entre toutes les démocraties perdait le meilleur peut-être de ses apôtres. Le vice-président Truman lui succéda : il poursuit de son mieux une politique semblable. D'ailleurs, tous les citoyens des Etats-Unis sont à peu près d'accord sur l'organisation de la paix. Tous attendent, des victoires, d'Eisenhower et de McArthur moins encore que du machinisme et de la technique américaines, le contrôle de la planète par leur pays. Le xx<sup>e</sup> siècle sera à leur avis le siècle américain par excellence, ou il ne sera pas. L'Amérique génératrice des principes de liberté et d'aspiration au bonheur, l'Amérique, bon Samaritain de peuples opprimés, l'Amérique, centre dynamique de l'économie et de la civilisation modernes, l'Amérique capitale des Nations Unies, l'Amérique détentrice de l'énergie

atomique, a tous les titres, pensent-ils, à la direction spirituelle et matérielle de l'humanité.

En sera-t-il ainsi ? L'histoire ne prophétise pas. L'histoire constate et admire l'éveil d'un continent inconnu, la mise en valeur de ses prodigieuses ressources, la croissance ininterrompue d'une nation qui dépasse aujourd'hui 140 millions d'habitants, le développement d'une société originale, soucieuse de confort et de bien-être, avide de perfectionnements techniques et de réalisations pratiques, traversée cependant d'inquiétudes spirituelles. Elle note aussi les faiblesses du colosse, les illusions du progrès automatique, les efforts, vainement renouvelés à chaque génération, pour protéger les petits contre les grands, l'indépendance des travailleurs contre le contrôle des capitalistes, pour maintenir l'égalité première et l'isolement du reste du monde.

Aujourd'hui que la « Frontière », accueillante à tous les espoirs, est depuis longtemps fermée, que la place commence à manquer à la libre expansion des individus, les chefs les plus influents des syndicats américains ne se bornent plus à réclamer des augmentations de salaires, et le droit au travail pour les millions d'ouvriers et de démobilisés menacés de chômage : ils opposent nettement « ceux qui ont » et « ceux qui n'ont pas », ceux qui sentent leurs privilèges menacés et ceux dont les aspirations risquent d'être déçues. La guerre a suscité plus de difficultés que la victoire n'en a pu encore régler. L'U. R. S. S. apparaît comme une rivale dangereuse, tant par sa puissance matérielle que par son prestige aux yeux des déshérités de ce monde. Collaboration des classes, collaboration des peuples, voilà les deux grands problèmes que les Etats-Unis ont à résoudre pour être dignes de leurs destins. *Ah ! si Jefferson savait ça...*



## TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — La terre de la liberté (1607-1820)	5
Carte du développement des États-Unis depuis 1783 ..	8-9
CHAPITRE II. — La conquête de l'espace vital (1820-1860) .....	24
— III. — Le triomphe de la morale et de l'industrialisme (1860-1896).....	48
— IV. — Les États-Unis, puissance mondiale (1896-1929) .....	72
— V. — Le paradis menacé (1929-1946).....	106

SEMINÁRNÍ

Hist.-práv.



KNIHOVNA

oddělení